This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

Digitized by Google

Library
of the
University of Wisconsin

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

7733c

SOUVENIRS

Digitized by Google

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous pays.

Copyright, 1919, by Payot et Cie.

Digitized by Google

234316
MAY 14 1920
F079
.I06

PRÉFACE

L'histoire définitive de la guerre mondiale ne peut pas être écrite par les contemporains. Pour bien voir, il faut la distance dans le temps, puisque la distance dans l'espace est inconcevable lorsqu'il s'agit d'une catastrophe qui s'est abattue sur tout le globe.

Mais, tout contemporain qui a eu le privilège de connaître personnellement une partie, quelque minime qu'elle fût, de ce qui s'est passé dans les coulisses doit faire sa déposition devant le tribunal de la conscience universelle.

Je suis décidé à remplir ce devoir. Pour le moment, je choisis dans les milliers d'articles que j'ai publiés depuis le 1er août 1914, cette série de Souvenirs.

Sous forme d'esquisses ou de conversations ce sont au fond des bribes de ce que j'ai vu, de ce que j'ai su sur les événements qui ont précédé ou

Digitized by Google

provoqué la guerre. La plupart ont déjà paru dans le journal La Roumanie *de Bucarest. Si c'est à nos ennemis, à leurs personnes et à leurs dires que j'ai fait la plus grande part, c'est que ce sont eux qui ont déchaîné la guerre.*

Je prie le public de considérer ces Souvenirs *comme une simple préface à mes* Mémoires sur les origines et les événements de la guerre, *mémoires que j'achèverai bientôt.*

J'ai ajouté quelques morceaux du discours que j'ai prononcé à la Chambre des Députés de Roumanie, le 16 et le 17 décembre 1915, parce qu'ils peuvent aider à faire comprendre l'attitude de mon pays.

Paris, le 31 décembre 1918.

TAKE JONESCO.

Digitized by Google

DÉCLARATION A MONSIEUR POINCARÉ[1]

J'arrivai à Paris le 31 décembre 1912 au soir. J'étais en route pour Londres, où je voulais profiter du point mort auquel étaient arrivées les négociations entre les Turcs et les Balkaniques pour régler d'une manière pacifique notre différend territorial avec la Bulgarie. Je comptais offrir aux Bulgares — ce qui, à cette date-là, voulait dire à la Ligue balkanique — l'appui de la Roumanie et, s'il le fallait, son concours militaire, pour forcer la Turquie à céder sur la question d'Andrinople.

Les puissances ne savaient plus que faire. On sentait que de simples notes collectives risqueraient de ne pas réussir, et, pour une démonstration navale, qui seule aurait sauvé la face du gouvernement Kiamil, les puissances, à cause de leurs jalousies et de leurs méfiances, ne pouvaient se

1. *La Roumanie* du jeudi 2 (15) juillet 1915.

Digitized by Google

mettre d'accord. D'un autre côté, il était certain que la résistance armée de la Turquie était brisée, et même que, pour elle, lui forcer un peu la main eût été un bienfait. Si on l'avait fait alors, la Turquie aurait échappé à Enver et aux malheurs qui l'accablent.

Inutile de répéter ce que j'ai dit tant de fois, que l'idée d'une guerre avec la Bulgarie, et, partant, avec tous les Balkaniques, nos amis séculaires, me répugnait profondément. Une pareille guerre pouvait entraîner la conflagration européenne, dans laquelle nous nous serions trouvés à côté de l'Autriche-Hongrie, et cette perspective m'était tout à fait odieuse. J'y voyais l'enterrement de tout notre avenir, de tout notre idéal.

J'espérais encore que les Bulgares se rendraient compte de la situation, et s'empresseraient d'accepter mes suggestions. S'ils l'avaient fait, la paix avec la Turquie aurait été signée dans les premiers jours de janvier 1913, la seconde guerre balkanique n'aurait probablement jamais eu lieu, et la guerre générale aurait été retardée, qui sait pour combien d'années.

Quel qu'eût été mon espoir pour une entente avec la Bulgarie, je me rendais compte, cependant, qu'il était possible qu'elle échouât et, partant, que

Digitized by Google

j'aurais besoin de l'appui bienveillant des grandes puissances. C'est pour cela que, avant mon départ de Bucarest, j'avais annoncé ma visite à M. Poincaré, alors président du conseil.

*
* *

M. Poincaré me reçut le 1er janvier 1913, à 8 heures et demie du matin, — à Paris, c'est une heure absurde. Mais je devais partir pour Londres dans l'après-midi, et, à 10 heures, M. Poincaré devait se rendre à l'Élysée pour les félicitations du nouvel an.

Je demandai à M. Poincaré l'appui de la France dans nos difficultés avec la Bulgarie. Il me fit les plus chaleureuses protestations d'amitié pour la Roumanie ; il me promit tout son concours ; mais, me dit-il, « mon action est naturellement limitée par le fait que la Bulgarie se trouve dans les rapports les plus cordiaux avec notre alliée, tandis que vous, grâce à votre convention militaire avec l'Austro-Allemagne, vous seriez dans le camp de nos ennemis, si jamais la guerre venait à éclater. Vous savez bien, ajouta-t-il, — et il était on ne peut plus sincère, — que nous ne voulons pas la guerre, et que nous faisons tout pour l'éviter.

Digitized by Google

Mais si nos adversaires nous forçaient à la guerre, il ne nous serait pas indifférent de savoir que vos 300.000 baïonnettes se trouvent dans le camp de nos ennemis. »

Le traité entre la Roumanie et la Triple Alliance devait rester secret. Je fus donc obligé de prétendre que, moi, je ne connaissais pas ladite alliance.

Le président du Conseil français, qui savait bien à quoi s'en tenir, me demanda alors si je pouvais lui donner l'assurance que, en cas de guerre, — une guerre qui, certes, ne serait jamais provoquée par la France, — il pouvait espérer que la France et ses alliés ne trouveraient pas l'armée roumaine devant elles.

Personnellement, il y avait des années et des années que je ne croyais pas que les Dorobantz pussent jamais se battre à côté des Honveds ; mais le 1er janvier 1913, il m'eût été impossible de prendre un engagement ferme au nom de la Roumanie.

Je me contentai de dire à M. Poincaré que je ne pouvais pas lui donner une réponse, mais que, si j'étais à sa place, j'accorderais à la Roumanie tout le concours compatible avec mes alliances et mes obligations, et je laisserais à l'avenir de me prouver si j'avais agi sagement.

Digitized by Google

*
* *

Les événements de 1913 me confirmèrent dans mes croyances. Je vis avec la plus grande clarté que l'idée de faire couler le sang roumain pour la gloire du magyarisme était une telle absurdité que personne au monde ne pourrait la mettre à exécution.

Aussi, le 9 septembre 1913, je fis une visite à M. Poincaré, devenu président de la République. Et M. Poincaré m'ayant félicité pour les succès de la Roumanie, je profitai de l'occasion pour lui dire :

« Vous m'avez posé, le 1er janvier, une question à laquelle je n'ai pu répondre alors. Je vous apporte aujourd'hui la réponse. Si la guerre venait à éclater, — et j'espère bien qu'une pareille calamité sera épargnée à l'humanité, — vous ne trouveriez pas l'armée roumaine dans le camp de vos ennemis.

— Est-ce que vous avez dénoncé le traité d'alliance ? me demanda-t-il.

— Je ne sais rien au sujet d'aucun traité. Ce que je sais, c'est que l'armée roumaine ne se trouvera pas dans le camp de vos ennemis. De

Digitized by Google

cela je suis absolument certain. Et si je ne savais pas que, tout comme moi, vous croyez à la paix et faites tout pour la conserver, je vous dirais que les événements me donneront raison. Espérons qu'ils n'auront jamais l'occasion de le faire.

— Mais êtes-vous sûr de rester longtemps au pouvoir ?

— Loin de là. Dans deux mois, je n'y serai plus. N'importe. Ce que je vous affirme est indépendant des personnes qui seront au gouvernement. Après ce qui s'est passé cet été, personne ne pourrait faire marcher la Roumanie contre sa volonté et les exigences de son honneur et de sa destinée. »

Digitized by Google

LE PRINCE LICHNOWSKY[1]

I

Le prince Lichnowsky a été, il y a plus de vingt ans, secrétaire à la légation d'Allemagne à Bucarest.

C'est alors que je le connus. C'était un jeune homme intelligent, gai, spirituel et réellement grand seigneur. Polonais d'origine, ce diplomate allemand avait la souplesse, la vivacité et le brillant de sa race. Nos relations avaient été des meilleures.

Je ne le revis plus jusqu'aux premiers jours de janvier 1913, quand je me rendis à Londres pour essayer d'arriver à une entente avec M. Danef sur le différend bulgaro-roumain.

Le prince Lichnowsky était rentré dans le ser-

1. *La Roumanie* du mercredi 23 septembre (6 octobre) 1915 et du jeudi 24 septembre (7 octobre) 1915.

Digitized by Google

vice diplomatique, après une très longue absence. Il ne l'avait fait que sur les prières réitérées du Kaiser, qui avait cru que Lichnowsky était le seul homme pouvant succéder au baron Marschall, réputé comme le diplomate le plus fort du service allemand. Je dois dire en passant que, malgré toute sa valeur, Marschall n'avait pas beaucoup réussi en Angleterre ; il était resté trop longtemps à Constantinople pour être un bon représentant à Londres.

Le prince Lichnowsky prit sa tâche au sérieux. Il se démena beaucoup. Il gagna la confiance de tout le monde et, en très peu de temps, fit des merveilles. Il faut avouer que Lichnowsky était d'une franchise indéniable, et que son langage impressionnait par sa clarté et son pittoresque. C'est lui qui, me parlant des deux petits coins de terre qui s'enfonçaient dans notre Dobrodja et que Danef m'offrait pour tout potage, les appelait « les deux mamelles de la chienne ».

Je ne veux pas raconter, cette fois-ci, mes rapports avec Lichnowsky en janvier 1913. Je tiens à reconnaître qu'il fut plus qu'amical et aimable, qu'il me rendit de vrais services, allant même jusqu'à faire, dans la conférence, une proposition en notre faveur, sans attendre l'autorisation

Digitized by Google

du gouvernement de Berlin. De tout cela, je parlerai une autre fois.

Deux points cependant de cette époque-là : Lichnowsky m'affirmait que les relations entre l'Allemagne et l'Angleterre étaient excellentes. Et, le lendemain, Sir Edward Grey me disait : « Si le prince Lichnowsky fait la proposition dont vous parlez, je lui ferai le meilleur accueil, comme à tout ce qui vient de l'ambassadeur d'Allemagne. Nos relations sont très bonnes. »

Si tôt après Agadir, c'était vraiment remarquable. Aussi je conclus qu'il n'y avait pas de danger de guerre européenne, et j'écrivis, le 7 janvier 1913, au roi Carol, que j'étais sûr que la guerre générale n'éclaterait pas encore.

A la même époque, Lichnowsky me disait un jour : « Nous ferons pour vous tout ce que nous pourrons ; mais nos moyens sont limités. C'est à Vienne qu'il faut vous adresser. L'Autriche peut beaucoup à Sofia, si elle veut. Je suis certain qu'entre l'Autriche et la Bulgarie il y a quelque chose. Je ne sais pas précisément quoi, mais je suis sûr qu'il y a quelque chose. »

*
* *

Au printemps de 1914, je fis à Londres un

Digitized by Google

séjour de six jours. Le prince Lichnowsky donna un déjeuner en mon honneur. Il y avait naturellement toute l'ambassade, y compris le trop fameux Kühlman, alors conseiller d'ambassade, actuellement ministre à La Haye, qui, malheureusement, correspondait avec l'empereur, derrière la tête de Lichnowsky, et donnait à Berlin des informations fausses sur l'état des choses en Angleterre[1].

Je demandai à Lichnowsky quelles étaient les relations avec l'Angleterre, s'il en était toujours aussi content qu'en janvier 1913. Il me répondit qu'il avait réussi dans son entreprise, que l'Allemagne et la Grande-Bretagne étaient dans les meilleurs termes.

« J'ai dit à l'Empereur, me dit-il, que rien n'était plus facile pour nous que d'entretenir avec l'Angleterre des rapports excellents, parce que l'Angleterre est très sincèrement attachée à la paix. Pour cela, il faut que nous n'attaquions ni ne chicanions jamais la France; car, dans ce cas, l'Angleterre irait jusqu'à son dernier homme et son dernier shilling. Et comme nous n'avons

1. Depuis Kühlmann a connu l'apogée et la chute. En concluant les traités de Brest-Litowsk et de Bucarest il a démasqué l'Allemagne, et sans le vouloir, nous a grandement servi.

Digitized by Google

aucun intérêt à embêter la France, vous voyez que nos relations avec l'Angleterre resteront excellentes. »

Mes impressions concordaient avec celles de l'ambassadeur d'Allemagne. Je sentais que l'Angleterre ne pourrait pas tolérer qu'on attaquât la France; mais que, sans cela, on désirait à Londres entretenir avec l'Allemagne les meilleurs rapports. On y voyait la garantie de la paix.

*
* *

Le 12 juillet 1914, j'arrivai à Londres. Je vis Lichnowsky, avec lequel je causai de la question albanaise qui était devenue très inquiétante, et surtout du mutisme de l'Autriche sur ce qu'elle allait faire avec le drame de Serajevo. Lichnowsky sentait que l'Autriche mijotait quelque chose. Son collègue d'Autriche, le comte Mensdorf, était tout à fait fermé. Lichnowsky s'était trouvé à Berlin depuis l'assassinat de Serajevo, et il n'était pas content de ce qu'il avait vu à la Wilhelmstrasse. « Ils laissent la main libre à l'Autriche, me dit-il, sans se douter où cela peut nous mener. Je les ai prévenus. Pourtant je suis inquiet. Je commence à regretter de n'être pas resté à Berlin. »

Digitized by Google

Lichnowsky ne cachait pas que Tchirsky à Vienne encourageait les tendances belliqueuses de l'Autriche.

Les soucis de Lichnowsky étaient légitimes. Le chancelier n'a jamais été fort, — loin de là, — dans les questions de politique étrangère[1]. Quant à M. de Jagow, je savais que, du temps où il était encore à Rome, il avait déclaré à un de ses collègues qu'il voyait dans les événements balkaniques la preuve de la désagrégation prochaine de l'Autriche-Hongrie, et que ce problème l'inquiétait. Avec une pareille idée fixe, on pouvait facilement faire des fautes.

Le soir du 22 juillet, un mercredi, je dînais chez la baronne Deichmann, sœur de M. de Bunsen, ambassadeur d'Angleterre à Vienne. C'était un des centres sociaux de Londres le plus favorable à une entente anglo-allemande. Je savais que je devais y rencontrer Lichnowsky, qui avait dit désirer me parler ce jour même.

Après dîner, je me retirai avec Lichnowsky dans le petit salon où se trouve un très beau portrait de M. de Bunsen, dû, si je ne me trompe, au grand peintre anglais Herkomer.

1. Kiderlen-Vaechter me disait de Bethman-Holweg qu'il n'entendait rien à la politique étrangère.

Digitized by Google

Lichnowsky était en costume de cour; il devait, ce soir-là, voir le Roi, je ne sais à quelle occasion. Lichnowsky me dit qu'il n'avait pas encore réussi à connaître le texte même des demandes que l'Autriche adresserait à la Serbie; mais il avait appris assez pour savoir que ces demandes seraient très, très dures. Il savait qu'il y avait, entre autres, la demande de dissolution d'une société nationaliste, et cela lui paraissait déjà très dur. Il me pria avec insistance de suggérer au gouvernement roumain d'employer toute l'influence qu'il pouvait avoir à Belgrade pour que la note autrichienne, quelle qu'elle fût, soit acceptée par la Serbie. « Je vous promets, me dit-il, que, dans l'exécution, les Serbes pourront atténuer, éluder, et nous nous arrangerons pour qu'on ne dise rien. Je prends cela sur moi. Il faut passer ce moment critique. Par exemple, cette dissolution de la société patriotique ne veut rien dire. Dans quelques mois, on pourra la rétablir sous un autre nom. »

Je lui promis de le faire. Et, la nuit même, je télégraphiai à M. Jean Bratiano, alors président du conseil roumain, ce que m'avait communiqué l'ambassadeur d'Allemagne.

Digitized by Google

II

Le vendredi 24 juillet, on connût l'ultimatum autrichien. En le lisant dans le *Times*, j'avais dit à ma femme : « C'est la guerre générale. Nous devons rentrer en Roumanie. »

J'allai voir Lichnowsky dans la matinée. Il était au Foreign-Office. Je retournai chez lui plus tard. Je le trouvai très bouleversé. Visiblement, la note autrichienne avait dépassé son attente. Mais il était fermement convaincu qu'il n'y avait aucun danger de guerre. Il était sûr qu'on trouverait le moyen de préserver la paix. Il me dit, avec un fin sourire, qu'on lui demandait de soutenir devant le cabinet anglais la thèse de la *localisation* du litige entre la Serbie et l'Autriche. Il ne qualifia pas cette sottise, mais il était évident qu'au fond lui-même en riait. Il était tellement sûr de la paix, qu'il me demanda si, de Brighton, j'irais directement à Aix-les-Bains, ou si je reviendrais pour un jour à Londres. Comme je lui répondais que cela dépendrait de la situation politique, il me dit adieu, étant sûr que, de Brighton, je continuerais sur Aix. Sa tranquillité était telle

Digitized by Google

que je télégraphiai à Paris et à Aix pour annoncer mon arrivée.

Le samedi, dans l'après-midi, et le dimanche, j'eus à Brighton des communications de Londres qui me montrèrent que Lichnowsky se trompait, et que, à Vienne, Tchirtsky, l'ambassadeur allemand, ne faisait que pousser l'Autriche à l'intransigeance. Je télégraphiai à mon ami Mishu, ministre de Roumanie à Londres, de me retenir des places pour l'Ostende-Express du mardi matin 28 juillet, et j'avisai mon frère à Aix-les-Bains que j'avais renoncé au voyage.

Je rentrai à Londres, le lundi matin 27 juillet. De la gare, où je trouvai mon ami Mishu, j'allai directement chez le prince Lichnowsky. Je lui fis part de mon inquiétude et de ma décision de rentrer en Roumanie, Il me dit que j'avais tort ; qu'il n'y avait aucune possibilité de guerre, pas une contre quatre-vingt-dix-neuf ; que, à ma place, il attendrait encore à Londres, puisque ce serait embêtant d'aller de Londres à Aix par Bucarest.

Insistant sur le danger de guerre, je lui dis : « Ce serait d'autant plus grave qu'il ne faut pas se faire illusion sur l'attitude de l'Angleterre. Malgré le pacifisme de son gouvernement, l'Angleterre marcherait sûrement. »

Digitized by Google

Et Lichnowsky, oubliant ce qu'il m'avait dit au printemps, me répondit : « De cela, je ne suis pas aussi sûr que vous. — Vous avez tort, répliquai-je. Je connais le peuple anglais. Personne au monde ne pourra l'empêcher de se mêler d'une guerre provoquée avec autant d'injustice. Si vous croyez le contraire, vous êtes dans une erreur profonde. »

Il persista à me dire que c'était possible, mais qu'il n'en était pas aussi sûr que moi. C'est la seule faiblesse que j'aie trouvée dans le jugement de Lichnowsky, à cette époque. Certainement, comme tant d'autres, il avait été aveuglé par la question d'Irlande.

Je suivis l'avis de Lichnowsky. Je renonçai à mes billets pour le lendemain mardi 28 ; mais plus méfiant que l'ambassadeur d'Allemagne, je pris des billets pour l'express du mercredi 29. Ce fut le dernier qui circula.

Le mardi 28, quand je vis Lichnowksy dans la matinée, c'était un autre homme. Il avait commencé à perdre sa confiance. Il ne voyait plus que sept chances de paix sur dix, et bien qu'il m'assurât de son espoir qu'une folie sans nom serait épargnée à l'humanité il me dit : « Rentrez en Roumanie. Nulle part il n'y a trop de bonnes

Digitized by Google

têtes pour que vous priviez votre pays de la vôtre. J'espère que vous reviendrez bientôt, mais je comprends votre départ. »

Je le vis pour la dernière fois dans l'après-midi du mardi 28 juillet. Il était pâle, il était défait. Il me déclara que la paix du monde ne tenait plus qu'à un fil. J'ai rarement vu un homme plus accablé.

Et j'eus la conviction profonde que cet homme avait été sincère, qu'il avait sérieusement travaillé pour la paix, qu'il avait servi son pays de toutes ses forces, et que, dans les calamités qui ont été déchaînées par le bourreau sombre de Budapest et les criminels de Berlin, lui n'a eu aucune culpabilité.

Que le prinche Lichnowsky, auquel je suis reconnaissant pour son amitié confiante, me pardonne d'apporter à l'histoire un témoignage aussi détaillé. Le jour viendra où le peuple allemand, dégrisé, se rendra compte que ses vrais serviteurs ont été ceux qui ont fait tout leur possible pour lui éviter la haine universelle qu'il a déchaînée contre lui par cette guerre, dépourvue de tout motif avouable.

Digitized by Google

LE COMTE BERCHTOLD[1]

Je n'ai eu que deux conversations politiques avec le comte Berchtold. Elles m'ont amplement suffi pour faire le tour du personnage. Après chacune d'elles, je me suis demandé comment il était possible que le ministère des affaires étrangères d'une grande puissance fut occupé ainsi. Un journaliste viennois m'a donné une explication : « Chez nous, il faut qu'un comte succède à un autre comte. » Je la reproduis pour ce qu'elle vaut. Mais je n'ai jamais réussi à en trouver une meilleure.

Bel homme, si l'on accepte son type, élégant, très élégant, de bonnes manières, et... c'est tout. Je n'aurais rien à ajouter, si je voulais dessiner son portrait.

Lorsque le comte Berchtold vint à Sinaïa, en septembre 1912, pour rendre visite au roi Carol,

1. *La Roumanie* du mardi 22 septembre (5 octobre) 1915.

Digitized by Google

je me promenais en automobile dans l'Italie du Nord. A Venise, je trouvai un télégramme de Sinaïa. Un ami me communiquait qu'on désirait que je m'arrêtasse à Vienne, pour y visiter le comte Berchtold. Je compris que le roi Carol croyait très proche le changement de gouvernement, et qu'il voulait que je fusse en relations personnelles avec le nouveau directeur de la politique autrichienne. J'avertis le comte Berchtold de mon désir, et il rentra de la campagne à Vienne pour me recevoir,

Nous causâmes pendant une heure. Il essaya de m'expliquer sa fameuse circulaire sur la décentralisation de l'Empire ottoman, cette circulaire qui a hâté l'explosion de la guerre balkanique, et je n'y compris rien. Il se plaignit que, partout, on s'était trompé sur ses intentions ; il s'évertua à me les faire connaître ; mais je ne compris pas davantage. Était-ce trop compliqué, ou étais-je trop borné ? Je n'en sais rien.

Je lui parlai de l'état précaire de la péninsule balkanique. Je lui dis : « Si vous pouvez maintenir la paix encore deux mois, on sera sauvé. On ne commence pas une guerre de montagne après novembre.

— Pourquoi seulement deux mois ? Je suis

Digitized by Google

certain que la paix dans les Balkans n'est nullement menacée. Vous pouvez compter là-dessus », me répondit-il avec assurance.

A-t-il voulu me mystifier, ou bien ne savait-il rien de la vraie situation ?

Au courant de la conversation, je lui parlai de la folie des armements navals, et je lui demandai pourquoi l'Autriche glissait, elle aussi, sur la même pente : « Que vous faut-il une grande flotte ? Vous n'avez pas et vous n'aurez jamais de colonies ; votre commerce d'outre-mer ne sera jamais très important. A quoi bon une flotte ? Si c'est contre l'Italie que vous vous assurez, vous commettez une erreur fondamentale. Jamais vous ne pourrez vous battre contre l'Italie sur mer, non seulement parce qu'elle vous sera toujours supérieure, mais aussi parce que, dans ce cas, elle serait l'alliée de la France et de l'Angleterre, et vos dreadnoughts ne sortiraient jamais de leurs ports. Si, au contraire, vous comptez vous trouver à côté de l'Italie, elle n'a pas besoin de votre flotte ; elle préférerait augmenter la sienne... D'ailleurs, ajoutai-je, je ne comprends pas l'Allemagne non plus. » Et je lui répétai ce que j'avais déjà dit à Kiderlen-Waechter, à Berlin, quelque dix mois auparavant.

Digitized by Google

Alors le comte Berchtold m'expliqua — ce que j'avais déjà soupçonné — que l'agrandissement de la flotte autrichienne était demandé par l'Allemagne, et que le jour viendrait où les flottes austro-allemandes pourraient avoir le dessus sur la flotte anglaise. Il reconnut que l'Angleterre pourrait toujours construire plus de bateaux que les deux empires teutons ; mais il était sûr que bientôt les Anglais manqueraient d'équipages. « Avec leur système d'engagements volontaires, la source sera vite tarie ; tandis que nous, avec notre service obligatoire, nous aurons toujours autant d'hommes que nous voudrons. C'est alors que nous pourrons attaquer et détruire l'Angleterre. »

J'écoutais avec stupéfaction ce ministre d'une grande puissance, qui ne savait pas que, le jour où l'Angleterre ne trouverait plus assez de marins pour le système des engagements volontaires, elle introduirait le service obligatoire, mais qu'elle ne se laisserait jamais dépasser par l'Allemagne.

*
* *

La seconde fois que je vis le comte Berchtold, ce fut le 11 ou le 12 septembre 1913, — je ne

Digitized by Google

suis pas tout à fait certain du jour. Je crois plutôt le 11.

Après les excuses très complètes qu'il me fit, tant de sa part que de celle du comte Tisza, au sujet de l'incident des petits drapeaux roumains que la police hongroise de Deva avait arrachés de l'automobile de ma femme, nous parlâmes de la grande crise politique que l'on venait de traverser. Il me dit qu'on le critiquait beaucoup, qu'on trouvait qu'il n'avait pas su défendre les droits et la situation de l'Autriche-Hongrie. Je lui répondis — et c'est ma conviction absolue — que l'Autriche n'avait rien perdu dans la crise balkanique, que même ses fantaisies avaient été satisfaites, qu'elle n'avait aucun sujet de mécontentement, si vraiment le projet de descente sur Salonique qu'on lui attribuait n'était qu'une calomnie. J'ajoutai qu'il pouvait, s'il le voulait, établir avec la Serbie de très bons rapports, puisque, au moins pour quinze ou vingt ans, les Serbes seraient plus qu'occupés dans leur nouveaux territoires. Je lui donnai l'assurance que telle était l'intention sincère de M. Passitch, et que l'Autriche n'avait qu'à se montrer un peu moins hostile pour que tout rentrât dans le calme absolu.

Nous parlâmes aussi de l'Albanie, à laquelle il

Digitized by Google

tenait comme à sa création. Il fut tout étonné de ce que je connaissais si bien les choses d'Albanie et les Albanais. Je dois reconnaître que là-dessus il était très documenté. Il me parut cependant d'un illusionnisme outré. Il me dit, par exemple, que, en ce moment-là, la sécurité en Albanie était plus grande que dans n'importe quel pays de l'Europe.

Cette nouvelle conversation ne me fit pas changer d'avis sur le comte Berchtold.

En toute conscience, je suis persuadé que c'est Tisza, et non pas lui, qui a dirigé la politique autrichienne, depuis la mort de François-Ferdinand. Il a été le jouet de l'homme vraiment fort. Loin de l'excuser, cela le rend doublement coupable. Personne n'a le droit d'accepter les situations qui ne sont pas à sa taille.

Aussi suis-je certain qu'on n'entendra jamais plus parler du comte Berchtold dans la politique européenne. C'est un épisode clos.

Digitized by Google

LE MARQUIS PALLAVICINI

A ce nom italien, répond un pur Magyar. Le marquis Pallavicini a dû être, dans sa jeunesse, un *Kaiserlick*, comme tant d'aristocrates hongrois ; mais, à l'époque où je l'ai connu, il était déjà Magyar, dans toute l'acception du mot. C'est d'autant plus remarquable qu'il paraît que le marquis parle un magyar très frelaté. Il s'en est vengé en élevant ses fils, enfants d'une charmante Anglaise, dans un tel chauvinisme, qu'ils n'ont jamais voulu apprendre même la langue de leur mère.

En bon Hongrois, le marquis Pallavicini a toujours été un serbophage des plus voraces. Avec quel plaisir il me racontait si souvent comment, du temps où il était ministre à Belgrade, les porcs serbes tombaient tout d'un coup malades, chaque fois que le pauvre gouvernement serbe résistait à une demande de l'Autriche, et comment ils gué-

Digitized by Google

rissaient à l'instant, miraculeusement, aussitôt que le gouvernement serbe capitulait.

Aucune parole ne pourrait rendre la physionomie du marquis Pallavicini, quand il expliquait ces épisodes des relations austro-serbes, ou plutôt du martyre serbe. Sur tout son visage se promenait un sourire qui était presque un ricanement; ses yeux, très myopes, se fermaient jusqu'à devenir invisibles, et sa voix, si fluette, prenait un timbre méphistophélique. Il n'y avait pas jusqu'au balancement de sa toute petite tête, et ses gestes courts et maladroits, qui ne répandissent une odeur de soufre.

Le marquis Pallavicini est l'antithèse du diplomate autrichien habituel. En général, ces messieurs portent beau ; ils ont une apparence qui impose aux innocents ; il faut les fréquenter pour se rendre compte de leur remarquable nullité. Pour tout dire en un mot, ils ont l'air plus intelligents qu'ils ne le sont.

Pour Pallavicini, c'est tout le contraire. Il ne paye pas de mine ; il a même l'air niais. Et, pourtant, on aurait tort de se fier aux apparences. Pallavicini est, sinon une intelligence, du moins quelqu'un de très avisé, de très observateur, de très finaud. En somme, l'ambassadeur d'Autriche-

Digitized by Google

Hongrie à Constantinople est beaucoup plus fort qu'il n'en a l'air. On aurait des déboires, si, en traitant avec lui, on le jugeait d'après sa piètre apparence.

*
* *

J'ai été en rapports avec le marquis Pallavicini pendant des années. J'ai causé, avec lui, des heures et des heures. De toutes ces conversations, trois seulement se présentent à mon esprit, quand je cherche dans ce long passé.

La première a rapport à la politique intérieure de la Hongrie. C'était quelques semaines avant les fameuses élections dans lesquelles le gouvernement Tisza fut battu par la coalition. Nous déjeunions ensemble chez le comte Larisch, à Bucarest. Pallavicini croyait au succès de Tisza. Je pariai avec lui sur le triomphe de la coalition. Je gagnai haut la main. Pallavicini ne comprit jamais comment j'avais deviné juste. L'attrait de la liberté parlementaire, pour laquelle luttait la coalition, lui était absolument incompréhensible. Par là, il était resté un *Kaiserlick*.

La seconde eut lieu à Constantinople, à mon retour d'Athènes, en novembre 1913. A la ré-

Digitized by Google

ception de la légation de Roumanie, Pallavicini avait tenu à me parler en tête-à-tête. Je ne pouvais refuser. Dans ce tête-à-tête, qui suivit celui de M. de Giers, l'ambassadeur austro-hongrois me conseilla fortement d'améliorer nos relations avec la Bulgarie. Je lui répliquai que je ne demandais pas mieux, mais que, puisque les Bulgares étaient des mécontents, et que nous étions des satisfaits, une entente était incompréhensible, sans être dirigée contre quelqu'un d'autre. Et je conclus : « Une entente avec la Bulgarie, c'est bien ; mais aux dépens de qui ? — De la Serbie, naturellement », me répondit-il.

Nous étions à peine en novembre 1913 !

Sur la troisième et dernière conversation que j'ai eue avec le marquis de Pallavicini, — et qui, sans doute, restera éternellement la dernière, — j'ai tant parlé, que je me sens gêné d'y revenir.

C'était au printemps de 1914. Depuis notre marche militaire en Bulgarie, la presse austro-hongroise ne tenait plus en place. A Budapest, on s'était rendu compte de deux choses également désagréables pour l'oligarchie magyare. La première était que l'expédition roumaine au delà du Danube signifiait le premier pas de notre émancipation du joug austro-hongrois ; la seconde,

Digitized by Google

que rien n'avait fait davantage, pour la grande idée roumaine, que le nouveau prestige que la Roumanie libre venait de gagner. Le mot de nos soldats, de l'été 1913 : « Nous passons en Bulgarie pour arriver en Transylvanie », exprimait une de ces vérités profondes que Budapest ne pouvait pas ne pas deviner.

Aussi la presse autrichienne commença-t-elle une campagne des plus drôles sur la question des rapports austro-roumains. Etaient-ils les mêmes ? Et, s'ils étaient refroidis, jusqu'où allait la congélation, et comment pourrait-on s'y prendre pour les rendre de nouveau idylliques ? La consommation d'encre fut énorme à Vienne et à Budapest. A Bucarest, on était écœuré ; on en avait assez de ces déclarations d'amour fausses et tant soit peu indécentes, puisqu'elles supposaient des tendresses contre nature.

On se décida à envoyer à Bucarest Pallavicini. Il avait vécu cinq ans parmi nous, et il passait pour un anti-roumain convaincu. Nous ne pourrions pas le duper, celui-là, comme, disait-on, nous avions fait avec tant d'autres.

Pallavicini arriva à Bucarest au printemps de 1914. Il y resta trois jours. Il visita le roi Carol et les hommes politiques, et il repartit mécontent.

Digitized by Google

Naturellement, il vint me voir. Il resta chez moi plus d'une heure. Il me dit franchement qu'il voulait savoir si notre alliance avec l'Autriche tenait encore ; car, sinon, les Autrichiens devraient s'adresser ailleurs, à la Bulgarie. Il me dit qu'ils ne l'avaient pas fait encore, — ce qui était faux, — mais qu'ils seraient forcés de le faire, s'ils ne pouvaient plus compter sur nous. Je lui répondis par ces politesses diplomatiques qui ne disent rien. A ses insistances, j'objectai que rien n'était plus insupportable que de s'entendre demander à chaque instant : « M'aimes-tu ? » et que la presse autrichienne ne faisait que cela. Je ne lui cachai pas que cette faute de goût avait fini par nous embêter.

« Vous avez vu le Roi, lui dis-je, et vous savez quelle est son influence. Au moins, du Roi, vous devez être content. »

Il me répondit que non, que le Roi lui avait déclaré que la Roumanie serait contre ceux qui provoqueraient la guerre, et que cela ne lui suffisait pas.

Et quand je lui objectai que je ne comprenais plus rien, puisque, depuis trente ans, on nous avait chanté que c'était la Russie qui voulait provoquer la guerre, et que l'Autriche-Hongrie ne

Digitized by Google

désirait que la paix, il me servit le thème de la guerre préventive. Il m'expliqua que l'Autriche-Hongrie ne pouvait pas rester dans la situation où l'avaient placée les événements balkaniques, que la Serbie était une menace pour elle, et que puisque, un jour ou l'autre, la guerre devait éclater, l'Autriche pouvait être amenée *bientôt* à la provoquer elle-même.

J'eus beau employer tous les arguments contre la sottise de la guerre préventive, j'eus beau lui montrer qne c'était une absurdité que de parler du danger serbe pour l'Empire dualiste, rien ne prit. Le marquis Pallavicini insista longuement sur la nécessité, pour l'Autriche, de provoquer une guerre générale. J'ai dit déjà qu'il répéta cinq fois le mot « guerre » pendant notre entretien. Je le marquais, chaque fois, d'un trait de crayon.

Cette conversation du marquis Pallavicini a été une des lueurs qui ont éclairé ma conscience. Pendant toute la crise balkanique, j'avais eu tant de preuves que l'Autriche-Hongrie cherchait à tout prix à provoquer la guerre ! Mais, depuis le traité de Bucarest, j'avais espéré que l'orage était passé. Le marquis Pallavicini me fit voir que je m'étais trompé.

Digitized by Google

Princip a si bien servi les desseins des Magyars que, si j'avais la même mentalité que les messieurs de Budapest, je dirais qu'il lui ont suggéré son crime inutile.

Il serait exagéré de prétendre que le marquis Pallavicini a été un des auteurs de la guerre mondiale ; mais il a été un des auxiliaires les plus adroits et les plus remuants de la bande.

A ce titre, il a des chances d'entrer dans l'histoire.

Digitized by Google

LE COMTE GOLUCHOWSKY[1]

J'ai gardé de mes relations avec le comte Goluchowsky les plus agréables souvenirs. Le comte Goluchowsky est un vrai grand seigneur, et ses manières sont parfaites. De plus, pendant son long séjour en Roumanie, il a fait tout son possible pour rendre moins pénible le choc inévitable entre les intérêts roumains et les intérêts magyars. Je n'ai eu avec lui qu'une seule discussion réellement désagréable : c'est lorsqu'il s'oublia jusqu'à me dire que, en droit, les capitulations étaient encore en vigueur en Roumanie. Notre discussion avait été alors d'une telle vivacité que je croyais nos rapports impossibles à l'avenir. Le comte Goluchowsky comprit la faute qu'il avait commise, comme il avait compris, une autre fois, une plus grande faute encore de sa part envers feu Alexandre Lahovary, dans un

1. *La Roumanie* du samedi 18 (31) juillet 1915.

Digitized by Google

incident dont les documents doivent se trouver en la possession de la veuve d'Alexandre Lahovary.

Tout le monde était reconnaissant envers le comte Goluchowsky pour la direction, dans un sens sincèrement pacifique, de la politique autrichienne, pendant son long ministère. Pacifique au point que, un jour, il inventa une sorte d'entente des puissances européennes pour résister au danger américain, une grosse machine qui fit un peu rire aux dépens du comte Goluchowsky, mais qui, évidemment, prouvait sa bonne intention de conserver la paix entre les peuples de l'Europe.

Il est vrai que l'empereur François-Joseph, qui alors était encore en pleine vigueur, avait posé comme condition, en choisissant le comte Goluchowsky pour le ministère des affaires étrangères, que celui-ci ne lui créerait pas des embarras, et le laisserait finir en paix son long règne.

La seule faiblesse que le comte Goluchowsky eût montré à la Ballplatz, c'était sa phobie inouïe contre la Serbie. Il avait un profond dédain pour les Serbes, dédain auquel n'étaient pas étrangers ses préjugés aristocratiques vis-à-vis d'une *nation*

Digitized by Google

de paysans non dégrossis, comme il les appelait. Combien de fois le roi Carol attira l'attention du comte Goluchowsky sur l'erreur qu'il commettait en n'accordant aux Serbes aucune considération, et en se figurant, comme il le répétait si souvent, que deux monitors en face de Belgrade, suffiraient pour mettre *messieurs les Serbes* à la raison.

Malgré cela, il serait profondément injuste de ne pas reconnaître que le comte Goluchowski, qui n'a jamais posé pour une étoile de première grandeur, a occupé le ministère des affaires étrangères d'Autriche-Hongrie avec distinction, et sans les à-coups guerriers du comte d'Aerenthal, d'une capacité évidemment supérieure, mais susceptible aussi de grosses gaffes.

Le comte Goluchowsky m'inspirait donc l'estime légitime que l'on a pour un homme qui, ayant bien joué un rôle important, avait su, depuis sa disgrâce, montrer beaucoup de dignité.

*
* *

Je n'avais pas vu le comte Goluchowsky depuis des années, lorsque, le jeudi 30 juilet 1914, je le rencontrai, à 8 heures du soir, dans la salle à manger de l'hôtel Bristol de Vienne. Je retour-

Digitized by Google

nais de Londres à Bucarest, torturé par la pensée de la grande calamité qui, d'un moment à l'autre, pouvait s'abattre sur l'humanité.

Le comte Goluchowsky était assis avec un jeune Autrichien que j'avais connu dans le temps. Détail caractéristique, il portait à la boutonnière de son smoking la Toison d'Or en miniature. Quand on est un des vingt ou trente mortels qui ont l'honneur d'être décorés de la Toison d'Or, la porter en miniature à la boutonnière me parut une telle faute de goût que je m'étonnais qu'un homme qui avait représenté le *summum* de l'élégance ait pu arriver à cela.

J'adressai la parole au comte Goluchowsky, et lui parlai, naturellement, du grand malheur qui menaçait le monde. Il me répondit, avec un sourire presque jovial, que *messieurs les Serbes* devaient enfin être mis à la raison, et que cette affaire regardait l'Autriche et personne d'autre.

Quand je lui dis qu'il ne s'agissait plus des Serbes, mais que, si l'Autriche n'était pas raisonnable, la Russie et la France seraient forcées d'intervenir, et que ce serait alors la guerre générale, avec le même sourire, avec la même insouciance gaie, — une gaieté telle que je la lui avais rarement vue, — le comte Goluchowsky me répon-

Digitized by Google

dit : « Tant pis pour *messieurs les Russes* et *messieurs les Français !* »

J'ajoutai que ce n'était pas encore tout, que j'arrivais de Londres, et que je pouvais lui donner l'assurance que, bien que l'Angleterre eût, à ce moment là, le gouvernement le plus pacifique de toute son histoire, la logique des choses serait plus forte que la volonté des gouvernants, et que l'Angleterre irait jusqu'à son dernier homme et à son dernier shilling, si l'Autriche s'entêtait dans son intransigeance.

Le visage du comte Goluchowsky s'épanouit dans un sourire encore plus large, et il me répéta : « Tant pis pour *messieurs les Anglais !* »

A l'instant même, passa devant mes yeux comme une vision : ma rencontre avec Sir Edward Grey, le 21 juillet 1914, lorsqu'il m'avait dit, avec une austérité profonde, que la situation lui donnait de graves inquiétudes, et que, tout de même, il espérait la paix, parce qu'il ne pouvait se figurer qu'il se trouvât un homme pour prendre sur soi la responsabilité d'une calamité qui serait la banqueroute de la civilisation, et dont personne au monde ne saurait prévoir toutes les conséquences.

Puis, dans ma vision, ce fut le tour de M. Poin-

Digitized by Google

caré, qui le 1er janvier 1913, m'avait parlé, avec une émotion poignante, de l'éventualité redoutable d'une guerre européenne, à laquelle il ne voulait pourtant pas croire, et contre laquelle il travaillait de toutes ses forces.

Puis encore, de mémoire, je relus la dernière lettre que m'avait écrite, en novembre 1912, quelques mois avant sa mort, un homme qui, malheureusement pour l'Allemagne et pour le monde, n'était plus, lorsque Kiderlen-Waetcher me disait qu'il était convaincu de la préservation de la paix, parce que, au dernier moment, tout le monde hésiterait à se lancer dans l'aventure, puisqu'on savait bien que, cette fois-ci, ce serait une question de vie ou de mort.

Avec les yeux de l'âme, je voyais donc Grey, Poincaré et Kiderlen ; avec mes yeux physiques, je voyais le sourire épanoui et l'indescriptible légèreté du comte Goluchowsky.

Et, plus que jamais, je me confirmais dans ma croyance que Vienne, maintenant faubourg de Budapest, était la coupable, la grande coupable, pour l'horreur dans laquelle, d'un moment à l'autre, allait être plongée l'humanité.

Digitized by Google

2 AOUT 1914

Le matin du dimanche 2 août 1914, à 11 heures et demie, j'arrivais de Londres à Sinaïa. La veille l'Allemagne avait déclaré la guerre à la Russie. L'horrible massacre allait commencer. Déjà samedi soir j'avais appris à Bucarest dans des circonstances, que je raconterai un jour, qu'un conseil de couronne devait avoir lieu à Sinaïa le lundi 3 août, que ce conseil de couronne avait été retardé de 48 heures, exprès pour que je puisse y assister, et que le roi Carol insistait pour que la Roumanie entrât en guerre à côté de l'Autriche et de l'Allemagne.

Les conversations que j'eus à Bucarest, le soir du samedi 1er août et en gare de Sinaïa le dimanche 2 août à mon arrivée, ainsi que celles plus importantes de l'après-midi du même jour, je les réserve pour plus tard.

En sortant de la gare, je trouvai une invitation

Digitized by Google

à déjeuner au château royal pour le même jour à une heure. J'eus à peine le temps d'aller m'habiller dans ma villa — ma villa qui probablement n'existe plus — pour me rendre à l'invitation royale.

Je comprenais que le Roi allait me livrer un assaut en règle pour me convertir à ses idées. Il n'y avait pas un mois que le Roi m'avait fait dans le même château, la confidence du grand secret, *savoir que l'empereur Guillaume avait décidé de provoquer la guerre générale,* mais que cela n'aurait lieu que dans 3 ou 4 ans. A cette occasion-là, le Roi m'avait même expliqué que le loisir de 3 ans, qui était ainsi garanti, nous suffirait pour achever nos réformes constitutionnelles et nos préparatifs militaires.

Je voulais éviter une discussion, toujours pénible avec un vieux souverain, puisque le lendemain, au conseil de couronne, j'allais lui opposer un *non possumus* absolu. Je me décidai donc de provoquer pendant le déjeuner une conversation qui ne laissât au Roi aucune possibilité d'espérer.

A peine m'assis-je à table, à la gauche de la reine Elisabeth, que je me trouvai dans une maison divisée contre elle-même. Il était clair que le

Digitized by Google

Roi était plus qu'inquiet, que la reine était encore plus belliqueuse que le Roi, et que la princesse royale, l'actuelle reine Marie était contraire à la politique de son oncle et de sa tante, et qu'elle ne se cachait pas de le leur dire. Il me sembla même qu'on avait pleuré dans ce château royal.

La Reine ouvrit la première la conversation sur la question brûlante de la guerre. Je lui dis, ce dont j'étais déjà si certain, que la guerre avait été inévitable du jour où le maudit ultimatum avait été adressé par l'Autriche à la Serbie, et que je savais que cet ultimatum avait été l'œuvre des Magyars, du trio Tisza, Forgash, Berchtold, avec l'appui et la collaboration de l'ambassadeur d'Allemagne à Vienne, Tschirsky.

J'ajoutai comme une chose qui allait de soi, *qu'une victoire allemande, ce qui équivalait à une victoire hongroise, était incompatible avec le maintien de l'indépendance du royaume de Roumanie.*

Le Roi qui était vis-à-vis, et qui écoutait avec une attention soutenue, comprit. C'est pour cela que, comme je l'expliquerai tout à l'heure, il m'épargna l'assaut que je voulais éviter.

La Reine, quoique très intelligente et réellement une femme supérieure, n'était pas assez habituée à la politique pour comprendre d'un seul mot.

Digitized by Google

Elle voulut expliquer qu'une victoire magyare ne voulait rien dire pour un avenir plus long, etc...

Lorsque je répétai que mon angoisse était extrême puisque l'Allemagne avait des forces redoutables, et que si elle réussissait, c'en serait fini de la Roumanie la Reine abandonna ce sujet et passa à un autre.

Elle me demanda, quelles seraient, d'après moi, les conséquences probables d'une pareille guerre.

Je lui répondis, à l'attention de tous, qu'aucun mortel ne pouvait avoir la présomption de savoir ou de deviner toutes les conséquences d'une pareille guerre.

« Pourtant, j'en sais quatre, lui dis-je, et ces quatre-là je vais vous les expliquer en deux mots.

« Il y aura d'abord une résurrection des haines entre les nations, comme il n'y en a pas eu depuis des siècles. Ceci est aussi fatal que la lumière du jour.

« Il y aura en second lieu, un mouvement précipité vers les idées d'extrême gauche, de celles qu'on appelle socialistes. Certes à la longue rien de ce qui est absurde ne pourra triompher pendant longtemps, mais la poussée dans tous les pays vers l'extrême gauche est inévitable, une fois que, par le déclanchement de l'effroyable ca-

Digitized by Google

tastrophe, les classes dirigeantes paraîtront aux yeux des masses plus incapables qu'elles ne les avaient crues.

« En troisième lieu, lui dis-je, Madame, il y aura ce que je puis appeler une *cascade des trônes*. Votre Majesté qui m'a si souvent déclaré être républicaine, ne sera pas étonnée de cette prophétie. Seules les monarchies qui ne sont en réalité que des présidences de république héréditaires, comme la monarchie britannique, ont des chances d'échapper à cette terrible cascade qui sortira justement d'une guerre provoquée par les souverains absolus. »

J'expliquai à la Reine, que, du fait de cette guerre, le mouvement révolutionnaire qui, depuis quelques dizaines d'années, avait abandonné le terrain politique pour se restreindre au terrain économique, redeviendrait fatalement politique.

« Enfin, disais-je, cette guerre hâtera de 50 ans l'avènement de la République des États-Unis à l'hégémonie morale de la race blanche, avènement qui était inévitable dans tous les cas, mais que la guerre aura pressé. »

Cette quatrième affirmation provoqua une discussion animée. Pour moi, je déclarai que cet avènement n'avait rien pour me déplaire, puisque

Digitized by Google

l'expérience d'une civilisation nouvelle sans préjugés, sans castes, sans institutions monarchiques ou aristocratiques, sans querelles historiques que faisait les États-Unis d'Amérique, était la plus intéressante expérience que l'humanité ait encore sérieusement entreprise.

Quelques jours plus tard, je publiai quatre articles avec les titres : « *Les haines* », « *Le mouvement à gauche* », « *La cascade des trônes* », et « *L'avènement de l'Amérique* », dans lesquels je développais ces idées.

Lorsque je pense à cette date, déjà ancienne, du 2 août 1914, je me demande comment ces choses qui me paraissaient toutes naturelles, n'étaient pas évidentes à tout le monde, et je me rends compte combien tenace est la maîtrise des idées du passé sur la plupart d'entre nous.

Après déjeuner, retiré dans le grand hall, où l'on prenait le café, je vis que le vieux Roi hésitait entre le désir de me parler, et la crainte d'entendre plus tôt le refus auquel l'avait préparé ma conversation animée et provocatrice du temps du déjeuner.

Avant le Roi, ce fut la princesse royale, l'actuelle reine Marie, qui vint avec la reine Élisabeth me demander si l'Angleterre resterait ou non neutre dans cette guerre. Il ne faut pas oublier

Digitized by Google

que ceci se passait le dimanche, et que le mercredi matin de la semaine qui venait de s'écouler j'avais quitté Londres.

Comme la princesse royale me parlait toujours en anglais, je lui répondis également en anglais que sa question m'étonnait, puisqu'elle devait savoir aussi bien que moi que l'Angleterre entrerait dans cette guerre, et que comme du temps de Napoléon elle irait jusqu'à son dernier homme, et jusqu'à son dernier shilling. Alors la princesse Marie répondit d'une voix nerveuse :

« Vous l'entendez, tante ! »

Et s'adressant à moi ;

« C'est ce que je ne cesse de leur dire et qu'ils s'obstinent à ne pas comprendre. Ils ne comprennent rien dans cette maison. » Et elle s'en alla avec la reine.

Après quelques minutes, le Roi m'apostropha :

« Vous savez que demain au conseil, vous devez venir avec deux de vos amis. Lesquels avez-vous choisis ?

— J'ai appelé à Sinaïa plusieurs, Sire, lui répondis-je, je les choisirai demain matin.

— Oh ! dit le Roi, le choix n'a pas d'importance, puisque, au moins, dans votre parti, il y a de la discipline. »

Digitized by Google

Et comme je continuais à faire la bête, le roi Carol ajouta :

« Vous m'avez toujours dit que si nous devions faire un jour la guerre, nous devrions commencer par publier tous nos traités d'alliance.

— Oui, lui répondis-je, Sire, si vraiment, d'après les traités interprétés honnêtement, nous étions obligés de nous battre, il faudrait les publier, car avant tout, une nation doit respecter sa signature. »

Cette fois encore le Roi comprit et même se résigna.

Il savait que l'Allemagne ayant provoqué la guerre, ni la lettre, ni l'esprit des traités ne nous obligeaient à rien.

Il est vrai que le lendemain, au conseil de couronne, il allait essayer de donner une autre interprétation au texte des traités. Le dimanche du 2 août, en tête à tête, il n'essaya même pas.

De ces quatre années terribles j'ai beaucoup de souvenirs qui sont aussi vivaces qu'au moment où les événements se sont passés. Il y en a peu qui soient restés dans ma mémoire aussi bien que ce déjeuner du 2 août 1914 au château royal de Sinaïa.

Digitized by Google

KIDERLEN-WAECHTER[1]

J'ai été, pendant plus de dix ans, dans une grande intimité avec feu Kiderlen-Waechter. C'est dire que j'ai eu l'occasion de le bien connaître de le connaître tel quel, avec ses belles qualités et ses défauts.

Avant tout, Kiderlen était une grande intelligence. Nul doute à cet égard. Il est impossible d'avoir fréquenté Kiderlen sans s'être rendu compte que l'on avait affaire à l'une de ces intelligences qui sont comme l'ornement de la race humaine. Et, dans Kiderlen, l'intelligence était presque tout.

Non pas que Kiderlen manquât de cœur. Dans sa vie, il a donné des preuves indiscutables de sa faculté d'attachement profond et inaltérable envers certaines personnes. Il était un ami de tout repos, et il adorait les animaux. Mais, dans l'ensemble, on peut dire, sans risquer d'être injuste, que

1. *La Roumanie* du vendredi 4 (17), du samedi 5 (18) et du dimanche 6 (19) septembre 1915.

Digitized by Google

Kiderlen n'était ni un sentimental, ni un idéaliste, qu'il était, surtout et avant tout, une intelligence pratique.

L'intelligence de Kiderlen était naturellement en fonction de son temps et de son pays.

Il avait subi l'ascendant de Bismarck, et aussi celui de Holstein, cette Éminence grise qui a joué, dans les coulisses, un rôle tout à fait en disproportion avec sa situation avouée. De là, cette brutalité de Kiderlen, qu'il serait impossible de passer sous silence. D'ailleurs, il se plaisait à l'afficher, tant il la croyait indispensable à l'action politique. C'est lui, lui seul, qui a déterminé le fameux ultimatum à la Russie, lors de l'affaire de Bosnie, bien qu'il ne fût alors que ministre à Bucarest, en congé à Berlin. « Je savais que les Russes n'étaient pas prêts pour la guerre, qu'ils ne la feraient en aucun cas, et j'ai voulu tirer tout le profit de cette connaissance. J'ai voulu montrer que le temps de la tutelle russe sur l'Allemagne, de cette tutelle qui datait de 1815, était passé pour toujours. Jamais les Schoen et Cie n'auraient osé ce que j'ai entrepris sous ma seule responsabilité. » C'est ainsi qu'il m'expliqua son geste si superflu, ce geste qui n'a pas peu contribué au malaise de la situation européenne.

Digitized by Google

Kiderlen n'a jamais désiré le ministère des affaires étrangères. « Chez nous, me disait-il, ministre des affaires étrangères est la plus mauvaise des situations. Tout ce qui réussit, c'est le chancelier qui l'a fait ; tous les insuccès sont pour le secrétaire d'état. » Ce qu'il avait désiré, c'était l'ambassade de Constantinople. Un caprice du Kaiser la lui enleva, pour la donner à Wangenheim, que le Kaiser rencontrait souvent à Corfou.

L'origine de la nomination de Kiderlen au ministère des affaires étrangères n'est pas très connue. Elle mérite d'être racontée.

Lorsque la fantaisie de l'Empereur appela Bethmann-Hollweg au poste de chancelier de l'Empire, celui-ci ne savait rien de rien de la politique étrangère. Aussi cherchait-il un homme. Espérant le trouver dans Kiderlen, il lui demanda un rapport sur la situation politique mondiale. Kiderlen était encore ministre à Bucarest, détaché à Berlin. Je n'ai pas lu ce rapport, mais j'en ai connu l'existence. Depuis, on m'a dit qu'il avait été copié par M. von Busche, actuellement ministre d'Allemagne en Roumanie. Lorsque Bethmann-Hollweg eut lu ce rapport, il déclara au Kaiser qu'il ne resterait chancelier que si Kiderlen était nommé ministre des affaires étrangères.

Digitized by Google

L'Empereur dut céder. Je dis « dut céder », puisque, depuis des années, Kiderlen avait cessé d'être *persona grata* auprès du Kaiser. Jadis, il l'avait beaucoup apprécié. L'empereur avait aimé la clarté d'esprit et la vivacité de Kiderlen. Puis personne ne savait comme lui raconter les historiettes pimentées, et l'empereur, qui en est très friand, ne se lassait jamais de l'entendre. Mais, un jour, l'Empereur voulut plaisanter Kiderlen sur une question privée, et la riposte de Kiderlen froissé fut telle qu'il perdit toute faveur auprès de son maître.

Car il faut savoir que Kiderlen avait une extraordinaire liberté d'allures envers son souverain. Il n'était nullement homme de cour ; il n'a jamais adulé personne, et, pour lui, l'appréciation, l'amitié même d'un roi, ne lui paraissait pas d'une autre essence que l'amitié de tout autre mortel. Kiderlen se tenait droit devant le Kaiser, tellement droit qu'il refusa net certaine condition qu'on avait voulu lui imposer, lors de sa nomination au ministère des affaires étrangères. « J'entrerai dans l'hôtel du ministère comme je l'entendrai moi, ou pas du tout », fut sa noble réponse. Et il eut le dessus.

« Moi vivant et au service de l'Empire, il n'y

Digitized by Google

aura pas de guerre entre nous et l'Angleterre », me dit-il au cours d'un entretien de 1911 que je vais raconter plus loin. « Si jamais *il* juge autrement, qu'*il* s'adresse à un autre. Je ne mets personne au-dessus de ma conscience. »

Cette dignité de Kiderlen était un des plus beaux traits de son caractère. M. Maïoresco, l'ancien président du conseil roumain, en sait quelque chose. Pendant l'été de 1912, il crut comprendre que Kiderlen avait exprimé le désir d'être invité à Sinaïa par le roi Carol, et il commit la gaffe de demander au ministre d'Allemagne si la situation de Kiderlen auprès de l'empereur était toujours bonne, pour savoir s'il fallait lui adresser l'invitation.

Kiderlen apprit la chose ; il en fut furieux, et il écrivit une lettre foudroyante. Il tenait à ce qu'on sût qu'il n'avait jamais demandé et ne demanderait jamais d'invitation à qui que ce soit.

Et, pourtant, Kiderlen avait une grande admiration pour le roi Carol. De Berlin, il le tenait au courant de tout. Au printemps de 1912, il lui communiqua, mais pour le Roi seul, la grande nouvelle de l'alliance balkanique. Il ajoutait qu'il la tenait d'une source des plus précieuses, laquelle serait tarie, si le Roi commettait la moindre indis-

Digitized by Google

crétion. Je n'ai jamais réussi à apprendre quelle était cette source mystérieuse.

Un autre trait de Kiderlen, c'est qu'il était éminemment spirituel. Un jour que le général Lahovary, ministre des affaires étrangères un peu malgré lui, lui lança, à la réception diplomatique : « Je ne comprends pas ce que vous cherchez au Maroc. C'est la France seule qui a des droits sur le Maroc », Kiderlen de répliquer : « Moi non plus, je n'en sais rien. Mon gouvernement ne me tient au courant que des questions qu'il s'imagine pouvoir intéresser la Roumanie. Il n'a pas compté le Maroc parmi celles-là. Mais, puisque vous me faites voir qu'on s'est trompé, je vais demander à Berlin des explications spéciales pour Votre Excellence. »

Je n'ai pas la prétention de faire un portrait de Kiderlen. Je l'essaierai un jour. Ces quelques mots étaient cependant nécessaires pour ce que je vais raconter, au sujet des déclarations que Kiderlen m'a faites, lors de la crise marocaine.

II

Kiderlen, devenu ministre des affaires étrangères, allait quitter la Roumanie. Quelques jours

Digitized by Google

avant son départ, nous nous promenions à pied, comme nous en avions tant l'habitude. Il m'esquissa alors son programme, dans la question des relations avec la France.

« Je *leur* ai dit, me déclara-t-il, que tout essai d'arriver à une alliance avec la France est voué à l'insuccès. Il nous est impossible de gagner l'amitié de la France. *Je sais mieux que personne que la France veut la paix, que jamais elle ne nous attaquera.* De cela, je suis parfaitement convaincu. Mais je sais aussi que si un autre état venait à nous attaquer, aucun gouvernement ne serait assez fort pour empêcher la France de nous attaquer en même temps. Dès lors, avec la France, des relations bonnes, pacifiques, mais rien de plus. C'est pour cela que je leur ai conseillé (*leur* signifiait l'Empereur) de renoncer à tout projet sur le Maroc. Je leur ai expliqué que, tant que la question du Maroc resterait en suspens, nous rencontrerions partout, sur tout le globe, dans toutes les questions, l'Angleterre à côté de la France. Or cela nous est profondément désagréable. L'Angleterre, leur ai-je dit, ne peut pas abandonner la France dans la question du Maroc. Elle sait qu'elle a obtenu de la France des droits positifs que la France avait en Égypte, en échange

Digitized by Google

de ce que l'Angleterre n'avait pas au Maroc. L'Angleterre a donc une dette d'honneur envers la France. Si nous voulons échapper au désagrément de la coopération diplomatique anglo-française, il faut laisser les Français faire ce qu'ils veulent au Maroc, en aidant ainsi l'Angleterre à payer sa dette envers la France. D'ailleurs nous ne ferions aucun sacrifice. Nous ne pouvons pas nous installer au Maroc, si les Anglais s'y opposent. Alors, à quoi bon maintenir une tension inutile ? Si, à cette occasion, nous pouvons arranger aussi quelque affaire à nous, tant mieux : mais il ne faut pas en faire une condition.

— Et vous croyez que cette politique sera adoptée ? lui demandai-je.

— Sans doute, puisqu'on m'appelle au ministère. Vous savez trop bien que je ne suis pas homme à faire une autre politique que la mienne.

— Alors, lui dis-je, la question marocaine ne doit pas nous inquiéter. La paix n'est pas en danger de ce côté-là.

— Certainement non. D'ailleurs, vous savez combien sincèrement je désire la paix. Nous n'avons rien à gagner à une victoire, et, en cas d'insuccès, nous n'avons que trop à perdre. Le temps travaille pour nous. Chaque dix ans, nous

Digitized by Google

devenons beaucoup plus forts que nos ennemis; vous n'avez aucune idée de l'essor prodigieux de notre économie nationale. A quoi bon la guerre? J'admets que nous soyons victorieux. Prendre de nouveaux territoires étrangers, c'est-à-dire augmenter nos difficultés? Et puis, il y a encore quelque chose, à quoi probablement vous n'avez pas pensé. Toute grande victoire est l'œuvre du peuple. Il faut le payer, ce peuple. Déjà, la victoire de 1870, nous avons dû la payer du suffrage universel, qui est une peste. Une nouvelle victoire nous donnerait le régime parlementaire. Or, vous savez ce que j'en pense. Pour nous, Allemands, ce serait un malheur irréparable. L'Allemand ne pourra jamais se résigner à la discipline de parti. Chaque Allemand, chaque député allemand veut former son parti ou au moins son groupe... Nous n'avons pas besoin de guerre. Nous ne l'aurons pas. Si nous ne provoquons pas la guerre, personne ne la provoquera. Le régime républicain de la France est essentiellement pacifique. Les Anglais ne veulent pas la guerre. Jamais ils ne la provoqueront, quoi qu'en disent les journalistes. Quant à la Russie, elle sait qu'elle ne peut pas nous faire la guerre avec des chances de succès... Il y aura, certes, toujours des questions délicates,

Digitized by Google

des moments difficiles ; mais il n'y aura pas de guerre. Le Maroc peut vous laisser tranquille... »

Et Kiderlen continua sur ce ton. Il m'exposa tout son programme de gouvernement. Et je crus à la sincérité de ses déclarations. Il ne m'avait jamais donné aucune raison de la suspecter.

Après cela, on comprend l'étonnement que me causa l'incident d'Agadir.

J'étais alors à Londres. Le soir où Lloyd George prononçait son fameux discours, j'avais du monde à dîner au Carlton. Lorsque, après dîner, un ami, qui avait entendu le discours de Lloyd George, m'en rapporta la substance, et m'apprit que, le passage relatif à la politique étrangère, le ministre qui était connu comme le plus pacifique l'avait lu sur un morceau de papier, je compris combien c'était grave, et je sentis le frisson de la guerre générale.

Le calme se rétablit bientôt. L'Allemagne, sagement, reculait. Je respirai ; mais la politique allemande, pour moi, devint une énigme.

III

Pendant l'automne de 1911, j'étais allé à Bruxelles pour une fête de famille. A mon retour,

Digitized by Google

je m'arrêtai à Berlin pour voir mon ami Kiderlen, à qui, depuis longtemps, j'avais promis une visite. J'y passai trois jours, et je le rencontrai tout le temps. Mais ce fut le premier jour que j'eus avec lui la conversation la plus intéressante.

Kiderlen m'avait invité à déjeuner chez lui, en un tête à tête absolu. Il arriva en retard. Il avait été retenu au Reichstag, où on le taquinait sur ce qu'on appelait sa défaite marocaine. Il y avait surtout un député socialiste, Ledebour, qui était le cauchemar de Kiderlen.

Avant son arrivée, j'examinais son cabinet de travail, encombré de documents et de cartes. Quelques photographies. Naturellement beaucoup de souverains. Quant aux simples mortels, je n'en vis que trois : un Américain dont je ne me rappelle plus le nom, M. Cambon, avec la fameuse dédicace, et moi. D'ailleurs, entre Cambon et moi, Kiderlen disait volontiers qu'il y avait une ressemblance : nous étions les seuls étrangers à qui il parlât à cœur ouvert, parce que nous ne lui avions jamais dit autre chose que la vérité.

Kiderlen était très fatigué, et nous nous assîmes à sa table aussitôt. J'y vis les fameux Sèvres que lui avait donnés le président de la République

Digitized by Google

française, en souvenir de l'accord de 1909. « C'est le prix de ma trahison », me dit-il en riant.

Pendant le déjeuner, et jusqu'à 4 heures de l'après-midi, nous eûmes tout le loisir de causer sur toutes les questions qui nous intéressaient. Naturellement, je ne lui cachai pas mon étonnement par rapport à sa politique marocaine, qui avait failli amener une guerre avec l'Angleterre, cette guerre qu'il avait toujours taxée d'absurdité.

Il m'expliqua le mieux qu'il put qu'il n'avait *jamais* voulu arriver à la guerre, qu'il n'avait poursuivi qu'un seul but, celui de liquider une fois pour toutes la question marocaine.

Il prétendit que la France n'avait pas voulu exécuter l'accord de 1909, et qu'alors il lui avait fallu donner un coup de poing, pour qu'on comprît que c'était sérieux. Le coup de poing avait réussi, prétendait-il, puisqu'on avait fini par s'entendre, et que, désormais, les relations avec la France allaient être normales, et celles avec l'Angleterre pouvaient devenir amicales. Il ne m'avoua pas ce que je savais si bien : qu'il avait voulu sonder combien était solide l'entente anglo-française et, si possible, la briser. Puis il se plaignit

Digitized by Google

de son impopularité grandissante due au fait qu'il n'avait pas voulu la guerre ; et il m'assura, du ton le plus catégorique, que l'Empereur avait été avec lui pour la paix, malgré l'attitude franchement belliqueuse de toute la famille impériale, même de ceux et de celles[1] qui, jusqu'alors, ne s'étaient jamais mêlés de politique. Il me raconta tout au long la conversation qu'il avait eue avec le Kronprintz, dans la même chambre, dans le même fauteuil où j'étais assis. Cette conversation est tout à l'honneur de Kiderlen[2].

Revenant aux relations anglo-allemandes, il me répéta encore une fois son désir d'arriver à

1. V. *La Grande Revue* (n° 16, février 1915). *Les origines de la guerre,* Déposition d'un témoin. « Mais on sait moins, que même l'Impératrice, qui jusqu'alors ne s'était jamais mêlée de politique, avait été convertie par ses enfants. Un jour que le ministre des affaires étrangères, ou plutôt le secrétaire d'état, comme ils l'appellent, était invité à déjeuner au palais, dans le fumoir où l'on se retire pour prendre le café, était placé sur chaque table un journal humoristique français, avec les caricatures les plus désagréables pour l'Allemagne et l'Empereur. Le ministre s'en aperçut, mais il fit semblant de ne rien voir. Et l'Impératrice de lui dire : « Quand je vois ces insolences, je me « dis que probablement l'armée qu'avait formée l'empereur Guil- « laume Ier n'existe plus, autrement on ne les tolérerait pas » (p. 512).

2. A cette occasion Kiderlen me dit que le Kronprinz était pire que niais. « Je lui ai dit, me rapporta Kiderlen, ici, dans cette chambre même, que ce n'était pas dans la société des petits officiers qu'on peut apprendre la politique, et qu'il ne devait plus se mêler aux choses auxquelles il ne comprenait rien. »

Digitized by Google

une entente avec l'Angleterre. Il ne me cacha pas ce que je savais si bien, que, tout comme Bismarck, il détestait l'Angleterre, surtout à cause de ses institutions parlementaires ; mais il me dit qu'il croyait, comme Bismarck l'avait jadis écrit à Holstein, que l'Angleterre était un des grands facteurs, conservateurs du monde, et qu'on n'avait aucun intérêt à essayer de la détruire[1].

« Mais si vous voulez tant vous entendre avec l'Angleterre, lui dis-je, pourquoi ne faites-vous pas la seule chose qui puisse assurer cette entente ? Pourquoi vous refusez-vous à arriver avec elle à un accord tacite sur la limitation des armements navals ? Que poursuivez-vous avec les armements à outrance ? Je vous ai compris, tant qu'il ne s'agissait pour vous que de devenir la seconde Puissance navale du monde. A cela, vous êtes arrivés. Que voulez-vous de plus ? Être à la fois la plus grande puissance militaire et la plus grande puissance navale ? Mais cela, c'est la domination universelle. Elle n'est pas réalisable. D'autres l'ont essayée, l'Espagne, la France, et

1. Dans ladite lettre, Bismarck ajoutait que le jour où l'Angleterre pèserait du côté de la révolution, tout le monde y passerait.

Digitized by Google

tous ont dû succomber. Vous êtes trop intelligent pour ne pas comprendre que l'Angleterre ne peut pas se laisser devancer avant d'avoir été broyée. Vous ferez cinq dreadnoughts ; elle en fera treize. Où vous arrêterez-vous ?... Vous allez droit à la guerre avec l'Angleterre. Vous savez que ce ne serait pas une plaisanterie. Mais admettons pour un moment que vous ayez la victoire. Combien de temps cela durera-t-il ? Vous soulèverez contre vous la coalition universelle ; même les lapins se ligueraient contre vous ; vous deviendriez si odieux !... Il ne faut pas poursuivre des chimères, et ce que vous poursuivez est une chimère.

— J'ai voulu arriver à la limitation dont vous me parlez ; mais je n'ai pas pu, me répondit-il avec amertume. Tout ce que vous me dites, je l'ai dit aussi, peut-être avec moins d'éloquence. Je l'ai dit à Tirpitz, qui était assis dans mon fauteuil. Moi, j'occupais le vôtre.

— Et alors ?

— Je n'ai pas réussi à le convaincre.

— Mais l'Empereur ?

— Il s'est rangé du côté de Tirpitz. »

Puis il continua à m'assurer que, malgré cela, il allait faire tout son possible pour s'arranger au-

Digitized by Google

trement avec l'Angleterre. Il me dit même que je devais suggérer à mes amis de Londres de lui envoyer un ambassadeur qui ait une grande influence en Angleterre, pour qu'il n'ait pas à faire un double travail, et à Londres, et à Berlin.

Nous revînmes à l'accord qu'il venait de conclure avec la France. Il m'assura que si, par impossible, le parlement français (on discutait alors dans les commissions, à Paris) rejetait cet accord, ce serait la guerre. Cet accord était le maximum de ce qu'il pouvait faire avaler au peuple allemand.

Le jour même, je m'empressai d'écrire mes impressions à un ami de Paris. Mon ami communiqua ma lettre à M. Caillaux, alors président du conseil[1].

Ce fut la dernière fois que j'eus avec Kiderlen de longues conversations.

Depuis, nous n'échangeâmes que des lettres[2].

1. M. Caillaux a lu cette lettre au comité des affaires étrangères du Sénat.

2. Voici les passages essentiels de ses deux dernières lettres :

Lettre du 7 juin 1912.

. . . . . .

Quant à la politique extérieure, malgré « les points noirs » à l'horizon : guerre italo-turque et autres choses, je la considère avec beaucoup de calme. *Personne* ne veut sérieusement tenter la fortune et le hasard du grand coup, *primo* parce que chacun

Digitized by Google

Le 30 décembre 1912 au soir, je devais le rencontrer à Stuttgart, où il était allé passer les vacances de Noël et où il m'attendait.

J'appris, en gare de Salzbourg, sa mort si inattendue, et, le lendemain, on me dit, à Stuttgart, que mon nom avait été une des dernières paroles qu'il eût prononcées.

C'est peut-être un mirage de l'amitié ; mais je persiste à croire que, avec Kiderlen, nous avons perdu un des soutiens de la paix. Non pas que mon ami fût un sentimental, loin de là. Mais il était une grande intelligence. Et sa grande intelligence l'avait aidé à maintenir jusqu'à la fin l'opinion que la guerre de l'Allemagne contre le monde entier était une mauvaise affaire.

sait qu'il y va de vie et de mort, et *secundo* parce que tout le monde se trouve assez bien sans courir ces risques.

Et je sais que tout le monde..... reculera devant la grande décision.....

Je pense aller dans une semaine à Kissingen....., cette fois sans mon ami Cambon.....

Lettre du 18 novembre 1912.

. . . . . .

Les temps critiques par lesquels nous passons tous..... Je pense que nous en sortirons en paix et honorablement.

Digitized by Google

LE COMTE AERENTHAL[1]

Le comte Aerenthal a été le plus brillant des ministres des affaires étrangères d'Autriche-Hongrie depuis Beust. Ses fautes se mesurent à sa taille. Sans aucune exagération, on peut dire qu'il est en grande partie l'auteur de la guerre actuelle. En effet, depuis 1866 jusqu'à lui, l'empire des Habsbourgs s'était tenu dans une prudente réserve. Le comte Andrassy s'était donné des airs, lors du Congrès de Berlin; mais tout le monde sait qu'il n'y avait là que de la fanfaronnade. Seul, Aerenthal prit au sérieux l'idée que l'Autriche-Hongrie était une grande puissance destinée encore aux grands rôles. Aussi essaya-t-il à plusieurs reprises de jouer, lui, le rôle de premier violon dans l'orchestre européen, au grand mécontentement de Berlin, qui n'aimait pas que Vienne prétendît s'émanciper.

1. *La Roumanie* du vendredi 21 août (3 septembre) et samedi 22 août (4 septembre) 1915.

Digitized by Google

La raison de la politique agissante et dangereuse du comte Aerenthal, il faut la chercher dans une question personnelle. Aerenthal était extraordinairement intelligent pour un Autrichien. Il avait une facilité de compréhension, une faculté d'adaptation et une vivacité d'allures que seule pouvait expliquer la goutte de sang juif qui circulait dans ses veines.

Le comte Aerenthal était conscient de sa valeur, surtout lorsqu'il la comparait à celle des autres diplomates autrichiens. Il était très ambitieux, et se croyait voué à de grandes destinées. Il a voulu employer les forces de la Monarchie pour sa propre grandeur, pour sa gloire à lui.

Il était de Bohême; il détestait les Slaves. Je me le rappelle, un jour qu'il reçut de Prague la nouvelle d'excès anti-allemands. « Les Tchèques, me dit-il, ont la tête si dure, qu'il faut la leur casser; ils ne comprennent rien sans cela. »

Il avait été en Russie pendant longtemps. Il connaissait les faiblesses du colosse. Dans sa soif de succès, il les exagérait, au point de méconnaître les ressources infinies de cet organisme lourd.

J'ai beaucoup fréquenté le comte Aerenthal pendant son long séjour en Roumanie; je possède tant de lettres de lui.

Digitized by Google

Un jour, il essaya de me faire un mal irréparable, et, cela, en abusant d'un renseignement qu'il m'avait arraché, en déjeunant chez moi. J'en conçus un ressentiment naturel, et bien que, heureusement pour moi, j'eusse réussi à contrecarrer à temps sa manœuvre, nos relations devinrent purement nominales. Après la guerre, je raconterai, avec documents à l'appui, cet incident du temps de la question des écoles roumaines de Brashov.

La veille de son départ définitif de Roumanie, il me fit savoir qu'il voulait prendre congé de moi autrement que par une simple carte de visite. Dans ce dernier entretien, il me dit que nous étions destinés tous les deux à servir encore longtemps nos pays, donc à nous rencontrer, et qu'il valait mieux oublier le passé. Je lui répondis que, puisqu'il n'avait pas réussi à me nuire et qu'il avait cru servir son pays, je voulais bien reprendre les relations d'autrefois.

Aussi quand, de l'ambassade de Pétrograd, il passa au ministère des affaires étrangères de Vienne, le visitai-je quelquefois.

Ce sont deux de ces entretiens que je vais raconter maintenant.

Le premier eut lieu, un jour de septembre de

Digitized by Google

1909 ou 1910, — je ne puis préciser. Je sais que c'était après Tanger et avant Agadir.

Le comte Aerenthal me demanda quelle était l'impression que je rapportais de mon voyage de trois mois en France et en Angleterre.

« J'en rapporte deux, lui répondis-je. La première est que l'alliance entre la France et l'Angleterre est, au moins pour la génération présente, indissoluble. Elle est même plus solide, ajoutai-je, que votre alliance avec l'Allemagne.

— Mais, m'objecta-t-il, il n'y a aucun traité d'alliance.

— Certes, il n'y a pas de traité. Mais il y a mieux. N'oubliez pas que ces deux nations sont des nations libres qui se gouvernent elles-mêmes. Eh bien, les deux nations sont fermement convaincues de leur identité d'intérêts. Elles sont décidées à agir ensemble. Aucun gouvernement ne pourrait briser cet accord, qui est dans la conscience des deux peuples.

— Mais cette alliance est absurde ! La France n'a rien à gagner de l'Angleterre, et, avec l'Allemagne, elle peut avoir tout ce qu'elle voudra !

— La France se rend compte que, si elle s'alliait à l'Allemagne, ce serait contre l'Angleterre. Or, l'Angleterre réduite, la France ne serait plus

Digitized by Google

que la vassale de l'Allemagne. Cela, vous avez pu l'accepter ; la France a une trop belle histoire derrière elle pour jamais l'accepter avant d'avoir été broyée.

— Comment, me dit-il vivement, l'Autriche est vassale de l'Allemagne ?

— Certainement... Tout comme la Roumanie est vassale de l'Autriche, ajoutai-je pour dorer la pilule.

— Et votre seconde impression, quelle est-elle ?

— Je vais vous la dire en un seul mot. La France n'a plus peur. Certes, elle désire ardemment, passionnément la paix. Jamais elle ne provoquera la guerre. Mais elle n'a plus peur. Désormais, si vous la taquinez, sachez que c'est la guerre. Le temps des bluffs est passé. Si vous voulez la guerre, c'est autre chose. Mais l'intimidation et le bluff ne prendront plus.

— Mais c'est insensé ! me dit-il. L'armée française, loin d'être plus forte que dans les dernières années, est beaucoup plus faible.

— La peur, lui répondis-je, est une question psychique. On peut être fort et avoir peur ; on peut être faible et ne pas avoir peur. Pour une raison ou pour une autre, peut-être parce qu'on

Digitized by Google

l'a trop agacée, la France, qui avait peur lors de Tanger, aujourd'hui n'a plus peur. De cela, je suis profondément convaincu.

— C'est étrange, me dit Aerenthal comme conclusion à notre conversation, nos ambassadeurs n'ont pas les mêmes impressions que vous.

— Je ne puis vous donner que les miennes, répondis-je. »

Et nous passâmes à d'autres sujets.

II

La dernière fois que je vis le comte Aerenthal, c'était pendant l'automne de 1911, quelques mois avant sa mort.

La maladie l'avait fortement touché. Il venait de passer plusieurs semaines dans le site enchanteur de Mendel — qui sera bientôt, espérons-le, Mendola, — sans y trouver une grande amélioration. Il y avait quelque chose de curieux dans son état, quelque chose que je n'avais jamais vu auparavant. Aerenthal, qui avait gardé toute sa lucidité d'esprit, éprouvait une grande difficulté à s'exprimer; il balbutiait. Seulement, cela n'avait lieu qu'aux premiers mots. Une fois qu'il avait

Digitized by Google

prononcé une phrase, le reste allait tout à fait bien. Et cela se répétait chaque fois qu'il reprenait la parole. Je laisse aux médecins l'explication de ce fait.

Le comte Aerenthal était aigri, très aigri, par sa lutte contre l'archiduc François-Ferdinand et son protégé Conrad von Hœtzendorf, dont il venait de triompher. Il ne me dit pas les choses carrément, mais il me les laissa entendre.

« Il y a des gens qui croient que j'ai eu tort d'empêcher la guerre contre l'Italie, me dit-il. Ils prétendent qu'en aucun cas l'Italie ne marcherait à côté de nous, et qu'alors mieux aurait valu liquider les comptes maintenant. Je crois que j'ai eu raison. Même si l'Italie ne devait jamais se battre à côté de nous, nous aurions eu tort d'attaquer notre alliée, lorsqu'elle était engagée ailleurs. »

Naturellement, je lui donnai raison.

Et puis, de fil en aiguille, nous revînmes à un sujet que nous avions si souvent discuté à Bucarest.

J'avais toujours soutenu que la vie des monarchies était limitée, que, seules, les monarchies strictement et sincèrement constitutionnelles avaient quelques chances de durée, mais que les autres étaient plus près de leur fin qu'on ne le

Digitized by Google

croyait. Toujours Aerenthal, absolutiste et réactionnaire, m'avait combattu avec acharnement.

Quelle fut ma surprise de trouver le comte Aerenthal presque converti à la république !

Il me dit que sa prévention contre le système républicain avait fait place à un jugement plus sobre. Il m'expliqua que c'est surtout pour la politique étrangère qu'il avait cru autrefois à la supériorité du système monarchique.

« Or, me dit-il, voilà la France qui donne un démenti catégorique à toutes mes théories. La République française fait une politique étrangère excellente, et avec un indéniable succès. Bien que la France, grâce à ses institutions politiques, consomme plus d'hommes que n'importe quel autre pays, elle a constamment des hommes de premier ordre à sa tête. Voyez sa diplomatie. Tout le corps diplomatique de l'Allemagne et de l'Autriche ensemble ne vaut pas le trio des frères Cambon et de Barrère, pour ne citer que ceux-là.

— Comment, lui répondis-je en riant, c'est vous, le comte Aerenthal, ici, au Ballplatz, en vue des portraits de Metternich et de Kaunitz, qui me dites tout cela !

— Oui, c'est moi. La vie nous enseigne tant de choses... ! »

Digitized by Google

Mieux que jamais, je compris combien Aerenthal avait souffert, dans les derniers temps, de l'immixtion de François-Ferdinand dans sa politique. Lui qui était si convaincu de sa supériorité sur tout ce monde d'archidues, il avait goûté des difficultés, des amertumes, des bassesses, du gouvernement despotique. Et il en avait ressenti, avant sa mort, un haut-le-cœur qui lui donnait la vision de certaines vérités auxquelles ne s'élèvent jamais les hommes qui passent leur vie dans la servitude.

Et, là encore, je trouvai la trace de ce sang juif, sans lequel jamais un comte autrichien, ministre des affaires étrangères de Sa Majesté Apostolique, n'aurait pu parler comme cela.

N'importe, Aerenthal a sa part de responsabilité de cette guerre.

Il a voulu remonter le cours de l'histoire.

Il a voulu gonfler l'Autriche-Hongrie. Il l'a voulu sérieusement, et aussi un tout petit peu à la blague.

Le Magyar a pris l'entreprise à son compte.

Et le résultat est que l'Autriche-Hongrie va périr.

Ce sont les hommes les plus forts qui sont sujets à commettre les fautes les plus lourdes.

Digitized by Google

LE COMTE CZERNIN[1]

La publication du dernier livre rouge autrichien, avec les 81 rapports du comte Czernin, rapports dans lesquels il traite, d'une manière si cavalière, le Roi et les hommes d'état de Roumanie, m'oblige à raconter mes impressions sur le dernier représentant de l'Autriche-Hongrie dans mon pays.

La dernière fois que j'ai causé politique avec le comte Czernin, — une conversation sur laquelle je reviendrai tout à l'heure, — le ministre autrichien commença par me dire qu'il avait une grande prière à me faire :

« Nous serons bientôt en guerre les uns contre les autres, me dit-il (c'était quelques jours après la chute de Lemberg en 1914). Mais, après la guerre, il y aura la paix. Promettez-moi que, lorsque j'aurai le bonheur de vous rencontrer

1. *La Roumanie* du samedi 5 (18) novembre 1916.

Digitized by Google

après la guerre, nous serons de nouveau amis, comme nous l'avons été. »

Et il m'expliqua cette prière par des éloges qu'il ne m'appartient pas de reproduire.

Il était chez moi. Je lui devais une réponse polie. Je cherchais quelque chose, et je lui dis, d'un ton embarrassé, à peu près ceci : « Je ne sais pas si nous serons ou non en guerre. Mais si nous l'étions, c'est que nos nations auraient cru que leur intérêt ou leur devoir leur demandait de se faire la guerre. Vous êtes un homme civilisé. Je suis un homme civilisé. Rien donc ne s'opposerait à ce que, après la guerre, nous redevenions amis, en tant qu'individus. »

A ce moment-là, je ne croyais pas le comte Czernin capable de faire ce qu'il a fait plus tard, lors du retrait de ma décoration autrichienne, c'est-à-dire de nier ses propres paroles, de mentir avec délibération, de forfaire au devoir de l'honneur. Si je l'avais mieux connu, ma réponse eût été autre.

C'est que le comte Czernin est un des types les plus réussis de l'Autrichien.

Nous savons tous, et nous répétons toujours, qu'il n'y a pas de nation autrichienne. C'est vrai dans le sens propre du mot. Un peuple autri-

Digitized by Google

chien, c'est-à-dire un ensemble d'hommes ayant la même conscience collective, n'existe pas, et ne saurait exister. Mais, des Autrichiens, il y en a. Ce sont les membres d'une clique, recrutés dans toutes les nations de la terre, servant de père en fils les Habsbourg, vivant de la faveur impériale, et formant une sorte d'état-major civil de cette famille, qui est l'unique lien entre les nations qui composent la population de l'Empire. Ces gens-là parlent entre eux allemand, mais, intellectuellement, ils ne sont pas des Allemands. Ces gens-là ont beau être d'origine tchèque, polonaise, italienne, croate, allemande, ils ne sont ni Tchèques, ni Polonais, ni Italiens, ni Croates, ni Allemands. Jusqu'à tout dernièrement, ils pouvaient être d'origine magyare, sans être pourtant des Magyars. Ces gens-là, les membres de cette petite clique, sont des Autrichiens. Ce sont même les seuls Autrichiens de la terre.

Leur caractéristique essentielle est le manque de vraie intelligence. Cependant, ils ne sont pas aussi innocents qu'ils en ont l'air. Ils ont des traditions de bureaucratie, et une ruse qui leur tient lieu d'intelligence.

Quand on les voit, on est d'abord séduit par leurs belles manières, et un certain vernis ency-

Digitized by Google

clopédique, qui vous empêche de vous apercevoir de leur navrante nullité. Puis on pèche par l'excès contraire. On est étonné de leur ignorance et de leur manque d'intelligence, et on les croit inoffensifs. Ce n'est que plus tard qu'on arrive à connaître la réalité. C'est alors qu'on s'aperçoit que ces gens-là sont, au fond, des roublards, et qu'il ne faut pas trop compter sur leur nullité intellectuelle[1].

Le comte Czernin est un des Autrichiens les plus représentatifs. Son commerce est des plus agréables, car ses manières sont, au moins en apparence, tout à fait charmantes. Son intelligence est des plus rudimentaires, mais la ruse y supplée amplement. Avec cela, il a de l'humour, presque de l'esprit.

Un jour, il dit à Radef, l'ancien comitadgi bulgare travesti en diplomate[2] :

« Ni vous ni moi ne serons jamais de bons diplomates ; moi, parce que je ne mens jamais, et vous, parce que vous ne dites jamais la vérité: »

A son collègue Busche, qui lui vantait trop la

1. Les préludes de la paix de Bucarest l'ont prouvé depuis.

2. Radef a été ministre de Bulgarie à Bucarest de 1913 à 1916.

Digitized by Google

supériorité de l'Allemagne sur la pauvre Autriche, il dit :

« Cependant, il y a un point sur lequel vous serez forcé de reconnaître que l'Autriche est supérieure à l'Allemagne. »

Et comme l'Allemand, intelligent, mais peu dégrossi, insistait sur l'impossibilité d'une telle chose, Czernin lui dit :

« Nous avons un meilleur allié que l'Allemagne ! »

Le comte Czernin n'était plus dans la carrière, lorsque, en 1913, Vienne crut devoir remplacer le prince Furstenberg, qui n'avait pas su empêcher l'entrée en guerre de la Roumanie contre la Bulgarie, et, par conséquent, la paix de Bucarest.

Ce fut l'archiduc François-Ferdinand qui choisit Czernin. Il l'avait désigné depuis longtemps comme son futur ministre des affaires étrangères[1]. En attendant, il l'envoya à Bucarest, avec la mission définie de replâtrer les relations austro-roumaines, au prix de concessions sérieuses que feraient les Magyars aux Roumains de Transylvanie.

1. C'est cette faveur qui explique le choix de l'empereur Charles.

Digitized by Google

Je rencontrai le comte Czernin pour la première fois, aussitôt après son arrivée, à l'inauguration du musée industriel que le ministre Xénopol[1] venait de créer. Le comte Czernin me prit dans un coin. et, malgré la foule qui défilait autour de nous, m'expliqua qu'il n'était venu à Bucarest que dans le but de consolider nos relations par de larges concessions que les Magyars devaient faire aux Roumains. Il m'affirma que ces concessions seraient faites, que Budapest le voulût ou non. Mais il était certain que Budapest finirait par se rendre à la raison, puisque c'était là non seulement une œuvre de justice, mais aussi une œuvre indispensable. *Sans de larges concessions de la part des Magyars, l'alliance austro-roumaine ne pouvait plus continuer*, me dit-il en manière de conclusion.

Il y avait, dans ce langage, un vrai courage. Que le comte Czernin se fît illusion sur la possibilité de concessions sérieuses, je n'avais aucun doute. Mais qu'il les reconnût indispensables, c'était très honorable de la part d'un ministre de l'Autriche-Hongrie. Tout de même, me le dire avec tant de netteté, la première fois qu'il me ren-

1. Mort à Tokio où il était le premier ministre de Roumanie au Japon.

Digitized by Google

contrait, et au milieu d'une foule qui nous frôlait à chaque instant, me parut tout à fait étrange. Ceci ne fit que renforcer mon appréciation sur les diplomates autrichiens.

Quelques temps après, il fut certain, même pour le comte Czernin, que l'histoire des concessions magyares aux Roumains de Hongrie était un conte des *Mille et une Nuits,* et chaque fois que je le revis, il m'en parla de moins en moins. On voyait qu'il était gêné, qu'il sentait s'être trop avancé, et qu'il cherchait un moyen pour opérer une retraite honorable.

Aussi, au commencement de la guerre mondiale, nos rapports étaient-ils des plus corrects, mais nos conversations politiques se confinaient dans la banalité habituelle des jacasseries mondaines.

Dans les premiers jours de la guerre, alors que j'étais revenu d'Angleterre, l'avant-veille du conseil de la couronne de Sinaïa du 3 août 1914, je rencontrais souvent le comte Czernin, qui, comme moi était établi à Sinaïa. Il essaya, comme tant d'autres, de défendre l'Autriche de l'accusation d'avoir déclanché la guerre ; et comme je protestais de toutes mes forces, il me demanda de lui exposer, sans aucune réticence, les raisons

Digitized by Google

qui me faisaient affirmer le contraire. J'eus, à ce moment-là, à l'hôtel Palace à Sinaïa, avec lui et avec Waldhausen, le ministre d'Allemagne, une conversation à trois qui dura près de trois heures. Ayant obtenu la liberté de tout dire sans tenir compte de leur nationalité, je fis un véritable réquisitoire contre l'Allemagne, et surtout contre l'Autriche. J'apportais tant de preuves, je leur citai tant de faits restés encore secrets pour le public, j'employai une telle crudité de langage, que forcément mes rapports avec le comte Czernin s'en ressentirent. Il prétendit, naturellement, que je me trompais, mais il me félicita pour ma franchise et mon courage, tout en me déclarant qu'il me comptait, désormais, avec regret, parmi les ennemis implacables de son pays.

Répéter ici cette conversation, qui fut presque un monologue, ce serait redire tout ce que j'ai dit et écrit sur les origines de la guerre, et quelques choses de plus, que je n'ai jamais encore publié. Cela n'aurait rien à faire avec le comte Czernin.

Depuis ce jour-là, nous ne nous fîmes plus de visites. Ceci ne nous empêchait pas de causer lorsque nous nous rencontrions. Ce fut quelques semaines plus tard seulement, après que j'eus la

Digitized by Google

preuve qu'il participait à l'œuvre odieuse de la corruption, que nous ne nous saluâmes plus.

Un jour, sur le boulevard de Sinaïa, il s'arrêta pour me demander s'il était vrai que Talaat et Zaïmis allaient venir en Roumanie, afin d'essayer d'arranger le différend turco-grec au sujet des îles.

Quand je lui répondis que c'était vrai, il me demanda, avec un sourire malin, si je croyais que ce fût bien pour cela que Talaat allait venir...

Je lui répondis carrément que non ; que Talaat s'était arrêté à Sofia, et qu'il était évident, pour moi, qu'il venait en Roumanie pour essayer d'une alliance turco-roumano-bulgare contre la Russie.

« Eh bien, me dit Czernin, s'ils vous font une proposition de ce genre, que répondrez-vous ?

— Je ne suis pas le gouvernement, lui dis-je. Mais si je l'étais, et qu'ils me fissent une pareille proposition, je leur dirais tout simplement que, si je voulais marcher avec l'Autriche, je causerais avec elle, et non pas avec ses domestiques. »

Czernin trouva mon langage pittoresque, mais n'insista pas.

Quelques jours après la chute de Lemberg, le comte Czernin me demanda au téléphone si je pouvais le recevoir, Il voulait, me disait-il, me

Digitized by Google

rapporter lui-même certains livres que je lui avais prêtés. Naturellement, je répondis oui, d'autant plus que, depuis des semaines, il n'était plus venu chez moi. J'étais curieux de savoir ce qui l'amenait, le prétexte des livres à rendre étant trop transparent.

Je le reçus dans mon cabinet de travail, et ce fut notre dernière conversation. Elle est tellement étrange que, bien que *la Roumanie* en ait déjà parlé, elle vaut la peine d'être reproduite.

Le comte Czernin commença par cette question de notre amitié d'après la guerre, dont j'ai parlé plus haut.

Puis, comme je lui disais que la guerre et la paix ne dépendaient pas de moi, il me déclara :

« Vous nous ferez la guerre. Cela va de soi. C'est votre intérêt, et c'est votre devoir. D'ailleurs, si j'étais Roumain, j'attaquerais l'Autriche, et je ne vois pas pourquoi vous ne feriez pas ce que je ferais si j'étais à votre place. Certes, ce n'est pas beau, de frapper un allié, mais l'histoire se compose de vilenies ; celle de l'Autriche autant que celle des autres états ; et je ne vois pas pourquoi la Roumanie seule ferait exception. »

Et comme je lui faisais remarquer qu'il me mettait tout à fait à mon aise, il continua :

Digitized by Google

« Seulement, voyez-vous, je vous fais une prière. Attendez deux semaines. Dans deux semaines, toute la situation militaire sera changée en notre faveur : et quelque intérêt que vous ayez à nous faire la guerre, vous verrez alors que ce serait une faute. »

Je souriais. Et alors Czernin reprit :

« Non, pas deux semaines, mais trois. C'est tout ce que je vous demande. Si dans trois semaines la situation n'a pas changé, attaquez-nous. Je répète, je le ferais à votre place.

« J'insiste sur les trois semaines. Car, voyez-vous, cette guerre sera une guerre d'extermination. Si nous sommes vainqueurs, nous supprimerons la Roumanie. Si nous sommes vaincus, il n'y aura plus d'Autriche-Hongrie[1]. »

Je lui répétai que la guerre ne dépendait pas de moi ; que, d'après tout ce que je voyais autour de moi, il pouvait compter non pas sur trois semaines, mais sur bien davantage, même si la guerre devait éclater entre nous. J'ajoutai qu'il exagérait lorsqu'il parlait d'extermination.

« Mais en tout ceci, lui dis-je, nos situations ne sont pas égales. Moi, si la Roumanie était sup-

1. Au traité de Bucarest, Czernin a supprimé la Roumanie. La victoire de Foch a fait qu'il n'y a plus d'Autriche-Hongrie.

Digitized by Google

primée, je perdrais tout, je serais un paria errant de par le monde, tandis que vous, qui vous prétendez un bon Allemand, vous ne perdriez rien à la disparition de l'Autriche, vous y gagneriez peut-être, l'Allemagne ne pouvant être supprimée. »

C'est ainsi que nous nous séparâmes. C'était au cours d'une après-midi. Le soir, j'appris de Nicou Filipesco que, le même jour, Czernin lui avait tenu exactement le même langage.

Cette dernière conversation avec le comte Czernin est la plus étrange que j'aie jamais eue avec un diplomate. Le représentant de l'Autriche-Hongrie disant que s'il était Roumain, il ferait la guerre à l'Autriche, puisque tel est l'intérêt et le devoir de la Roumanie, ce serait là une chose des plus extraordinaires, voire des plus incroyables, si je ne l'avais entendu moi-même.

Il me semble qu'après cela le comte Czernin est mal venu à traiter comme il l'a fait le Roi de Roumanie et nos hommes d'État. Il n'a pourtant pas le droit de nous demander d'être plus aveugles que lui sur les intérêts et les devoirs de la Roumanie.

Digitized by Google

LE COMTE MENSDORF[1]

J'arrivai à Londres, dans la soirée du 12 juillet 1914.

Bien que, trois jours auparavant, le 9, le roi Carol m'eût donné toutes les assurances que la paix serait conservée au moins pendant trois ans encore, j'étais inquiet[2]. Pendant toute la crise balkanique, j'avais vu que l'Autriche voulait la guerre. Il m'était surtout impossible d'oublier les terribles propos que m'avait tenus, au printemps de 1914, le marquis Pallavicini.

1. *La Roumanie* du mercredi 12 (25) août 1915.

2. J'ai raconté dernièrement comment le roi Carol m'avait confié le secret dans la même conversation, *que l'empereur Guillaume avait décidé la guerre générale*, mais que cette guerre ne devait éclater que dans trois ou quatre ans. J'ai ajouté que je n'ai jamais pu apprendre si l'empereur Guillaume avait vraiment pensé à ne déclancher la guerre générale que dans trois ou quatre ans, ou bien s'il avait voulu cacher au roi Carol la date de la guerre, voulant seulement le préparer à cette décision. Je penche pour cette dernière explication. Les documents nouveaux qu'on attend le prouveront. Le fait reste que le roi Carol m'a dit le 9 juillet 1914 que l'empereur Guillaume avait décidé la guerre générale.

Digitized by Google

Aussi quand survint l'attentat de Serajevo, je pus facilement me rendre compte de toute la gravité de la situation.

Et quand je vis que l'Autriche — c'est-à-dire que le comte Tisza, devenu dictateur de la monarchie depuis la mort de François-Ferdinand — restait impénétrable, préparant un soi-disant dossier, mais ne donnant aucune précision sur ses desseins, mon inquiétude grandit encore.

C'est dans cet état d'esprit que j'étais arrivé à Londres.

J'y trouvai une situation étrange. De la meilleure foi du monde, une bonne partie de la presse anglaise était favorable à l'Autriche. En Angleterre, on était resté à la vieille conception de l'Autriche pacifique et nécessaire à l'équilibre européen.

Il faut dire que le comte Mensdorf, ambassadeur d'Autriche, et ses amis avaient bien travaillé. On sait que la presse anglaise est absolument indemne de toute possibilité de corruption ; mais les relations personnelles, les amitiés, jouent un grand rôle chez ces gens, d'autant plus confiants qu'ils sont plus foncièrement honnêtes.

D'ailleurs, le terrain était favorable. Les Anglais n'avaient pas encore oublié l'horreur que leur

Digitized by Google

avait jadis inspirée l'assassinat du roi Alexandre et de la reine Draga.

L'ambassadeur réalisait le type du diplomate autrichien : grand seigneur, bel homme, très peu instruit, pas du tout intelligent, mais d'autant plus insinuant et plus fourbe. Dans les dernières semaines, il avait beaucoup cultivé les journalistes. Comme me le disait un Allemand, pacifique celui-là, il manigançait quelque chose[1]. Ce quelque chose était, évidemment, de faire lancer l'opinion publique anglaise sur une mauvaise piste : le soupçon que la Serbie, par une trop grande tolérance des agissements révolutionnaires, aurait eu une part de culpabilité dans l'assassinat de l'archiduc.

Les agents du comte Mensdorf avaient eu recours au procédé habituel de la diplomatie autrichienne, au faux. Un mauvais drôle quelconque avait donné au journal populaire *John Bull* un soi-disant document émanent de la légation serbe de Londres, d'où il résultait que l'assassinat de l'archiduc avait été l'œuvre du gouvernement de Belgrade. Le ministre de Serbie, M. Boscovitch, lorsque je le rencontrai chez mon ami Sir Albert

1. Le Prince Lichnowsky.

Digitized by Google

Rollit, à St. Ann's Hill, me demanda aussi mon avis sur la convenance d'intenter un procès en diffamation contre le journal *John Bull*. J'estimai la chose superflue, tant la fausseté du document était évidente. La guerre mit fin à la question de ce nouveau faux autrichien.

Toujours est-il que la presse anglaise n'était pas dans la bonne voie. Sincèrement, elle croyait que l'Autriche ne désirait que la punition des assassins ; elle ne soupçonnait guère les desseins criminels des Habsbourgs.

Je me rendis vite compte que cette attitude de la presse anglaise pouvait constituer un grave danger pour la paix de l'Europe. J'étais sûr que le gouvernement de Vienne, absolument incapable de croire aux motifs désintéressés et aux attitudes franches, y trouverait la trace de je ne sais quelle tendance ultra-pacifiste, et que cela l'encouragerait à adresser à la Serbie des demandes déraisonnables. Je le craignais d'autant plus que j'avais appris que Sir Edward Grey ne réussissait à aucun prix à se faire donner des éclaircissements sur les futures exigences de l'Autriche.

Je me décidai donc à agir dans la mesure de mes faibles moyens.

Dans le même après-midi, je reçus chez moi,

Digitized by Google

à l'hôtel Ritz, MM. Steed, directeur de la politique étrangère du *Times*, l'auteur du fameux livre sur la monarchie des Habsbourgs, Gwynne, un ami de plus de vingt-cinq ans, éditeur et directeur du *Morning Post*, et le professeur Gerothwohl, qui écrit dans le *Standard*.

Mes amis connaissaient trop bien Vienne pour être dupes ; mais, autour d'eux, tant de monde avait été trompé par le langage mielleux du comte Mensdorf !

Je leur expliquai les dangers que courrait la paix de l'Europe, si l'on encourageait l'Autriche, dont je connaissais les dispositions belliqueuses, et je les suppliai dans l'intérêt de la paix, de donner à l'Autriche des avertissements, — mais de les donner dans le ton très dur, le seul qui soit compris à Vienne et à Budapest. J'ajoutai que je prenais sur moi toute la responsabilité d'une campagne que je croyais utile, non seulement à la paix, mais même à l'infortunée monarchie des Habsbourgs.

Le lendemain, et le *Times* et le *Morning Post* publiaient des leaders plus qu'énergiques, des leaders qui dénonçaient le complot autrichien et donnaient aux Habsbourgs des avertissements qui auraient dû les arrêter sur la pente fatale, si le

Digitized by Google

trio Tisza-Forgash-Berchtold n'avait pas complètement perdu la raison. En tout cas, l'opinion publique anglaise était avertie. Une grande partie de la presse suivit l'exemple. Le signal d'alarme était donné.

Quand, quelques jours plus tard, le matin du 24, parut le monstrueux ultimatum de l'Autriche, la lumière complète se fit, même pour les plus incrédules. Au moins en Angleterre, le préjugé autrichien était mort pour toujours.

Nous, qui avions donné le signal d'alarme, nous avions eu raison.

Combien nous aurions été heureux, si nous avions pu avoir tort !

Digitized by Google

PACIFISME DE L'ANGLETERRE[1]

J'ai depuis trop longtemps, dans ma vie politique, fait et reçu des confidences, pour ne pas me rendre compte de mon devoir. Mais la persistance avec laquelle on insiste, du côté allemand, sur la fausse légende que la guerre actuelle est l'œuvre de l'empire britannique, m'oblige à me départir de ma discrétion, qui, à mon jugement, a été jusqu'à présent impeccable.

Je tiens à communiquer deux faits personnels.

Le premier date de janvier 1913.

Pendant mon séjour à Londres à cette époque-là, de mes conversations avec le ministre des affaires étrangères de l'empire britannique et avec d'autres représentants autorisés de la pensée anglaise, j'ai acquis la profonde conviction que l'Angleterre voulait passionnément la paix et que, pour cette raison, ses relations avec l'Allemagne

1. *La Roumanie* du mardi 4 (17) novembre 1914.

Digitized by Google

— qui faisait, à ce moment-là, l'œuvre utile de mettre une muselière aux penchants guerriers de son alliée, l'Autriche-Hongrie, — étaient devenues des plus étroites et des plus cordiales.

Aussi, le 7 janvier 1913, me suis-je permis d'écrire à S. M. feu le roi Carol que, étant donnée la décision inébranlable de l'Angleterre et de l'Allemagne d'empêcher la guerre européenne, j'étais certain que celle-ci n'éclaterait pas.

Mais cela, dira-t-on, c'est de l'histoire ancienne.

Eh bien, le mardi 21 juillet dernier, deux jours avant la remise de l'ultimatum autrichien à la Serbie, j'ai eu l'honneur d'être reçu en une longue audience par Sir Edward Grey, ministre des affaires étrangères de l'empire britannique.

Je voulais l'amener à venir en aide à l'état albanais, pour le sortir de l'impasse à laquelle il était arrivé ; je tâchais notamment de convaincre le ministre anglais de la nécessité qu'il y avait d'envoyer en Albanie des contingents internationaux et de mettre un peu plus d'argent à la disposition du prince Guillaume de Wied.

Je faisais voir à Sir Edward Grey le côté européen des difficultés albanaises, qui, lui disais-je, risquaient d'amener de nouveau l'Autriche-Hon-

Digitized by Google

grie à cet état de nervosité aiguë qui l'avait caractérisée pendant la guerre balkanique. J'ajoutai textuellement : « Je sais qu'il y a des gens qui se figurent qu'en tolérant l'imbroglio en Albanie, on peut arriver à un conflit entre l'Autriche et l'Italie et, par conséquent, détacher l'Italie de la Triple Alliance. Ce serait une politique à courtes vues, parce que dangereuse », me permis-je de dire.

Et Sir Edward Grey, avec l'accent de la plus profonde sincérité, — de cette sincérité des hommes d'état anglais qui impose le respect et la confiance, — et avec une émotion rare chez cet homme de sang-froid, m'interrompit et me dit :

« Mais je ne veux pas détacher l'Italie de la Triple Alliance, et je ne l'ai jamais essayé. J'ai toujours su que, si l'Italie quittait la Triple Alliance et passait du côté de la France et de la Russie, le groupement contraire à l'Allemagne et à l'Autriche deviendrait tellement puissant que la paix de l'Europe, qui ne repose que sur l'équilibre des forces, serait en danger. Or, ce que je veux, c'est la paix, et je ne travaille que pour la paix. »

Et, pour qu'on se rende bien compte de l'importance de cette confidence, je dois ajouter que,

Digitized by Google

quelques minutes après, Sir Edward Grey me parlait de la gravité de la situation politique, à cause du conflit austro-serbe, dont il n'ignorait aucune des possibilités, et qui, me disait-il, lui donnait d'autant plus d'anxiété qu'il lui avait été impossible d'apprendre ce que l'Autriche allait demander à la Serbie.

Ceci, je le répète, se passait quarante-huit heures avant la remise de cet ultimatum fatal, qui a été et restera une des plus tristes souillures de l'histoire européenne et, en même temps, le plus formidable coup que les petits peuples aient reçu pendant leur existence si difficile, si angoissée et si douloureuse, si on la compare à celle des grandes nations.

Digitized by Google

DE LE PRINCE FÜRSTENBERG[1]

On m'avait prévenu, il y a une douzaine de jours, sinon davantage, que j'aurais un démenti de la part du prince de Fürstenberg.

J'avoue que j'étais sceptique. Dans mes notions sur la droiture, l'intérêt de l'état, même le devoir envers la patrie en danger, s'arrêtent au seuil de la vérité. Certes, j'ai rencontré des gens, à tout autre point de vue honorables, qui m'ont fait l'aveu que, pour eux, lorsqu'il s'agit de l'intérêt de la patrie, la vérité même perd ses droits. Je ne les ai jamais compris. Je ne puis pas les comprendre.

En tout cas, je dois au prince de Fürstenberg de lui reconnaître les circonstances atténuantes. L'accouchement a été long. Il a dû être douloureux. Je le comprends sans peine. Chez moi, il eût été impossible.

1. *La Roumanie* du dimanche 4 (17) janvier 1915.

Digitized by Google

En effet, mon article de *La Roumanie* a paru le 2 décembre (v. st.) 1914. Il y a donc eu tout juste trente-deux jours entre mon affirmation et le démenti du prince de Fürstenberg. Et ce n'est pas tout. Il s'est passé dix-sept jours entre le premier communiqué du Korrespondenz-Bureau et le démenti du prince de Fürstenberg. Je note cette date, parce que, au moins à partir de cette date, ou plutôt de la veille de cette date, le prince de Fürstenberg a dû connaître mon article de *La Roumanie*[1].

On comprend sans peine que je n'aie plus rien à discuter avec le prince de Fürstenberg. Il serait absolument inutile de lui rappeler dans les moindres détails — je ne les ai pas oubliés — toute notre conversation. A quoi bon ? Du moment qu'il nie m'avoir lu le document à lui envoyé par le comte Berchtold, qu'il m'a traduit en français dans les propres termes que, au besoin, l'Autriche défendrait la Bulgarie *les armes à la main*, je serais un sot de discuter encore avec le prince de Fürstenberg.

Je m'en réfère à l'opinion publique.

1. Nous le lui avons envoyé, comme nous lui envoyons celui-ci, à Madrid, sous pli recommandé. (*Note de la rédaction du journal « La Roumanie »*.)

Digitized by Google

C'est à elle de choisir entre mon affirmation et le démenti un peu faisandé du prince de Fürstenberg.

Un jour viendra — le temps viole toutes les archives — où le document même fera partie de l'histoire. Un jour, on le trouvera à Vienne. On trouvera aussi à Berlin le rapport du ministre d'Allemagne à Bucarest sur la communication que je lui ai faite, bien avant le commencement de cette guerre, alors que personne ne pouvait deviner les événements actuels, et que, serais-je un menteur émérite, je n'avais aucun intérêt à une pareille fabrication.

Mais comment a-t-on pu arracher, après vingt-cinq jours de forceps, à un *monsieur,* une pareille déclaration ?

Je ne saurais le dire, puisque, encore une fois, à moi, personne n'aurait jamais pu m'arracher quelque chose de semblable. Mais l'intérêt, je le comprends. Il est des plus grands. Le document Berchtold de mai 1913 n'est pas seulement une preuve de plus de la préméditation du coup contre la Serbie ; il est aussi une preuve que, en 1913, l'Autriche a encouragé la Bulgarie et que, après lui avoir fait commettre le pas fatal, elle s'est dérobée.

Digitized by Google

Or, cela est douloureux.

Et maintenant, je vais offrir au prince de Fürstenberg encore une occasion de me donner un démenti.

La dernière fois qu'il m'a fait l'honneur de venir chez moi, c'était pour me faire sa visite d'adieu.

Au cours de cette visite, en parlant de la brillante manière dont la Roumanie était sortie de la crise orientale, le Prince m'a dit littéralement : « *Vous êtes des vainqueurs ; nous sommes des vaincus !* »

Ces paroles m'ont fait une grande impression. Elles sont restées ancrées dans ma conscience. C'était l'aveu qui échappait à notre allié officiel que notre succès, à nous, était inséparable de leur défaite, à eux.

Pour finir, je vais exprimer un regret.

Dans la même visite d'adieu, le prince de Fürstenberg, au milieu des compliments d'usage, a cru bon de me déclarer ce qui lui ferait garder le meilleur souvenir de nos rapports très intimes : c'était qu'il avait pu constater que je disais toujours la vérité.

Jusqu'à hier, j'étais prêt à faire, pour le prince de Fürstenberg, une déclaration identique.

Digitized by Google

Tout homme de cœur comprendra combien grand doit être mon regret, aujourd'hui.

II[1]

En répliquant à notre réponse, le comte Andrassy nous[2] demandait si nous pouvions « affirmer que c'est l'Autriche-Hongrie qui avait été cause de la guerre ». Il nous rappelait que « ce n'était pas l'héritier du trône serbe qui avait été tué par les Hongrois, mais bien l'héritier du trône austro-hongrois par les Serbes ».

Nous avons répondu au comte Andrassy : « Nous affirmons que le vrai coupable pour le déchaînement de cette guerre est l'Autriche-Hongrie, et surtout les hommes d'état austro-hongrois. »

Lorsque nous avons donné cette réponse, nous ignorions que, quelques jours plus tard, de nouveaux documents viendraient prouver ce que nous savions être la vérité, mais que tant de monde avait intérêt à cacher.

1. *La Roumanie* du mardi 2 (15) décembre 1915.
2. Il s'agit d'une polémique avec le comte Andrassy sur la question des Roumains de Hongrie et les responsabilités de la guerre mondiale.

Digitized by Google

C'est M. Giolitti qui vient de rendre ce grand service à la justice.

M. Giolitti a établi ce que nous savions bien, ce que savaient tous ceux qui avaient vu les événements antérieurs à la guerre actuelle — mais qui, comme nous, les avaient vus des coulisses, et non pas de la salle de spectacle.

*
* *

L'histoire vraie peut être résumée ainsi :

L'Autriche — qui n'avait jamais renoncé à l'idée de se compenser dans la péninsule balkanique de ses pertes en Italie, — a pourtant laissé faire la guerre turco-balkanique de 1912, puisqu'elle était, tout comme l'Allemagne du reste, convaincue de la victoire turque. N'y avait-il pas eu, en Turquie, une mission militaire allemande? Les élèves des Allemands pouvaient-ils être battus? De misérables anciens rayas pouvaient-ils avoir une valeur sérieuse?

La défaite des Turcs a embrouillé tous les calculs de l'Autriche. Alors elle a perdu la tête. La fameuse affaire Prohaska-Abélard, de comique mémoire, a été l'épisode le plus caractéristique de cet affolement.

Digitized by Google

Dès lors, l'Autriche a conçu le projet de plonger l'Europe dans le sang et le feu, pour regagner un prestige qu'elle croyait perdu.

Nous le répétons : pendant tout le temps qui s'écoula depuis la bataille de Lule-Burgas jusqu'à la paix de Londres, l'Autriche a voulu provoquer la guerre générale. L'entente anglo-allemande pour conserver à l'Europe les bienfaits de la paix — entente qui alors était réelle — lui a été une barrière infranchissable.

Mais l'Autriche n'avait pas renoncé à ses projets.

Avec une remarquable intuition des faiblesses humaines, elle a flairé la possibilité d'une guerre entre les vainqueurs. Et elle y a poussé de toutes ses forces, en encourageant la Bulgarie à commettre l'acte fatal.

Lorsque, de nouveau, elle se fut trompée dans ses calculs, lorsque la Bulgarie fut vaincue par les Serbes abhorrés, l'Autriche se décida à tomber, elle, sur les Serbes. — M. Giolitti en a donné la preuve la plus irréfutable.

Eh bien, qu'il nous soit permis d'imiter M. Giolitti et, d'apporter, nous aussi, une autre preuve, encore inconnue.

Digitized by Google

*
* *

En mai 1913, le comte Berchtold chargea le ministre austro-hongrois de Bucarest de communiquer au gouvernement roumain — auquel s'étaient adressés Serbes et Grecs pour l'éventualité d'une attaque de la part de la Bulgarie — que « *l'Autriche défendrait la Bulgarie* LES ARMES A LA MAIN ».

C'était dire à la Roumanie, que, quoique alliée de l'Autriche, elle serait attaquée par l'Autriche, si elle s'opposait à l'écrasement de la Serbie.

Le comte Andrassy peut trouver ce document au Ballplatz.

A notre ministère des affaires étrangères, il ne le trouverait pas, parce que la note du comte Berchtold n'a été lue qu'à un seul ministre[1] — et celui-là, qui n'était pas le ministre des affaires étrangères, répliqua de telle manière que le prince de Fürstenberg, un homme très intelligent et très fin, s'abstint de la lire à celui auquel elle était surtout destinée.

1. A moi.

Digitized by Google

*
* *

Les choses deviennent claires comme le jour.

A deux reprises, en 1913, l'Autriche-Hongrie a voulu faire la guerre à la Serbie.

Elle en a été empêchée par l'Allemagne, l'Italie et la Roumanie.

Mais elle n'a pas renoncé à ses projets. Déjà, en avril 1914, elle a lancé à Bucarest — et très sérieusement — l'idée de la guerre préventive.

Elle était aux aguets, lorsque s'est produit le crime de Serajevo.

On connaît la suite.

Il ne reste pas moins certain que la tragédie de Serajevo n'a été qu'un prétexte et non pas une cause, et que le vrai coupable pour cette guerre monstrueuse est surtout le comte Tisza, qui, de par sa supériorité incontestable, a eu de fait la direction de la politique autrichienne pendant les derniers temps d'avant la guerre.

En vain nous objectera-t-on que, dans les derniers jours qui ont précédé la déclaration de guerre, les comtes Tisza-Berchtold, voyant que leur jeu devenait tragique, ont pris peur et ont voulu exécuter une reculade, mais en ont été

Digitized by Google

empêchés par l'impétuosité de l'empereur allemand.

Dans son patriotisme hongrois, le comte Tisza, débarrassé comme par miracle de l'archiduc François-Ferdinand, dont l'anti-magyarisme n'est un secret pour personne, a vu dans cet incident une occasion unique de consolider la domination des Magyars en Hongrie, et de la Hongrie dans l'Empire. Il s'est jeté dans l'aventure avec son énergie si connue, — cette énergie brutale qui s'est si souvent exercée sur le Parlement de Budapest.

Que toute l'Europe soit mise à feu et à sang pour le salut du magyarisme, voilà ce que le comte Tisza a risqué.

Il y a réussi.

Mais alors, il n'est que juste que, de tous ceux que frappera la Némésis éternelle, le magyarisme soit le plus puni.

Il le sera.

Digitized by Google

HERR RIEDL

Pendant la crise balkanique, la Roumanie s'est trouvée dans une situation des plus pénibles. Elle avait laissé passer le moment opportun pour causer avec la Bulgarie sur le changement de sa frontière d'au delà du Danube. Ce moment eût été avant la mobilisation bulgare, ou, au plus tard, dans les quelques jours séparant l'ordre de mobilisation de l'entrée en campagne. Ce n'est qu'après la bataille de Lule-Burgas que le nouveau gouvernement[1] commença les pourparlers avec la Bulgarie. On sait combien ils furent difficiles.

La Russie ne cachant pas son intention de secourir la Bulgarie, si nous venions à l'attaquer, l'éventualité pour la Roumanie de demander

1. Le gouvernement dans lequel mon parti avait la moitié des portefeuilles vint au pouvoir à la suite de la bataille de Lule-Burgas.

Digitized by Google

l'aide de l'Autriche entrait dans le domaine des possibilités[1].

C'est alors que l'Autriche s'avisa de nous présenter la note anticipée pour son concours éventuel.

Elle envoya à Bucarest un monsieur Riedl, que je préfère appeler Herr Riedl, puisque rarement j'ai vu un type plus représentatif de cette science livresque et indigeste dont les Allemands ont le monopole.

Il occupait je ne sais quelle haute situation dans la bureaucratie viennoise, et était homme de confiance de François-Ferdinand, — son futur ministre des finances, disait-on. Son esprit était des plus dogmatiques. Inutile d'ajouter que la psychologie des peuples lui était absolument étrangère. C'est le domaine le plus inaccessible aux Allemands.

Herr Riedl s'en fut d'abord, comme de juste, chez le ministre des finances, et chez celui du commerce. Je ne sais si le ministre des finances comprit ; mais celui du commerce y vit clair.

1. J'ai dit et répété si souvent que mon opposition irréductible à nous trouver en guerre du côté de l'Autriche explique la politique pacifique du gouvernement roumain jusqu'au jour où la Bulgarie a attaqué la Serbie et la Grèce avec l'encouragement de l'Autriche.

Digitized by Google

M. Xenopol m'appela au téléphone pour me dire que Riedl lui demandait que la Roumanie conclût un Zollverein avec l'Autriche-Hongrie, ni plus ni moins. Il m'annonça en même temps que Herr Riedl allait passer chez moi.

Je le reçus. Il resta plus d'une heure. La plupart du temps, ce fut un monologue. Son français était mauvais, mais cela ne l'empêchait pas d'exprimer sa pensée. Il se perdait dans les théories et les affirmations ; il arrangeait les faits à sa convenance, au lieu de faire sortir la théorie des faits tels qu'ils étaient. Son dogmatisme n'excluait nullement la ruse. Herr Riedl aurait fait un excellent diplomate auprès des imbéciles. Il leur en aurait imposé par son fatras scientifique, et il les aurait mis dedans par sa fausse candeur.

Her Riedl commença par la constatation que les nations des Balkans devant se partager la Turquie d'Europe. L'Autriche, qui perdait ainsi un marché, avait droit à des compensations économiques, et, sur ces compensations, elle préférait s'entendre d'abord avec la Roumanie. Si nous faisions les difficiles, elle commencerait par la Bulgarie. Le chantage était évident.

Herr Riedl, qui nous demandait l'union doua-

Digitized by Google

nière, se gardait bien de prononcer le mot. Il préférait un succédané : les tarifs préférentiels.

Il m'expliqua tout au long que le système de la clause de la nation la plus favorisée avait vécu ; que, désormais, le monde marcherait aux tarifs préférentiels. L'Autriche voulait inaugurer ce système. Il consistait en ceci : l'Autriche nous donnerait, pour une quantité limitée de nos produits alimentaires, la quantité nécessaire à sa consommation, une taxe de faveur, et nous ferions la même chose pour un certain nombre de produits industriels autrichiens. Ces taxes de faveur, nous n'aurions pas le droit de les accorder à d'autres. Ce système devrait entrer en exécution à l'expiration de nos traités de commerce, mais nous devrions conclure l'arrangement dès maintenant.

Quand je lui objectai que nous risquions ainsi qu'aucun autre état ne voulût plus traiter avec nous, il reconnut que cela était possible. L'Autriche et la Roumanie, me dit-il, seraient alors en guerre douanière avec tout le reste du monde. Et quand je lui fis remarquer que c'était, en fin de compte, notre entrée dans une union douanière avec l'Autriche, il fut forcé de convenir que j'avais raison.

Je lui fis observer que son système n'existait

Digitized by Google

encore nulle part, et il m'objecta les tarifs préférentiels du Canada et de l'Afrique du Sud envers l'Angleterre.

« Mais ce sont des parties de l'empire britannique, lui dis-je, et la Roumanie est un état indépendant de l'Autriche ! »

Il fit semblant de ne rien comprendre à mon objection. Au fond, il sentait bien que notre entrée dans un Zollverein avec l'Autriche, c'était la perte de notre indépendance. Mais probablement il se figurait que cette perspective devait nous flatter.

Je lui démontrai tout au long pourquoi jamais je n'accepterais son système. Je lui expliquai que nous avions l'intention de développer notre industrie, et, partant, que nous voulions rester maîtres de nos tarifs, et que, quant à nos céréales, nos bois et notre pétrole, nous pouvions les exporter partout, surtout en Occident et en Allemagne, sans avoir besoin d'un régime de faveur sur le marché autrichien. J'ajoutai que nous tenions trop à notre indépendance politique et économique pour être alléchés par la misère d'un profit un peu plus grand sur nos céréales.

Alors il lâcha la bride à une imagination déréglée.

Digitized by Google

Il me dit que le monde ne pouvait plus continuer tel qu'il était, que l'Europe devait *s'organiser* pour échapper à la tyrannie des états pirates et de l'Amérique,

Il partageait la vieille Europe en trois groupes.

Le premier était composé de l'Angleterre et de la France, *états pirates*, qui ne vivaient pas de leur travail, mais de l'exploitation de leurs colonies. Cette cocasserie, il la débitait avec une emphase et un sérieux tels que je dus faire des efforts pour contenir mon rire. Les deux états pirates devaient être entièrement chassés du marché européen, être isolés, pour périr à petit feu.

Le second était la Russie. Celle-ci n'avait aucune raison de continuer en Europe ; on devait la chasser en Asie, ou au moins au delà de Moscou. La Russie devait être coupée et de la mer Baltique et de la mer Noire, et, ainsi réduite, elle devait être abandonnée à son propre sort économique[1].

Le reste de l'Europe devait être organisé dans une grande union douanière, dont l'accord austro-roumain serait le commencement. Il décla-

1. J'ai raconté déjà qu'en août 1914 feu le roi Carol m'a dit que le plan du partage de la Russie que m'avait exposé Riedl datait du temps de Bismarck, mais que Bismarck avait ajouté qu'on ne le mettrait en exécution que d'accord avec l'Angleterre et seulement avec elle.

Digitized by Google

rait que l'Autriche prenait sur elle de nous apporter le consentement de l'Allemagne. Une fois cela fait, on imposerait à la Suisse, à l'Italie, à la Belgique, à la Hollande, aux États du Nord et aux États découpés de la Russie actuelle d'entrer dans l'Union. Et le monde serait transformé.

Quand je lui objectai que l'Allemagne aurait trop à perdre dans un pareil arrangement, puisqu'elle risquerait de perdre son commerce d'outre-mer, qui jouait un si grand rôle dans son économie nationale, il me répondit que c'était justement pour lutter contre les États-Unis aussi qu'il préconisait la nouvelle organisation de l'Europe. Et il déblatéra contre l'envahissement américain, contre le danger américain, etc., etc.

Quel ne fut pas son étonnement, quand je lui dis que le développement de l'Amérique n'avait rien pour m'inquiéter, qu'il était tout naturel, et que l'hégémonie de la race blanche allait passer de l'autre côté de l'Atlantique !

« Pensez-donc, lui dis-je, que ces nations-là ne sont embarrassées ni par nos servitudes militaires, ni par nos préjugés, ni par nos monarchies, ni par nos aristocraties. Elles ont de la sorte une telle supériorité sur nous, qu'il est impossible qu'elles ne prennent pas le dessus. »

Digitized by Google

Je ne pouvais, à ce moment-là, ajouter le plus grand argument : la folie de la guerre générale, qui a rapproché de cinquante ans ce transfert d'hégémonie.

Je crois que, pour Herr Riedl, ce que je venais de lui dire était le comble. Il comprit qu'il n'y avait rien à faire avec moi. Il fit encore des visites ; il prétendit prendre au sérieux la mise à l'étude de son système, qu'on lui promettait ; mais il ne se fit aucune illusion, et il rentra à Vienne.

Je n'en ai plus jamais entendu parler.

Digitized by Google

LE COMTE SZECZEN[1]

Le comte Szeczen a été le dernier ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Paris. Il faut espérer qu'il restera le dernier ; ce qui pourrait survivre à la monarchie des Habsbourgs, si, par malheur, il en survivait quelque chose, ne pouvant plus se permettre le luxe d'avoir des ambassadeurs.

Le comte Szeczen n'a rien qui le mette en relief, ni en bien, ni en mal. Il est un quelconque des nombreux comtes dont la monarchie dualiste fabrique des diplomates. Il n'aurait que chercher dans mes « *Souvenirs* », s'il ne représentait, pour moi, le premier diplomate des Habsbourgs qui m'ait apparu sous la forme nouvelle du diplomate purement magyar. Depuis, j'en ai vu tant d'autres ! Mais, avant le comte Szeczen, je n'avais rencontré que des « Kaiserlicks », même parmi les Magyars. Szeczen est resté dans ma mémoire

1. *La Roumanie* du samedi 23 juillet (5 août) 1916.

Digitized by Google

à cause de cela. Il était déjà, voici plus de vingt ans Magyar, très Magyar, et rien que Magyar, bien que représentant la monarchie dualiste, et recevant des instructions de Vienne.

Szeczen était, à l'époque dont je parle, premier secrétaire de la légation de Bucarest, et servait sous le comte Goluchowsky.

On s'agitait chez nous, dans ces temps-là, en faveur des Roumains de Hongrie. Les Magyars avaient terriblement aggravé le régime qu'ils faisaient endurer aux nationalités non magyares, et naturellement, chez nous, on ne réussissait pas à cacher l'amertume que les injustices magyares laissaient dans nos âmes. On était violent dans la presse, on manifestait de toutes les façons.

Aussi le gouvernement austro-hongrois était-il devenu plus que sensible, et le gouvernement roumain — dont je faisais partie — ne savait-il plus où donner la tête.

J'étais très lié avec le comte Szeczen. Comme nous nous voyions très souvent, par un accord tacite nous avions convenu de ne jamais toucher la question des Roumains de Hongrie. Cela amenait souvent entre nous une gêne bien regrettable, mais nous faisions semblant de ne pas

Digitized by Google

nous en apercevoir. La continuation de notre intimité était à ce prix.

Un jour, le comte Szeczen rompit le silence. Il s'était produit un incident qui, au fond, n'avait aucune gravité, mais que le comte Szeczen ne pouvait avaler. On avait, je crois, déchiré un tricolore hongrois. Il se décida à m'en parler lorsque nous fûmes seuls dans mon bureau. Il venait de déjeuner chez moi.

Il commença par me faire les imputations les plus acerbes sur ce qu'il appelait la tolérance ou la complicité du gouvernement, qui n'avait pas sévi contre les manifestants. Et, s'échauffant, il me dit, presque textuellement :

« Vous jouez ici un jeu dangereux. Vous prenez pour axiome que nous ne pouvons pas nous entendre avec la Russie, et vous escomptez une future guerre entre nous et les Russes. Eh bien, vous vous trompez. Si nous arrivons à nous convaincre que nous ne pouvons pas compter sur vous comme sur un allié sincère de l'État unitaire magyar, le seul qui nous intéresse et que nous défendrons jusqu'à la dernière goutte de notre sang, nous nous arrangerons avec la Russie. Après tout, les Carpathes sont une excellente frontière, et la Galicie, la Roumanie, et même

Digitized by Google

Constantinople ne sont rien, lorsqu'il s'agit de conserver à la Hongrie son caractère unitaire magyar. Croyez-moi, rien n'est plus possible qu'une entente définitive et permanente entre les Magyars et les Russes. Nous, sur un des versants des Carpathes, ne regardant que vers l'Adriatique, eux, sur l'autre versant, à l'Est comme au Sud, et regardant vers la mer Noire. Et ce sera alors, pour toujours, la fin de la question roumaine, non seulement de Hongrie, mais de partout. »

Je laissai le comte Szeczen dérouler tout son rouleau. Il était furieux, et ne se rendait nullement compte de ce qu'il y avait d'étrange, pour un diplomate austro-hongrois, à parler ainsi à un ministre roumain.

Lorsque, enfin, je lui répondis que je n'avais jamais douté des sentiments hostiles des Magyars envers nous, mais que, néanmoins, ses menaces ne me faisaient aucun effet parce que je ne croyais pas à la possibilité d'une alliance magyaro-russe, le comte Szeczen s'aperçut de sa gaffe, et balbutia une explication qui n'en était pas une. Comme ni lui, ni moi, n'avions aucun désir de finir par une querelle, la discussion s'arrêta là.

Szeczen m'avait, ce jour-là, révélé le fond même de l'âme magyare. Ce peuple conquérant et

Digitized by Google

orgueilleux ne pourra jamais se résigner à vivre seulement de sa vie propre, en état national, comme l'Angleterre, la France, l'Espagne ou l'Italie. Il entend dominer les autres nationalités, ou périr. Toute autre solution lui est impossible.

La politique actuelle du comte Karolyi n'a pas d'autre explication. C'est la même dont le comte Szeczen, dans un moment de rage, me menaçait, il y a plus de vingt ans.

Souvent ce qui paraît si nouveau est de l'ancien.

Digitized by Google

SIR DONALD MACKENZIE WALLACE[1]

Il y a de cela beaucoup, beaucoup d'années. C'était dans la dernière période du règne de la grande Victoria. Sir Donald Mackenzie Wallace était mon hôte à Sinaïa.

Sir Donald est une personnalité bien connue en Angleterre. Il débuta dans la diplomatie, dirigea pendant très longtemps la « politique étrangère » au *Times,* fut le bras droit de lord Dufferin, pendant que celui-ci était vice-roi des Indes, et compta parmi les confidents les plus intimes du roi Edouard, du temps où il était prince de Galles jusqu'à sa mort. Sir Donald est l'auteur d'un livre classique sur la Russie, un livre traduit dans toutes les langues. Il fut choisi par le roi Edouard pour accompagner l'actuel roi George, alors prince de Galles, dans son voyage à travers

1. *La Roumanie* du 13 (26) mars 1915.

Digitized by Google

l'Empire, dont il a écrit la relation. Il s'est trouvé aux conférences pour la paix de Portsmouth et d'Algésiras, tout comme il fut, à Pétrograd, l'hôte de l'ambassadeur Sir Arthur Nicholson, lors de la conclusion de l'entente russo-anglaise.

J'ai eu, dans ma vie, beaucoup d'entretiens intéressants avec Sir Donald. Celui que je vais résumer ici est, après deux décades, d'une actualité frappante. Voilà pourquoi je les détache de mes « Mémoires ».

Nous nous promenions donc tous les deux dans la superbe forêt, et notre conversation roulait, naturellement, sur la politique générale. Sir Donald me disait :

« La politique actuelle des puissances européennes est absurde. Nous sommes les victimes des préjugés des vieux hommes d'État qui s'éternisent dans ce qui était juste dans leur jeunesse, mais qui ne correspond plus à la réalité. Ainsi, en Angleterre, nous sommes dominés par deux soi-disant axiomes également surannés. Nous sommes toujours à l'épouvantail russe, qui veut nous chasser des Indes et à la rivalité fatale et nécessaire avec la France. Or, tout cela est faux, archifaux. Il y a, en Asie, assez de place pour

Digitized by Google

l'Angleterre, comme pour la Russie; peut-être même y occupons-nous un peu trop de place, au gré des Asiatiques. La rivalité fatale entre la France et l'Angleterre est un fossile. Elle date du temps où il n'y avait que deux grandes puissances au monde, la France et l'Angleterre. Aujourd'hui, elle ne répond à rien. L'Angleterre a toujours été, est, et forcément restera une puissance essentiellement pacifique, essentiellement conservatrice dans la politique internationale. La France, pour mille raisons, est devenue également une puissance pacifique et conservatrice. La seule puissance révolutionnaire, dans la politique internationale, est l'Allemagne. C'est l'Allemagne seule qui tient le monde sur le qui-vive ; c'est l'Allemagne seule qui menace la paix. Attendez-vous à un grand changement, lorsque les anciens hommes d'État auront fait place à une autre génération. Vous verrez l'Angleterre devenir la plus grande amie de la France, et la fameuse inimitié anglo-russe reléguée au musée des antiques. »

Tout cela est arrivé depuis. A l'époque où Sir Donald me l'annonçait, avec une telle netteté et une telle franchise, c'était du nouveau.

Digitized by Google

*
* *

Le soir, nous parlions de la Roumanie, de notre race et de notre avenir. Sir Donald avait beaucoup étudié la question des Roumains de Hongrie. Il avait même visité Brashov, Sibiu et Blaj, et causé avec quelques-uns des Roumains les plus représentatifs de là-bas[1].

Tout à coup, il me posa la grande question :

« Vous avez un traité d'alliance avec l'Autriche. Je le sais. Ne le niez pas. Croyez-vous que, au moment où il faudra le mettre à exécution, vous pourrez le faire ? Moi, je ne vois pas trop comment.

— Je ne sais pas si nous avons ou non un traité d'alliance avec l'Autriche, répondis-je, tenu que j'étais au secret absolu. Mais s'il existait, je pense comme vous ; personne au monde ne pourrait le mettre à exécution. »

Sir Donald a dû prendre note de mon affirmation, aussi nette que les siennes.

Les événements m'ont donné, à moi aussi, raison.

1. Je lui avais indiqué auparavant les personnalités roumaines qu'il devait y voir.

Digitized by Google

LE BARON BANFY

J'ai vu le baron Banfy, le plus à poigne de tous les ministres hongrois (ce n'est pas peu dire), une seule fois. C'était dans les premiers jours de janvier 1896.

Banfy était un grand gaillard avec des moustaches en baïonnette qui vous faisait l'effet d'un préfet du second empire magyarisé, c'est-à-dire porté au superlatif comme violence administrative, et non rabotté. Le baron Banfy était un médiocre, mais son énergie indiscutable trouvait le moyen d'en imposer, même dans une langue qu'il connaissait si peu. Banfy était de Transylvanie. Il parlait même le roumain. Comme préfet, car il avait débuté par être préfet, il avait fait l'apprentissage de la terrible pression électorale, dont plus tard à la présidence du conseil, il devait tirer des merveilles.

C'est par un Hongrois du parti de l'indépendance qu'il m'avait fait dire à Vienne, dans les

Digitized by Google

premiers jours de janvier 1896, qu'il désirait beaucoup faire ma connaissance. La raison pour laquelle le président du conseil de Hongrie tenait à me voir est très simple. C'était de la curiosité. J'avais été le premier ministre roumain qui avait donné des subsides, naturellement en secret, non seulement aux écoles et aux églises roumaines de Transylvanie, mais aussi aux journaux et aux comités politiques. Pour les journaux, j'avais trouvé une formule ingénieuse. Je chargeais le journaliste d'outre-monts de composer des livres de classe pour les écoles roumaines de Macédoine, et je payais le travail royalement. Bien entendu que les livres de classe pouvaient ne jamais être écrits.

Banfy avait fini par sentir quelque chose de mon activité politique, qui d'ailleurs était inconnue de mes collègues dans le cabinet, sauf du président du conseil le vieux Lascar Catargi. Même à ce dernier, je ne lui avais dit qu'après deux ans et demi de pratique. Il ne m'en a jamais voulu. Mes adversaires politiques de Roumanie ou plutôt un seul, l'inoubliable Demètre Stourdza avait dénoncé mes agissements. C'est ainsi que Banfy finit par en avoir la certitude. Comme j'étais tombé du pouvoir en octobre 1895, Banfy désirait voir de près l'ennemi de sa race.

Digitized by Google

Rentrant de Vienne, je m'arrêtai à Budapest et je demandai une audience au président du conseil hongrois. Il me reçut dans ce magnifique château royal de Bude d'où l'on a une vue si splendide sur le Danube et Pest. Banfy me parla naturellement de la question des Roumains de Hongrie.

Il commença par me demander brusquement :

« Vous ne me direz pas, j'espère, que vous ne voulez pas annexer la Transylvanie ?

— Non, lui répondis-je, je ne vous le dirai pas. Et si je vous le disais, vous ne le croiriez pas, vous croiriez seulement que vous avez à faire ou à un menteur ou à un homme qui n'aime pas sa patrie. Je veux annexer la Transylvanie, mais je ne le peux pas.

« Vous non plus, vous ne me direz pas, ajoutais-je à mon tour, que vous ne voulez pas porter les frontières de l'état magyar jusqu'à la mer noire ? »

Avec une vraie bonne humeur, Banfy me répondit :

« Non je ne vous dirai pas cela. Je veux porter les frontières de la Hongrie jusqu'à la mer noire, mais je ne le peux pas.

— Alors, lui répondis-je, puisque le procès

Digitized by Google

historique qui existe entre vous et nous ne peut être résolu à présent ni dans mon sens, ni dans le vôtre, puisque nous sommes des voisins, est-ce qu'il ne serait pas possible de trouver entre nous *un modus vivendi*. La situation que vous faites aux Roumains de Hongrie est intolérable. Pourquoi ne la changez-vous pas ? »

Banfy commença une série d'explications les unes plus fausses que les autres pour établir qu'il n'y avait pas de persécutions. En guise de conclusions, il me demanda pourquoi les Roumains de Hongrie ne voulaient pas prendre part aux élections et venir au parlement de Budapest expliquer leurs doléances. Il faut dire qu'à cette époque, les Roumains de Hongrie avaient adopté la politique de la résistance passive, donc de l'abstention dans cette farce que l'on appelait en Hongrie les élections.

Je regardais le baron Banfy, droit dans les yeux. J'avais senti que j'avais à faire à un vaniteux, à qui on pourrait tout arracher si on flattait sa vanité.

« Voyons, baron Banfy, lui dis-je, est-ce que je ne sais pas moi ce que sont des élections dans nos pays ? Me direz-vous, dans votre loyauté que si les Roumains se présentaient aux élections, et

Digitized by Google

si vous ne vouliez pas qu'ils fussent élus, il y aurait un seul qui puisse passer contre votre volonté ? »

Et Banfy de me répondre :

« Non aucun, si je ne veux pas. »

Je le fis donc écarter de notre conversation cette plaisanterie de la participation aux élections qui en réalité ne pouvait avoir un sens que si les Roumains contractaient avec les Magyars une entente. Et revenant à l'idée de trouver un *modus vivendi,* je lui dis :

« Je n'ai aucun mandat de la part des Roumains de Hongrie, je ne parle pas en leur nom ; mais ne pourriez-vous pas par exemple, faire avec eux un arrangement comme celui que vous avez fait avec les Saxons de Transylvanie, et mettre ainsi à l'abri leurs églises, leurs écoles et quelques circonscriptions électorales ? »

Banfy de me répondre avec la plus brutale des franchises :

« Cela, jamais.

« Les Saxons de Transylvanie, insistait-il, ne sont que 230 000 et ils se trouvent à plus de 1 000 kilomètres loin des Allemands d'Allemagne, les Roumains de Hongrie sont 3 millions et demi et se trouvent en continuité géographique avec les Roumains du royaume. *Cela, jamais.* »

Digitized by Google

Nous continuâmes à examiner la question. Je lui demandai s'il ne pouvait pas au moins donner à la Transylvanie la même franchise électorale qu'à la Hongrie (en Transylvanie la franchise était plus réduite) et le vote secret.

Jamais, me répondit de nouveau Banfy.

Il sonna et me fit apporter la carte électorale du royaume de Hongrie.

« Voyez cette carte, dit-il ; les parties purement magyares du royaume nous envoient des députés kossuthistes, c'est-à-dire partisans de la rupture avec l'Autriche, ce qui serait la fin de la domination magyare. Mon gouvernement comme ceux qui m'ont précédé et ceux qui me suivront, ne vit que sur les circonscriptions des nationalités. Avec le vote secret nous perdrions ces circonscriptions-là ; nous ne pourrions plus gouverner. »

Après une heure d'inutiles conversations, Banfy me demanda s'il y avait un point sur lequel nous étions tombés d'accord.

« Oui, lui dis-je, nous sommes d'accord sur ce que nous ne pourrons jamais nous mettre d'accord. »

Lorsque je me levai pour prendre congé du président du conseil, nous passâmes devant la

Digitized by Google

fenêtre qui donnait sur le Danube et sur Pest. Je lui dis en souriant :

« Quelle magnifique capitale vous avez là !

— Eh bien ! Venez la prendre, me répondit Banfy gaiement.

— Si je pouvais, lui répondis-je, je ne la prendrais certes pas, mais l'occuper c'est une autre question. »

Ma conversation avec le baron Banfy a déjà paru dans sa plus grande partie dans les mémoires de Sir Grant Duff, à qui je l'avais racontée à Londres quelques années après, et qui l'introduisit dans ses mémoires publiés depuis longtemps.

Avec aucun homme d'état hongrois, je n'ai eu une explication aussi claire et aussi catégorique sur l'irréductible antagonisme de nos deux points de vue.

Digitized by Google

LA POLITIQUE ROUMAINE[1]

C'était en 1908. A Paris, chez mon grand ami B..., j'avais dîné en nombreuse compagnie, dont MM. X... et Y..., anciens ministres des affaires étrangères de France, tous les deux encore vivants, et qui, lorsque ce journal tombera sous leurs yeux, se rappelleront bien la conversation que je vais relater en quelques lignes.

X..., profondément érudit et écrivain de grand talent, est une nature primesautière qui ne retient jamais ses impressions. Y... est une nature concentrée, un penseur profond, qui parle peu et rarement.

Après le dîner, lorsque la plupart des invités étaient à écouter le violon d'Enesco et la voix de Rousselière, nous nous trouvâmes seuls dans le cabinet de travail, X..., Y... et moi.

1. *La Roumanie* du mercredi 24 juin (27 juillet) 1915.

Digitized by Google

On parla de la Roumanie, qui venait de faire un acte superflu de sujétion aux Austro-Allemands. Et tout à coup X... s'écria :

« Plus j'y pense, moins je comprends la politique de la Roumanie. Vous n'avez aucune possibilité de devenir une grande nation, si ce n'est aux dépens de la Hongrie. Et pourtant vous êtes les alliés de la Hongrie. Car, ne vous faites pas d'illusion, l'Autriche n'existe plus. En réalité, vous êtes d'abord les alliés des Hongrois, et ensuite les alliés des Allemands. Il m'est impossible de comprendre votre politique.

— Comprenez-vous la politique de l'Italie ? lui répondis-je.

— Certainement, répliqua X... C'est la politique de la peur.

— Et pourquoi voulez-vous que l'Italie seule ait peur dans ce monde ? »

Y..., qui n'avait rien dit, entra dans la conversation. Il reconnut que la politique de la Roumanie était très explicable par la peur, et la conversation roula sur la profonde différence entre la Triple Alliance, ou plutôt l'Austro-Allemagne, où il y avait unité de direction absolue, puisque Berlin seul la commandait, et la Triple-Entente, dont les liens étaient si insaisissables, et sur

Digitized by Google

laquelle, à cause de cela, il était si difficile de s'appuyer à ce moment-là.

« Mais que pouvons-nous faire, demanda X..., pour vous montrer le grand intérêt que nous portons à votre bonheur et à votre avenir ?

— Tout ce que nous pouvons faire pour la Roumanie, déclara Y..., c'est de l'aider à devenir forte, pour que, le jour où elle aura à exercer son choix dans la grande catastrophe, si jamais ce jour arrive, bien que M. Take Jonesco sache que nous désirons qu'il n'arrive jamais, la Roumanie puisse choisir en toute liberté. »

Je remerciai pour ces paroles les deux anciens ministres français, et je leur assurai que, malgré toutes les apparences d'esclavage politique de la Roumanie, malgré la sottise diplomatique qu'elle venait de commettre (la Roumanie avait fait savoir au gouvernement de Sofia qu'elle serait forcée d'intervenir, si la Bulgarie voulait profiter des troubles de Constantinople pour marcher sur la Turquie), le cas échéant, la Roumanie choisirait en toute liberté.

A présent, mes amis X... et Y... doivent voir que j'ai eu raison, et ne pas regretter l'appui que la France nous a donné en 1913.

Digitized by Google

DES LARMES[1]

A Londres, le lundi 27 juillet 1914.

Malgré les assurances pacifiques qui m'avaient été données, en toute bonne foi, le matin même, par le prince Lichnowski, l'ambassadeur allemand, soigneusement tenu dans l'ignorance des desseins belliqueux de l'Empereur, je voyais venir la guerre générale, et j'en étais saisi d'horreur. La dernière chance de salut eût été dans l'adoption de la proposition anglaise sur la conférence à quatre, et voilà qu'elle échouait devant le refus de l'Allemagne.

Bien que convaincu que jamais personne ne pourrait faire marcher l'armée roumaine à côté des Honveds, j'étais inquiet. Je ne pouvais prévoir comment la guerre serait engagée ; je ne pouvais être sûr que l'Allemagne et l'Autriche n'auraient

1. *La Roumanie* du jeudi 23 juillet (5 août) 1915.

Digitized by Google

pas l'habileté diabolique de mener les choses de telle manière que la Russie fût forcée, elle, de déclarer la guerre. Et n'ayant pas sous les yeux le texte même de notre traité d'alliance, je n'avais pas la certitude que nous pourrions échapper aux tenailles du traité, sans avoir l'air de violer la lettre de l'engagement. La fameuse phrase « sans provocation de sa part », je ne réussissais pas à la restituer de mémoire.

Dans l'après-midi, je m'en fus visiter un ancien ami[1], un Italien qui, ayant joué un rôle important dans les affaires de son pays, devait avoir eu connaissance du texte du traité italien, identique au traité roumain que j'avais lu, en juin 1908, au château du Pelesh.

Nous causâmes longuement sur le grave danger que courait la civilisation européenne. Nous espérions encore contre toute espérance ; parfois, même, nous flattions de trouver des aphorismes qui rendraient la guerre impossible, tellement elle nous paraissait monstrueuse.

Mais nous examinâmes aussi l'autre hypothèse, celle de la guerre. Il ne nous fallut pas longtemps pour constater que nous étions pleinement d'ac-

1. Le marquis Impériali, ambassadeur d'Italie à Londres.

Digitized by Google

cord ; que, si la guerre venait à éclater, ce serait uniquement par la faute de l'Allemagne et des Magyars, et que, du résultat de cette guerre, dépendait, pour des générations au moins, le sort du monde.

A tous les deux, il nous apparut, avec la même lucidité, que l'avenir de la Roumanie, comme celui de l'Italie, serait fortement compromis, sinon absolument perdu, dans le cas d'une victoire de l'Allemagne. Tout le *risorgimento,* toutes les conquêtes faites par le peuple italien, tous ses sacrifices admirables auraient été vains, si l'Allemagne et l'Autriche devaient être victorieuses. Pour la Roumanie, la chose nous parut encore plus grave : c'était la mort sans phrases qu'une victoire allemande, — tandis que, pour l'Italie, cela pouvait, à la rigueur, se réduire à un étouffement lent.

Bien que pleins de confiance dans la sagesse de nos gouvernements, bien que certains de la résistance de nos peuples, si jamais les gouvernants allaient essayer de les entraîner à verser leur sang à côté des ennemis de la civilisation libérale de nos pays, nous nous demandâmes, dans notre angoisse, si l'interprétation littérale de nos traités pourrait nous obliger au suicide.

Digitized by Google

Il avait lu jadis le traité ; il l'avait lu même avant moi. Nous essayâmes d'en reconstituer de mémoire le texte exact. Tous nos efforts furent inutiles. Je n'oublierai jamais notre trouble, notre désespoir, de ne pas pouvoir nous dire avec certitude quel était le texte précis de nos traités. Et pourtant, de la lettre de ces traités, — nous ne connaissions pas encore la théorie des « chiffons de papier », — dont dépendait notre avenir, notre honneur.

« Quelle tragédie que la nôtre ! nous dîmes-nous. »

Et, tous les deux, nous sentîmes de grosses larmes rouler sur nos joues. Nous n'en eûmes aucune honte : mais notre entretien prit fin. Nous nous serrâmes longuement les mains, et nous nous dîmes adieu.

Depuis lors, je n'ai plus revu mon ami italien.

Lorsque ces lignes tomberont sous ses yeux, — et elles y tomberont, — il me pardonnera d'avoir conservé le souvenir de ses larmes.

Nous avons pleuré ensemble.

Digitized by Google

UN COUSIN DE TISZA[1]

Si l'Allemagne ne succombe pas, M. Take Jonesco a les reins brisés.
(*La Politique*[2] du 31 juillet (13 août) 1915.)

A Vienne, le 30 juillet 1914, entre 6 et 7 heures du soir, je causais avec un ami anglais, très lié avec le comte Berchtold, un Anglais qui ne croyait pas que l'Angleterre prît part à la guerre.

« Ici, on désire ardemment la guerre, me dit-il. A dessein, on a rédigé l'ultimatum à la Serbie de telle façon qu'il ne pût être accepté. Aussi a-t-on été bien désappointé, lorsque s'est répandu le bruit — bruit faux, d'ailleurs, — que les Serbes l'acceptaient intégralement... On est tellement préparé, qu'on est sûr de la victoire... On n'a pas assez confiance dans l'actuel gouvernement roumain, qui n'a pas l'air de comprendre la situa-

1. *La Roumanie* du jeudi 6 (19) août 1915.
2. Journal de Marghiloman.

Digitized by Google

tion. On me dit que, si vous étiez, vous, au pouvoir, on ferait avec la Roumanie de grandes choses. Non seulement toute la Bessarabie perdue en 1812, mais aussi Odessa et, ... »

J'écoutais mon ami, un homme tout à fait intelligent, et je me disais que, à Vienne, on nageait dans l'ignorance et la folie.

*
* *

A Sinaïa, le 3 août 1914, le matin, de bonne heure, je réunissais chez moi MM. Dissesco, Istrati, Cantacuzène-Pashcano, Badarau et Cinco.

Je leur exposai la situation qui devait être discutée et décidée dans le conseil de couronne de l'après-midi. Je demandai à chacun son opinion, avant de leur faire connaître la mienne. Puis je leur exposai mes idées, et j'ajoutai que j'étais heureux de constater qne presque tous étaient du même avis que moi, à savoir qu'une victoire allemande serait le tombeau de la Roumanie, et qu'il était moralement impossible que nous contribuassions à notre enterrement.

J'ajoutai que, s'ils n'avaient pas été de la même opinion que moi, je me serais retiré de la direction du parti conservateur-démocrate ; cependant

Digitized by Google

je n'aurais pas renoncé à ma foi, et j'aurais lutté pour son triomphe, en simple citoyen, avec toute la liberté d'un simple citoyen, mais avec une énergie décuplée[1].

*
* *

En septembre 1914, toujours à Sinaïa, dans ma petite villa, avant la chute de Lemberg, je fus visité par un ami hongrois, proche parent du comte Tisza, un homme charmant, qui, d'ordinaire, ne fait pas de politique.

Il me parla de mon attitude dans la grande crise européenne, attitude qui pouvait m'être fatale. Il me fit connaître — ce que je savais si bien — que le vrai conducteur de l'Empire dualiste était le comte Tisza ; que, après la paix, il prendrait le ministère des affaires étrangères, et le garderait toute sa vie, s'il le voulait. Avec toutes les précautions de la politesse, il appela mon attention sur la difficulté, pour ne pas dire l'impossibilité, où je me trouverais de jamais revenir au

1. En public nous commençâmes par soutenir la *neutralité*, ce qui était alors énorme. Lorsque les marins allemands passèrent par Bucarest pour Constantinople en août 1914, nous criâmes à la *neutralité loyale et définitive*, et après quelques jours nous pûmes faire un pas en avant : avouer notre politique qui était celle de *la guerre contre les empires centraux*.

Digitized by Google

pouvoir en Roumanie, ne pouvant plus avoir des rapports convenables avec l'Autriche-Hongrie du comte Tisza, à cause de l'attitude que j'avais adoptée. Il insinua qu'il était encore temps pour moi d'esquisser un mouvement de retraite, d'autant que les puissances centrales étaient sûres de leur victoire.

Je lui répondis que tout homme était tenu d'obéir à la voix du devoir, sans tenir compte des risques ni des dangers ; que je me rendais bien compte que, si l'Allemagne était victorieuse, ce serait pour moi un devoir patriotique de ne pas embarrasser la politique de mon pays par ma présence dans la vie active, et que, lorsque tant de vies humaines étaient sacrifiées sur tant de champs de bataille, il était ridicule de s'arrêter au sacrifice de la carrière politique, d'un homme quel qu'il fût.

Mon interlocuteur comprit, et, voulant réparer sa gaffe, il m'avoua qu'il n'avait fait que son devoir d'ami.

*
* *

Depuis lors, à plusieurs reprises encore, et par d'autres personnes, les mêmes avis me furent adressés.

Digitized by Google

LE COMTE TISZA

Le comte Tisza a été, dans la guerre mondiale, la plus forte tête des puissances centrales. C'est lui qui est l'auteur principal du déclanchement de la guerre. Le grand coupable, il faut le chercher à Berlin, puisque sans Berlin Tisza n'aurait jamais osé, mais c'est Tisza qui a provoqué le carnage universel. C'est lui qui a conduit la guerre avec une énergie digne d'une meilleure cause. Il a payé de sa vie le crime qu'il a commis. Le châtiment ayant été complet, l'acte d'accusation est clos.

Je n'ai rencontré Tisza qu'une seule fois de ma vie. Il y a de cela environ 20 ans. Il était président du conseil d'administration d'une banque de Budapest qui avait des affaires avec une société industrielle de Roumanie, dont j'étais le président du conseil d'administration.

Nous ne causâmas qu'affaires et voyages. Pas

Digitized by Google

un mot de politique. Mais cette courte conversation me suffit pour me rendre compte du personnage. Un homme fort dans toute l'acception du mot. Froid comme une lame de couteau. D'une gravité rappelant un pasteur non-conformiste d'Angleterre. Une volonté brutale jusqu'à l'excès.

Cet homme était fort, mais il lui était impossible d'être populaire. Aucun magnétisme, aucune chaleur communicative, aucun signe extérieur d'une flamme dévorante, rien de ce qui établit le contact entre l'homme public et les foules.

Devant le crime inqualifiable de Tisza de provoquer une guerre, dont allait sortir la fin du régime de domination magyare, que Tisza confondait avec le patriotisme magyar, je me suis demandé comment il avait été possible qu'une pareille faute soit commise par un homme aussi fort.

Un souvenir de mon unique conversation avec Tisza m'aide à comprendre ce problème moral.

Évidemment, il y a beaucoup d'autres raisons pour lesquelles Tisza devait tomber dans son erreur : la mégalomanie magyare n'est pas la moindre.

Mais il y a aussi l'isolement intellectuel dans

Digitized by Google

lequel vivait Tisza. C'est cet isolement qui l'a empêché de se rendre compte de ce qui se passait dans les autres pays.

Causant avec Tisza, je lui demandai s'il s'était passé longtemps depuis qu'il avait voyagé en Occident. Il me répondit, comme une chose naturelle, que depuis sept ans il n'était pas sorti de l'Autriche-Hongrie, et qu'il ne sentait aucun besoin d'en sortir.

« Eh bien ! moi, je mourrais si je me soumettais au même régime, lui répondis-je ! Je quitte la Roumanie trois fois par an, je passe un tiers de l'année en Occident et je considère ces voyages comme une nécessité d'hygiène intellectuelle.

« Lorsque nous vivons chez nous trop longtemps, notre horizon se rétrécit. Les petites questions locales prennent une importance qu'en réalité elles n'ont pas. Il arrive avec les événements, comme avec le Mont-Blanc ; si on veut en saisir la grandeur, il faut s'en éloigner.

« Il me faut passer la frontière pour me rendre compte de la petitesse des questions qui, à Bucarest, me semblent de premier ordre. »

Tisza m'écoutait et ne me comprenait pas. Pour lui, il suffisait de connaître la monarchie et surtout le royaume de Hongrie pour juger du courant des

Digitized by Google

choses humaines. Cette faute d'optique politique a dû aveugler l'homme le plus fort que possédait les empires centraux, et lui faire déclancher une guerre, dans laquelle devait sombrer l'hégémonie de sa race, les intérêts de sa caste et sa propre histoire politique.

Au moins à Tisza il faut lui rendre un mérite : il est sorti de scène autrement bien que les deux empereurs qui s'étaient ligués contre la liberté du monde.

Digitized by Google

TALAAT-PACHA

Talaat-Pacha a été l'homme le plus fort de la jeune Turquie. Djavid était plus instruit, Djemal plus civilisé, Enver plus bruyant, mais Talaat avait sans doute plus de caractère. Un Turc, mais un Turc voulant être un homme moderne, sans toutefois singer les apparences d'un Européen. Pas instruit, presque sans aucune lecture, n'ayant guère voyagé, ne connaissant rien de ce qui fait le fond commun des hommes politiques de nos contrées. Talaat suppléait à tous ces manques par une volonté de fer, un courage indomptable et, disons-le hautement, parce que c'est tout le contraire du Turc légendaire, par une rapidité de décision et une ténacité dans l'exécution qui n'avait rien d'oriental.

Comme tous les jeunes Turcs, Talaat était chauvin. Lorsque je le vis pour la seconde fois à mon retour d'Athènes en novembre 1913, —

Digitized by Google

j'y avais aidé à la conclusion de la paix entre la Turquie et la Grèce — Talaat m'expliqua comment il avait projeté et réalisé la reprise d'Andrinople en 1913. C'est un monument de témérité et de volonté. En 24 heures, il avait imposé sa volonté au conseil des ministres, aux généraux et aux puissances pour se procurer l'argent indispensable à une expédition que les Bulgares auraient transformée volontiers en un désastre pour les Turcs, s'ils l'avaient voulu. Talaat qui la veille n'avait personne qui l'approuve, eut le lendemain tout le monde pour complice. « Quant aux puissances, me dit-il, je savais qu'elles ne bougeraient pas, que l'audace leur en imposerait. J'agirai bientôt de même lorsque je supprimerai les capitulations. Nous n'en voulons plus. Je sais bien que l'Europe protestera, mais n'agira pas. » Même décision en ce qui touchait le sultan. Je lui avais demandé si le sultan où son héritier ne voudrait pas revenir à ses attributions de souverain d'autrefois. « Nous ne lui permettrons jamais, me répondit Talaat. Nous sommes des maîtres. Si un sultan voulait faire à sa tête, nous le déposerons purement et simplement. »

Ces qualités étaient gâtées par un esprit de parti dont nous nous faisons difficilement une

Digitized by Google

idée en Occident. Toujours à ce retour d'Athènes, lorsque je parlais à Talaat du projet d'une entente turco-grecque pour laquelle Venizelos m'avait chargé de sonder les Turcs, derrière les arguments que Talaat me donna contre ma proposition, je sentis qu'il y avait surtout un intérêt de parti. Talaat voulait chauffer la popularité du parti Jeune-Turc en frappant sur un voisin, et c'était le voisin grec qui lui paraissait le plus facile à cogner sans de trop grands risques.

Quand je vis Talaat pour la première fois, il me frappa par ses caractéristiques tout à fait à l'antipode du Turc habituel. Aux premiers jours de novembre 1913, je me rendais de Sinaïa à Athènes sous le prétexte d'un voyage d'agrément, en réalité pour exercer une pression sur la Turquie qui ne voulait pas conclure la paix avec la Grèce, et encouragée par la Bulgarie ne pensait à rien moins qu'à rouvrir la guerre balkanique. Mon ami Venizelos pensait que cette démonstration pouvait être de nature à faire reculer les Turcs dans leur fou projet.

Je n'avais rien dit en Roumanie sur mes intentions, sauf au roi Carol avec lequel j'avais convenu que si je réussissais le mérite serait à la Roumanie ; au contraire, si j'échouais, le blâme

Digitized by Google

ne serait que pour moi qui avais usurpé une mission que personne ne m'avait donnée.

J'avais fait demander à un ancien ami, un Roumain de Macédoine, ancien ministre jeune Turc, Batzaria, de venir me trouver à bord, lors de mon passage par Constantinople où, d'ailleurs, je ne voulais m'arrêter que deux heures. Je voulais le charger de dire à son ami Talaat, que je ne connaissais pas encore, combien le jeu turco-bulgare était dangereux et combien décidée était la Roumanie de ne pas tolérer une nouvelle conflagration dans les Balkans. A mon grand étonnement, ce fut Talaat qui s'amena. Il me fit bonne impression. Nous parlâmes plus d'une heure, il se plaignit qu'en allant à Athènes en ce moment-là, j'avais l'air de manifester contre la Turquie, et je lui dis que certainement j'entendais manifester pour la paix et contre la Turquie si elle se laissait amadouer par les intrigues bulgares. J'ai ajouté que la Roumanie était décidée à frapper sur n'importe qui troublerait la paix à Bucarest, et qu'elle avait les moyens de le faire. Talaat en fut très ému, et de fil en aiguille, il me chargea d'être moi l'arbitre entre les Turcs et les Grecs sur toutes les questions — elles étaient nombreuses — qui les divisaient, et qui

Digitized by Google

avaient amené un arrêt absolu dans les négociations d'Athènes. J'acceptai et, comme on le sait, je réussis. Mais à cette occasion, je dis à Talaat qu'il devait me donner la preuve qu'il était autre chose que la vieille Turquie, et cela, en prenant l'engagement de tout faire en trois jours. Il prit cet engagement inouï pour un Turc, et de fait, tout fut fait à Athènes en six jours, non sans des efforts et des peines qu'il serait superflu de raconter en ce moment.

Talaat m'avait promis de me rendre à Bucarest la visite que je lui avais faite à mon retour d'Athènes. Il vint au printemps de 1914, quand je n'étais plus dans le gouvernement. Il me fit la même impression. Un homme décidé, énergique et courageux, mais tout à fait ignorant des hommes et des choses d'Europe.

La dernière fois que je le vis, ce fut à Sinaïa, et à cette occasion je puis m'assurer que aveuglement cet homme serait fatal à la Turquie.

On sait qu'entre la Grèce et la Turquie, malgré la paix que j'avais réussi à conclure à Athènes, il restait la question des îles qui, évidemment, était plutôt du domaine des grandes puissances que de l'arbitrage roumain.

Dans les premiers temps de la guerre mon-

Digitized by Google

diale, lorsque j'étais encore dans ma villa de Sinaïa, j'appris que Talaat accompagné de Hakki, alors président de la chambre turque, s'étaient donné rendez-vous avec les délégués grecs, MM. Zaïmis et Politis, en Roumanie, pour traiter la question des îles.

Dans le voyage, les délégués turcs s'étaient arrêtés deux ou trois jours à Sofia. Une indication évidente de leurs intentions : les soi-disant négociations n'étaient qu'un piège tendu par l'Autriche et l'Allemagne. On discutait à Bucarest, mais les délégués turcs, sous prétexte de chercher la fraîcheur, s'installèrent à Sinaïa. La réalité, c'est qu'ils voulaient être en contact constant avec les ministres d'Allemagne, de Bulgarie et d'Autriche qui se trouvaient alors à Sinaïa.

Les négociations n'avancèrent pas, car elles n'étaient pas destinées à réussir. Les Turcs ne voulaient que trouver un cas de guerre avec la Grèce pour provoquer plus tôt l'incendie de la péninsule balkanique. Dans sa naïveté Talaat s'imagina que le roi Carol, qui avait accepté contre son gré la neutralité de la Roumanie, pourrait encore entraîner le pays à la guerre contre la Russie en s'alliant avec la Bulgarie et la

Digitized by Google

Turquie. C'était absurde. Mais Talaat, s'il avait beaucoup de volonté, était absolument ignorant sur les hommes et les choses.

Un incident de ces fameuses négociations mérite d'être rapporté. D'ailleurs, c'est la première et dernière fois que je causai sérieusement avec Talaat.

Je me trouvais un soir au casino de Sinaïa où je causais avec les ministres de Russie et d'Italie. Il était dix heures. Un journaliste de mes amis vint me prévenir que le lendemain, à Bucarest, les délégués turcs allaient poser un ultimatum aux délégués grecs et finir ainsi par une déclaration de gnerre.

L'idée que ce serait à Bucarest, sur le sol hospitalier de la Roumanie, que les Turcs, poussés par les Centraux et par les Bulgares, allaient déclancher la guerre balkanique, me parut odieuse. Je cherchai aussitôt les moyens d'empêcher une pareille calamité. Je savais que Talaat et son collègue devaient arriver dans la salle des jeux, puisqu'ils ne partaient pour Bucarest que le lendemain matin, à huit heures. Ils arrivèrent après onze heures.

Je m'adressai aussitôt à Talaat. Je lui dis que je devais lui parler. Il essaya de me donner rendez

Digitized by Google

vous pour le lendemain soir à son retour de Bucarest. Je lui répondis que ce serait trop tard, que je devais lui parler immédiatement, que l'affaire était d'une urgence extrême et qu'il me devait cela.

Talaat consentit à regret, et me demanda si Hakki pouvait assister à notre entretien. Je lui répondis carrément que non, que si lui, voulait communiquer à Hakki ce que je lui aurais dit, cela le regardait, mais que moi je tenais à lui parler à lui seul.

J'amenai Talaat dans un coin. Je le fis asseoir en face de moi, et je commençai l'étrange conversation que je vais relater ici.

Autour de nous, le public pressé aux tables de baccarat ne faisait aucune attention, mais les ministres de Russie et d'Italie, qui savaient ce que je voulais entreprendre, tenaient les yeux braqués sur notre groupe.

Je dis à Talaat d'une voix à la fois tranchante et vibrante que je connaissais son plan pour le lendemain et que je lui demandais, au nom du respect qu'il devait à l'hospitalité roumaine, d'y renoncer.

Talaat essaya de balbutier que je me trompais sur ses intentions, etc...

Digitized by Google

Je lui répondis qu'il avait tort de nier puisque je savais tout. Alors Talaat avoua ; il ajouta qu'il était *convaincu* que, plus tôt ou plus tard, la Roumanie entrerait en guerre aux côtés de la Turquie et de la Bulgarie contre la Russie.

Furieux, je lui demandai s'il avait communiqué au Roi son projet de provoquer la guerre, tout en étant sur le sol roumain. Il reconnut que non, mais qu'il savait que le Roi était toujours resté partisan de la politique de la guerre à côté des Austro-Allemands. Alors je pressais Talaat de toutes mes forces. Gesticulant comme cela ne m'arrive jamais, emporté par la passion, j'oubliais tous les égards dus à un hôte et je lui dis que la Roumanie n'oublierait jamais l'insulte que les délégués turcs allaient lui faire en abusant ainsi de son hospitalité.

« Vous ne ferez pas cela en Roumanie. C'est un avertissement que je vous donne et, croyez-moi que, dans cet avertissement, je représente la voix unanime de presque tous les Roumains. Si vous le faisiez, vous auriez à vous en repentir. »

Je pressai tellement Talaat qu'il finit par me donner sa parole d'honneur que le lendemain à Bucarest il ne poserait aucun ultimatum ni ne

Digitized by Google

provoquerait les Grecs, Je lui suggérai de proposer un ajournement *sine die* de la question.

« Tout cela, ajouta-t-il, pourvu que les Grecs ne me provoquent pas demain.

— De cela je m'en charge, lui répondis-je. »

Une fois que j'eus obtenu de Talaat l'engagement de renoncer à son plan, j'ajoutai :

« Je vous ai donné un avertissement, et loyalement, vous m'avez écouté. Maintenant, je tiens à vous donner un renseignement et un conseil. Le renseignement, le voici : du langage équivoque de certains personnages, vous avez pu vous faire l'illusion qu'il pourrait arriver une circonstance dans laquelle la Roumanie se trouverait en guerre contre les puissances de l'Entente! Eh bien! Sachez de moi que ceci n'arrivera jamais, que personne au monde, entendez bien! *personne au monde* n'est assez fort pour pouvoir entraîner la Roumanie en guerre contre les puissances de l'Entente. Le contraire est non seulement possible, mais plus que probable. Je vous donne ce renseignement pour que vous ne vous trompiez pas dans les calculs qui décideront de la politique de votre pays. »

Et comme Talaat avait l'air de douter sur le bien-fondé de ma parole et qu'il me posait la

Digitized by Google

question de la volonté du Roi, j'insistai de nouveau et je lui dis que *personne, mais personne* n'était assez fort pour empêcher la Roumanie de suivre la politique de son instinct national.

« Et maintenant le conseil, lui dis-je. Je ne suis pas chargé par la Providence de m'occuper du sort de la Turquie, c'est déjà assez de peiner pour celui de mon pays. Pourtant je vous donne un conseil de vrai ami. Restez neutre. Jamais la Turquie n'a eu plus de chance de vivre, si elle a encore de la vitalité, qu'en restant neutre dans cette guerre. Demandez à l'Entente de vous garantir en échange votre indépendance, demandez l'abolition des capitulations. Vous obtiendrez tout. Mais la guerre ne pourrait vous apporter rien. Si vous êtes battus — et vous le serez — vous disparaissez. Si vous êtes victorieux, vous n'aurez jamais rien. Une Allemagne triomphante, même si cela était possible, ne commettra jamais la folie de vous donner le Caucase ou l'Égypte que vous rêvez. Elle les prendrait pour elle si elle le pouvait. Mais encore une fois, ce ne sont que des conseils. Le jour viendra où vous verrez si mes conseils venaient d'un ami. »

Le lendemain Talaat à Bucarest tint sa parole. Les Grecs, je les avais prévenus par une lettre

Digitized by Google

que j'avais expédiée dans la nuit par un envoyé spécial. La conférence fut ajournée pour toujours.

Depuis Sinaïa, je n'ai plus vu Talaat. Lors de l'expédition anglaise à Gallipoli, j'écrivis à Talaat une lettre dans laquelle je l'invitais à faire la paix avec l'Entente. Je lui disais que c'était la dernière chance de salut pour la Turquie.

Ce fut au printemps de 1916 que Talaat me répondit verbalement, par le ministre de Roumanie à Constantinople, que les événements lui avaient donné raison à lui et tort à moi.

Et aujourd'hui.?

Digitized by Google

LE PRINCE DE BÜLOW[1]

J'ai connu beaucoup des hommes qui ont joué un rôle dans la politique allemande. Trois seulement m'ont donné l'impression que j'avais affaire à des hommes vraiment forts. Deux sont morts : Kiderlen-Waechter et le baron Marschall. Le troisième est le prince de Bülow, qui, probablement, sera le représentant de l'Allemagne au futur congrès de la paix. C'est le seul homme que l'Allemagne puisse charger de jouer, auprès des vainqueurs, le rôle que Talleyrand a si bien rempli, il y a à peine un siècle, le rôle de M. Thiers en 1871.

Seul, le prince de Bülow est étranger au grand, à l'horrible crime contre l'humanité commis par son pays. Et s'il n'avait pas publié le livre médiocre qu'il a écrit sur la politique de l'empire

1. *La Roumanie* du dimanche 17 (30) avril 1916.

Digitized by Google

allemand, son crédit aurait été plus grand. N'importe, l'Allemagne n'en a pas d'autre. Et puis le prince de Bülow a un atout en poche : tout le monde sait qu'il a eu jadis l'intention de museler l'Empereur, et cela lui donne un prestige auquel aucun de ses compatriotes ne saurait aspirer. Le prince de Bülow prendra probablement avec lui le prince Lichnowsky. Il lui serait difficile de trouver un autre diplomate allemand qui puisse se rencontrer avec les représentants des vainqueurs, sans devoir commencer par des amendes honorables.

Loin d'être un homme du passé, comme les Goluchowski et les Berchtold, le prince de Bülow est, à l'heure qu'il est, un des hommes du jour. Tout ce qui le concerne est donc intéressant.

Le prince de Bülow est d'une intelligenee remarquable, d'une de ces intelligences qui imposent un homme dans tous les pays et à toutes les époques. Il a, naturellement, le tour de pensée d'un Allemand, d'un réactionnaire et d'un hobereau. Mais, malgré ces entraves, son intelligence est des plus brillantes. Il a une clarté de vues, une perception des situations, une finesse et un tact des plus remarquables. Il est impossible de le fréquenter sans se rendre compte qu'on a devant

Digitized by Google

soi un homme pour lequel sa situation de famille n'a été qu'un appui, dans la belle carrière qu'il a parcourue. Il serait exagéré — je crois que le prince de Bülow a assez d'esprit pour ne pas avoir cette prétention — de dire que le prince de Bülow est un grand homme. Cela, certainement non. Il est même bien au-dessous de Kiderlen, pour ne citer qu'un autre Allemand. Mais c'est un homme fort, capable de bien comprendre et de trouver les meilleures solutions. Dans le désert intellectuel du monde politique allemand, c'est immense.

Le prince de Bülow — ce qui ne gâte rien — a beaucoup de charme. Sa conversation est des plus agréables. Si l'on ne peut pas attendre de lui des aphorismes géniaux comme ceux d'un Bismarck, en revanche, aucune brutalité, aucune aspérité, aucune arrogance. A première vue, on croirait presque avoir affaire à un Méditerranéen, tant sa parole est souple, insidieuse, franche et presque caressante. On aurait, certes, tort de se laisser prendre aux apparences, mais le charme est indéniable.

La première fois que j'ai eu un entretien politique sérieux avec le prince de Bülow, ce fut vers la fin de 1888. En avril, il avait été nommé mi

Digitized by Google

nistre à Bucarest, où il devait rester jusqu'à décembre 1893. Il venait de Pétrograd, et il paraissait connaître bien les affaires de Russie. Il avait employé, me dit-il, les dernières semaines qu'il avait passées dans la capitale russe, à étudier la question roumaine dans les archives de l'ambassade d'Allemagne. Il en avait retiré une grande confiance dans les vertus et dans les capacités du peuple roumain, pour lequel il prévoyait un grand avenir.

C'était, à n'en pas douter, une bonne entrée en matière pour arriver à causer avec moi des problèmes de la politique européenne, en tant qu'ils pouvaient toucher la Roumanie et la race roumaine, car, contrairement à feu Kiderlen, le prince de Bülow reconnaissait l'existence d'une question des nationalités.

Cette longue conversation, qui touchait à tout, et par conséquent aussi à nos hommes politiques, arriva à Kogalniceano, à cet homme non seulement le plus grand des nôtres, mais, ce qui plus est, réellement grand.

Bülow ne comprenait pas pourquoi Kogalniceano était adversaire de la politique d'alliance avec l'Autriche et l'Allemagne. Le prince de Bülow était un homme trop intelligent pour attribuer

Digitized by Google

à Kogalniceano des motifs d'ordre mesquin. Il connaissait le patriotisme, le grand cœur et la haute capacité de Kogalniceano. Et il s'étonnait comment Kogalniceano ne se rendait pas compte du danger russe pour la Roumanie, et que notre salut était dans une alliance avec l'Allemagne qui nous protégerait.

Je répondis au prince de Bülow, en lui répétant, aussi bien que je le pus, tous les arguments que Kogalniceano m'avait exposés, à maintes reprises, contre la politique de l'alliance avec l'Autriche et l'Allemagne, malgré la réelle admiration qu'il avait pour l'Allemagne, à cette époque-là.

Ce fut lorsque je dis au prince de Bülow un de ces arguments, qu'il me fit la déclaration pour laquelle j'écris cette page de mes *Souvenirs*.

Kogalniceano m'avait dit, entre autres : « Et puis, cette politique est doublement absurde, puisqu'elle se fonde sur l'idée d'une guerre entre la Russie et l'Allemagne. Or, une pareille guerre n'aura jamais lieu. Elle serait trop contraire aux traditions de la maison de Prusse, trop contraire aux intérêts de l'Allemagne... » En 1888, ce raisonnement paraissait impeccable.

Digitized by Google

« Il se trompe, interrompit le prince de Bülow. M. Kogalniceano avait raison, sous l'ancien règne. Mais je tiens à vous assurer que le nouveau règne fera un changement de front absolu. Ce sera un des points cardinaux du nouveau règne (Guillaume II était sur le trône depuis juin 1888) que de monter la garde contre la Russie.

« Vous vous en apercevrez bientôt, puisque les actes de notre politique ne laisseront aucun doute à cet égard. »

Puis la conversation tourna sur d'autres sujets, comme cela arrive chaque fois qu'il ne s'agit que d'une simple conversation sans but déterminé.

Quand, plus tard, je vis le nouvel Empereur faire du polonisme, je compris que le prince de Bülow ne s'était pas trompé. Cela n'a guère duré longtemps, mais qu'est-ce qui peut durer longtemps chez un souverain absolu, qui est assez fort pour vouloir tout conduire, et pas assez pour pouvoir tout conduire ?

Toujours est-il que ce premier entretien avec le prince de Bülow — j'en ai eu tant d'autres depuis — m'est resté profondément gravé dans la mémoire. Il m'a expliqué bien des choses qui se sont passées dans ces vingt-huit dernières années.

Digitized by Google

Post-Scriptum.

Le grand écrivain qu'est le Dr. Dillon vient de publier, dans une revue anglaise, un compte rendu très intéressant du complot que le prince de Bülow avait préparé contre la volonté et l'honneur de l'Italie.

Nous reproduisons cet article. Nos lecteurs nous sauront gré de leur faire saisir sur le vif les procédés allemands dans les pays neutres. C'est, dans l'histoire moderne, la première fois qu'une puissance étrangère se mêle, sur une aussi vaste échelle, des affaires intérieures d'un autre pays, achète les consciences comme dans un bazar, ourdit de véritables complots contre ce pays et sa volonté souveraine.

Quand on lit tout cela, on frémit sur le sort de l'Europe, sur le sort de l'humanité, si le Néron de Berlin était vainqueur. Heureusement que cela n'est plus qu'un vilain cauchemar.

Nous regrettons pour le prince de Bülow qu'il ait cru de son devoir de se mêler d'une aussi répugnante entreprise. Même le patriotisme ne saurait tout excuser. La civilisation a aussi ses

Digitized by Google

droits. Il est vrai que l'Allemagne moderne répudie cette doctrine. Pour elle, les intérêts germaniques sont au-dessus du droit, de l'honneur, de la décence et de l'humanité. Mais si nous avions, sur ces choses supérieures, la même conception que l'Allemagne, où trouverions-nous la source de la sainte haine qui nous anime ?

Oui, le prince de Bülow méritait un meilleur sort. Il s'était révélé comme un des hommes les plus brillants de l'Allemagne contemporaine. Il est vrai que son livre récent sur l'empire allemand a déçu beaucoup de ses admirateurs, et que sa façade a été fortement lézardée. Pourtant, comparé aux autres, le prince de Bülow restait sur un piédestal.

Le prince de Bülow avait eu surtout un grand mérite aux yeux de tous ceux qui pensent. Il avait été le premier ministre allemand qui eût osé remettre le Kaiser à sa place. Dans un pays autocratique, dans un pays où le parlement n'est rien, dans un pays où le premier ministre est choisi par le souverain, n'est responsable que devant le souverain et est congédiable par le souverain, sans que la nation puisse, comme pour Venizelos, imposer son retour, dans un pays où l'organisation politique est de plusieurs siècles en

Digitized by Google

arrière des conceptions modernes, le courage du prince de Bülow a été merveilleux.

Aussi ce fut un cri général d'admiration que provoqua le célèbre discours du prince de Bülow, ce discours dans lequel, avec une habileté magistrale, il reprocha à son souverain son verbiage inutile et prit, devant le parlement-fantôme, l'engagement que le souverain ne récidiverait plus. C'était le premier pas, un pas bien timide, il est vrai, mais le premier pas vers un gouvernement libre pour l'Allemagne.

Bülow jugeant l'Empereur dans le Reichstag ! C'était l'aurore de toute une révolution, d'une révolution destinée, à la longue, à sauver l'Allemagne et le monde du régime absurde qui ne pouvait aboutir qu'aux horreurs de la guerre actuelle.

Comment cette tentative a-t-elle avorté ? Probablement que le prince de Bülow ne s'était pas rendu compte de l'énormité de son audace. Qui sait s'il ne s'en effraya pas lui-même ? Il est si difficile qu'une âme d'homme libre sorte de tant de générations de fétichistes à l'égard du souverain !

Ce qui est certain, c'est que le Kaiser guettait Bülow pour se venger. Le jour où le chancelier

Digitized by Google

commit la faute de cajoler Néron, dans l'espoir de lui faire oublier la bonne et utile réprimande qu'il lui avait administrée, Guillaume se rendit compte que Bülow n'était pas un Cromwell, pas même un Bismarck, et il se décida à lui faire subir le sort de Sénèque, mais à la manière de notre époque. Il le renversa, en montant contre lui une intrigue réactionnaire dans le même Reichstag auquel Bülow s'était permis de parler un jour, un seul jour, comme à une assemblée d'hommes libres.

On connaît le reste.

Avec une grande dignité, le prince de Bülow se retira sans bougonner. Il partagea son temps entre Norderney et Rome. Avec sa fine ironie, il suivait de la Ville Éternelle les acrobaties de son ancien maître, dont probablement il prévoyait la culbute inévitable un jour ou l'autre.

Quand la culbute fut venue, Néron se rappela Sénèque et lui demanda le sacrifice suprême, le harakiri, non pas de son corps, mais de son passé, de sa réputation, de son nom dans l'histoire.

Que le patriotisme l'ait emporté sur un très légitime ressentiment, il faut en féliciter le prince de Bülow. Il devait savoir qu'il allait à un échec

Digitized by Google

certain. Il connaissait trop l'Italie pour se tromper sur son intelligence ou sur son sens de l'honneur.

Pour cela, il méritait la pitié humaine, toute la pitié humaine. Mais Bülow a perdu la tête.

Son âme n'était pas assez trempée pour le sacrifice. Il s'est laissé piquer au jeu. Il a fini par croire à un succès possible. Et alors il s'est abaissé à l'œuvre que nous décrit le Dr. Dillon, à cette œuvre qui enlève toute auréole au martyre du Sénèque moderne.

Quel dommage pour lui, et quelle gloire pour Néron !

Digitized by Google

TATICHEF[1]

Tatichef n'est plus un nom très connu dans le monde politique européen. Pourtant, c'est un des hommes réellement intelligents qu'il m'ait été donné de rencontrer. J'ai causé deux fois avec lui, les deux fois à Londres.

La première, c'était à un dîner au Saint-James's Club, auquel assistaient, entre autres, sir Donald Mackenzie-Wallace, alors directeur politique du *Times,* et lord Reay, ancien gouverneur de Bombay, bien connu dans le monde du droit international.

La seconde fois, ce fut chez Tatichef. J'y rencontrai, pendant quelques instants, Stead, le fameux publiciste qui devait trouver la mort dans la catastrophe du *Titanic*. A ce moment-là, Tatichef était, en Angleterre, l'agent de feu Witte,

1. *La Roumanie* du mardi 26 avril (9 mai) 1916.

Digitized by Google

le puissant ministre des finances de l'empire russe, qui, comme corollaire de sa dictature, avait, dans les principales capitales de l'Europe, des représentants financiers, en réalité une seconde diplomatie qu'il contrôlait lui seul.

L'histoire de Tatichef est des plus curieuses. Il avait débuté dans la diplomatie, et avec beaucoup de brillant. Se trouvant à l'ambassade de Vienne, il y fit de l'antigermanisme, ou, au moins, ne fit pas du philogermanisme. A cette époque-là, c'était un danger mortel. Bismarck, dont on connaît l'influence sur les cercles de Pétrograd, et qui ne négligeait rien, décida de lui rompre le cou. Un incident de la vie sentimentale de Tatichef donna au chancelier de fer l'occasion recherchée. Le cabinet de Pétrograd cassa Tatichef. Celui-ci se vengea en homme fort. Il s'adonna aux études d'histoire, et il produisit des œuvres qui lui donnèrent une grande réputation. Pendant la guerre de 1877, il s'était enrôlé comme volontaire, et s'était comporté de manière à obtenir la croix de Saint-Georges. Il continuait sa carrière littéraire, lorsque Witte le reprit au service de l'état, dans les fonctions dont j'ai parlé plus haut. La mort l'a surpris avant qu'il ait pu donner toute la mesure de sa force.

Digitized by Google

Comme il advient avec tous les Russes intelligents, la conversation de Tatichef était des plus attrayantes. De la finesse, de l'imagination, de l'esprit et du charme. Avec cela, un certain courage de toucher aux points les plus délicats avec une parfaite aisance.

Naturellement, nous parlâmes des rapports russo-roumains. Ils étaient détestables. De peur de la Russie, nous nagions en plein bochisme, et Tatichef n'était pas homme à ne pas le savoir. Il m'expliqua la vérité si simple que, entre la russophobie et l'unité nationale roumaine, il y avait une antinomie absolue, et que, par conséquent, nous faisions fausse route, puisque, un jour ou l'autre, l'instinct de la conservation nous pousserait fatalement dans la voie opposée. On se figure assez aisément l'argumentation de Tatichef. pour que je n'aie pas besoin d'insister. En ce moment, les arguments de l'écrivain russe sont dans la tête et dans le cœur de tous les Roumains.

Tatichef arriva nécessairement à la question de la Bessarabie. Il reconnaissait que le gouvernement russe avait eu tort de nous imposer l'échange des trois districts de Bessarabie contre la Dobrodja. Son opinion était que la Russie aurait dû seule-

Digitized by Google

ment nous offrir cet échange, et s'abstenir si nous le refusions.

« Mais, ajoutait-il, combien vous auriez eu tort de le refuser. Je comprends les sentiments des Roumains vis-à-vis de la Bessarabie ; toutefois ces sentiments ne portent pas seulement sur les trois districts du sud, les moins roumains de toute la Bessarabie, mais sur la province entière, sur tout le pays entre le Pruth et le Dniester perdu en 1812. Ce sentiment de regret douloureux, même d'aspiration chaleureuse, je le comprends. Il est trop naturel pour qu'un ami de la vérité soit en droit de le nier. Mais, ce que je ne comprends pas, c'est en quoi la conservation des trois districts, séparés de la Bessarabie russe par la plus conventionnelle des frontières, pouvait satisfaire le sentiment roumain envers l'unité nationale, ou augmenter les chances d'une acquisition future de toute la Bessarabie. Sauf le district de Cahul, la Bessarabie du Danube est le coin le moins roumain de l'État roumain, et si la possession de Kilia a joué un grand rôle dans l'histoire des Roumains, il faut reconnaître que, sur aucun autre territoire de l'ancienne Moldavie, la souveraineté moldave n'a été plus interrompue. Considérer les marécages de la Bessarabie du sud

Digitized by Google

comme un point stratégique pour une avance vers le Dniester serait un enfantillage. Ah! certes, l'embouchure du Danube est d'une grande valeur. Mais la Roumanie maîtresse de la rive gauche du bras de Kilia, avec la Bulgarie de l'autre côté du fleuve, eût été moins maîtresse de l'embouchure du Danube que dans la situation que lui a créée l'annexion de la Dobrodja. Quant à l'accès de la mer, il n'y a même pas à comparer. La côte bessarabienne, avec le fameux pont projeté à Jibriani, n'aurait jamais donné à la Roumanie un véritable accès à la mer, tandis qu'avec Sulina, Constantza et Mangalia, c'est tout autre chose. Et il n'a tenu qu'a vous d'y ajouter Varna, un des plus beaux ports de la Mer Noire, Varna qui, en 1878, était tout ce que vous voudrez, sauf une ville bulgare. »

Et comme j'essayais de placer une interruption, Tatichef ajoutait :

« Je vous répète que nous avons eu tort de vous forcer la main ; et vous, vous avez eu encore plus tort de refuser un aussi favorable échange. Certes, s'il s'était agi de la possession de toute la Bessarabie, j'aurais compris votre politique ; mais il ne s'agissait ni de cela, ni de rien qui s'en rapprochât. Vous aviez, en 1878, l'occasion rare de

Digitized by Google

tirer tous les profits, de grands profits, de votre alliance avec la Russie, surtout à la suite des journées glorieuses de Plevna. Vous avez perdu cette occasion. Qu'avez-vous gagné en échange? Puisque, un jour ou l'autre, la fatalité de l'histoire, qui a placé le plus grand nombre de vos Roumains *irredenti* en Autriche-Hongrie, donc chez les Allemands, vous rapprochera de nous, vous fera nos compagnons d'armes, si vous ne voulez pas sceller vous-mêmes la destruction de votre race et de votre indépendance, vous n'avez que perdu du temps.

« Aussi, ajoutait Tatichef, malgré tous vos traités, — vos traités dont vous feignez d'ignorer l'existence, mais dont j'affirme la réalité, — je vous considère comme de futurs alliés pour le jour des grands comptes. Il m'est impossible d'admettre que les nations puissent se suicider. Elles peuveut se tromper pendant un temps, mais le retour à la vérité s'impose. Je vous souhaite que le grand jour vous trouve prêts et forts. »

Et Tatichef avait raison. La vérité a fini par s'imposer.

Digitized by Google

FRANÇAIS ET TEUTONS

Tout le monde, en Roumanie, a connu feu de Coutouly. Tout le monde a apprécié l'aménité du caractère de l'ancien ministre de France à Bucarest, et sa sincère amitié pour notre pays.

Gustave de Coutouly avait servi dans la garde mobile, en 1870 ; puis il avait fait le coup de feu contre la Commune. Il était naturel qu'il gardât un souvenir vivant de l'année terrible, et que, dans son cœur, la sainte haine du vaincu restât à tout jamais ancrée.

La dernière fois que je le vis à Paris, c'était au moment de l'incident de Tanger. On se rappelle le fameux débarquement du Kaiser, qui hâta la première difficulté marocaine et faillit mettre le feu à l'Europe.

A Paris, ce fut comme un coup de foudre. On s'était habitué à l'idée de la paix ; on croyait surtout que la France était à l'abri d'une nouvelle

Digitized by Google

agression de l'Allemagne. Ce coup de tonnerre dans un ciel serein fut, en vérité, le commencement d'une ère nouvelle dans la psychologie du peuple français.

Devant la possibilité d'une attaque soudaine, absolument injustifiée, on avait pris quelques mesures de précaution. Les garnisons de l'Est avaient été renforcées, et les régiments de la frontière étaient tenus dans des alertes continuelles.

Dans un de ces régiments servait le fils unique de M. de Coutouly, — celui-là même qui, dans cette guerre, a été tué face à l'ennemi, deux jours après son mariage.

Je m'entretenais avec mon ami de Coutouly sur le sérieux de l'heure, et, au courant de cet entretien, il me donna lecture d'une lettre que son fils lui avait envoyée de la frontière.

Dans cette lettre, le jeune soldat s'exprimait avec cette magnifique vaillance, gaie et spirituelle, qui est la caractéristique du Français. Il disait à son père qu'il ne devait rien craindre, que la nouvelle génération, malgré ses apparences d'insouciance et de mollesse, ferait son devoir à la française, qu'elle serait digne des ancêtres, et que, si la guerre éclatait. les héros qui avaient honoré l'histoire de la France pourraient être fiers des

Digitized by Google

exploits des Français d'aujourd'hui. Mais, ajoutait-il, il nous est impossible, à nous, de haïr. Vous autres, qui vous êtes battus en 1870, vous nourrissez contre l'Allemagne une haine naturelle et légitime. Il ne faut pas nous en vouloir, si nous ne l'avons pas. A tour de rôle, la France s'est battue avec tant de nations ! Elle a été vaincue et elle a été victorieuse. Devons-nous haïr les Anglais, à cause de Waterloo? Mais nous avons été ensemble en Crimée. Certes, l'Alsace et la Lorraine nous tiennent profondément à cœur, et nous verserions volontiers notre sang pour les reprendre. Mais haïr les Allemands à cause de Sedan, cela, nous ne le pouvons pas.

Et, avec mon ami de Coutouly, nous mesurions les profondeurs de l'âme latine, juste et généreuse, même envers l'ennemi qui nous a fait du mal, mettant au-dessus de tout la loyauté et la charité humaine.

La nouvelle génération, me disait mon ami, vous étonnera par son héroïsme; et ce sera d'autant plus beau que la haine n'a pas de place dans son cœur.

Et pendant que, chez les vaincus de 1870, l'âme s'était affranchie de toute mauvaise pas-

Digitized by Google

sion, les vainqueurs haïssaient chaque jour davantage la France et les Français.

En Allemagne, on en voulait à la France de ne pas être morte après 1870. On regrettait de ne pas l'avoir saignée à blanc, de ne pas lui avoir arraché plus de territoire et plus d'argent, et on guettait le moment où l'on pourrait se jeter sur elle, pour, cette fois-ci, la détruire à jamais...

Lorsque la guerre fut déclarée, mon grand ami Titulesco[1] était à Stockholm. Pour rentrer dans le pays, il dut passer par Berlin, où il resta une dizaine de jours, sinon davantage. De là, il m'écrivit une lettre que je garde, car elle fait le plus grand honneur à l'esprit d'observation de Titulesco et à la profondeur de son jugement. Titulesco s'y montre ébloui de ce qu'il voit en Allemagne ; mais, pour lui, l'intéressant n'est ni le nombre des canons ni l'admirable organisation matérielle ; l'important est l'âme allemande. Cette âme l'émerveille, et l'épouvante en même temps. Il a vu les manifestations ; il a vu l'expression de bonheur avec laquelle les parents et les amis trouvaient les noms de ceux qui dans

1. Ministre des finances dans le dernier gouvernement national roumain.

Digitized by Google

les listes des morts leur étaient le plus chers. Et il conclut : « Il est clair, pour moi, que ce peuple attend depuis quarante ans ce moment avec une impatience frémissante. Ce peuple est heureux de la guerre. Ce peuple l'a voulue, cette guerre, de toutes ses forces ; il la considère comme les chrétiens considéraient la venue du Messie, et dans la joie de frapper sur la France, même les sentiments naturels disparaissent. »

Je pense aux deux mentalités : les fils des Latins vaincus qui ne peuvent pas haïr les vainqueurs et les fils des vainqueurs teutons qui poursuivent de leur haine les vaincus d'autrefois.

*
* *

Derrière moi, dans la petite bibliothèque de campagne, sur le rayon des poètes, j'ai pris, hier soir, l'*Année terrible,* que je n'avais pas relue depuis si longtemps. Le grand poète, le plus grand lyrique des temps modernes, parle du choix entre les deux nations.

Il commence par l'Allemagne, à laquelle il consacre trois pages qui débutent par ce vers :

Aucune nation n'est plus grande que toi,

Digitized by Google

et qui finissent par cet autre :

L'Allemagne est puissante et superbe...

et, pour la France, il n'ajoute que trois mots, ceux-ci :

...O ma mère!

C'est en septembre 1870, alors que l'Allemagne, ayant fini la guerre contre l'Empire, commence celle contre la France, que Victor Hugo — à qui on a fait d'incomparables funérailles, après la veillée du mort sous l'Arc de Triomphe, — parle de la sorte.

Comment jamais les Teutons pourront-ils comprendre l'âme française? Comment pourraient-ils la juger? Comment pourraient-ils ne pas se tromper sur la force et la décision de la France?

Digitized by Google

LA NOUVELLE ITALIE

Deux semaines avant la guerre russo-japonaise, je discutais avec un homme d'état, qui était en même temps un grand soldat[2], sur les chances de cette guerre, que tous les deux nous croyions certaine, malgré les assurances pacifiques des chancelleries. Je lui fis part de ma profonde conviction que les Japonais seraient victorieux sur toute la ligne. Il me répondit par les objections d'usage : les 90 divisions russes opposées aux 13 divisions japonaises, etc., etc. A bout d'arguments, il me demanda sur quoi je fondais mon inaltérable conviction.

« Je crois, lui dis-je, au facteur moral. L'histoire m'apprend que c'est le moral, plus que le nombre des bataillons, qui donne la victoire. Pour les Russes, il s'agit d'une absurde guerre coloniale, qu'ils ne comprennent même pas ; pour les Japonais, la victoire est une nécessité vitale.

1. *La Roumanie* du jeudi 16 (29) juillet 1915.
2. Le roi Carol.

Digitized by Google

Ils savent que, tant qu'ils n'auront pas battu des blancs, on continuera à les regarder de haut. Or, pour les Japonais, l'honneur est le bien suprême ; il leur faut vaincre pour être nos égaux.

Et comme mon interlocuteur insistait :

« Tenez, lui dis-je, vous m'avez souvent dit que l'armée autrichienne était excellente, que son infanterie était même supérieure à l'infanterie allemande, et que le haut commandement, depuis qu'on ne le réserve plus à la noblesse, avait fait d'étonnants progrès. Eh bien, moi, je suis certain que, à nombre égal, ou à peu près, l'armée autrichienne serait battue par toute autre armée. Elle n'a pas, elle ne peut pas avoir le facteur moral. »

Et comme on avait l'air de me trouver absurde, j'ajoutai :

« Vous avez, je le sais, une idée assez médiocre de l'armée italienne. Or, moi, je suis certain que, à nombre égal, l'armée italienne battrait à plate couture l'armée autrichienne. »

Et, après quelques observations, j'ajoutai encore :

« Vous ne connaissez pas la nouvelle Italie. Notre malheur à tous, c'est que nous restons avec les idées de notre première jeunesse, que nous ne nous adaptons pas assez vite aux nouveaux faits

Digitized by Google

qui se produisent autour de nous. L'Italie passe par une révolution morale dont, en général, on n'a aucune idée. La nouvelle génération, qui a grandi dans l'Italie libre, est animée d'un patriotisme, je dirai même d'un orgueil, qu'on soupçonnerait difficilement sous l'extrême politesse italienne. La nouvelle Italie ne peut plus supporter le rôle de Cendrillon parmi les grandes puissances. Cette démocratie laborieuse ne troublera pas la paix du monde ; mais, si elle est jamais forcée à la guerre, elle étonnera par sa décision inflexible et par son héroïsme à toute épreuve. »

Je sais que je n'avais convaincu mon interlocuteur ni sur la victoire des Japonais, ni sur la supériorité de l'armée italienne sur l'armée autrichienne.

Peut-être que, depuis, il s'est rendu compte que j'avais su regarder et comprendre.

Maintenant que les Italiens sont en train d'émerveiller le monde par la vaillance de leurs troupes, je me suis rappelé cette conversation de 1904 et je me suis senti heureux d'avoir prévu ce que tout le monde voit.

*
* *

En 1901, au mois d'août, je faisais, de Bardo-

Digitized by Google

nechia l'ascension du mont Thabor, célèbre par le panorama sublime dont on jouit du sommet.

L'ascension est facile ; mais comme il s'agit de trois mille cent mètres d'altitude, elle est longue et fatigante.

Je causais avec mon guide, bon chasseur de chamois. Je lui montrai, à notre droite, une grande et longue muraille à pic qui paraissait absolument infranchissable, et je lui demandai si on pouvait l'escalader. Il me répondit que c'était extrêmement difficile et qu'il ne me conseillait pas d'essayer, et il ajouta :

« Il y a un mois, des *alpini* italiens ont été ici. Le commandant du bataillon était un petit homme gros, qui ne payait pas de mine. Il me demanda de lui faire gravir la muraille que vous me montrez. Je lui dis que seuls les chamois pouvaient passer par là. Et lui de répondre : « Conduisez-moi tout de « même. Là où le chamois passe, l'homme passe, « et là où l'homme passe, mon bataillon passe. » Je lui obéis. Et tout le bataillon a passé, comme me l'avait dit le commandant. »

En ce moment, les *alpini* italiens écrivent une épopée sublime.

Digitized by Google

ELEUTHERIOS VENIZELOS[1]

I

Toutes les grandeurs sont rares. La grandeur humaine surtout.

J'entends par grandeur humaine l'harmonieux ensemble d'une haute intelligence, de la beauté morale et de l'inflexibilité de la volonté. De grandes intelligences ne sont pas aussi rares qu'on le croit; les beautés morales, heureusement, sont nombreuses, surtout chez les petits; la ténacité de la volonté va souvent avec la perversité morale. Mais l'ensemble, qui, d'après moi, constitue la vraie grandeur humaine, est tellement rare qu'on peut passer toute une vie sans le rencontrer.

Venizelos est une vraie grandeur humaine.

1. *La Roumanie* des vendredi 3 (16) avril, samedi 4 (17) avril et dimanche 5 (17) avril 1915.

Digitized by Google

Devant ces grandeurs-là, il faut admirer sans restriction. Et il ne faut pas oublier que l'admiration sincère et profonde peut aussi nous donner de ces rares sources de joie qui, de temps en temps, nous leurrent sur la valeur de la vie.

Le plus grand poète de l'humanité, Shakespeare, présente ce fait caractéristique et presque unique, qu'on ne sait rien de sa vie. Venizelos s'en rapproche. Sa vie, avant les quelques dernières années, est tellement sans incidents que la légende aura un vaste champ devant elle. La seule chose qui reste de la première carrière de Venizelos, et qui explique la beauté morale dont il vient de donner une preuve si éclatante, ce sont les années où il prit la montagne, comme les autres Crétois, et fit le coup de feu pour sa patrie. Et ce qu'on ne sait pas, c'est que le Crétois, dans le maquis, portait dans ses poches des livres dans lesquels il se perfectionnait dans l'étude du français.

*
* *

Avant Venizelos, la Grèce était tombée comme nous ne le savons que trop. Si la Grèce ne s'était pas si merveilleusement redressée depuis, moi

Digitized by Google

qui ai contracté envers le peuple hellène une dette éternelle, je n'oserais parler de ce passé. La Grèce, qui avait fait des miracles d'héroïsme et et de beauté morale pendant la guerre de l'indépendance, — d'héroïsme qui lui avait attiré, à la fin, la protection de ces trois grandes puissances, la France, l'Angleteterre et la Russie, qu'on trouve toujours dans l'histoire, ensemble ou séparées, lorsqu'il s'agit d'une belle action à accomplir, la Grèce avait commencé une véritable descente, presque aussitôt après son émancipation.

En son premier roi, elle avait fait un choix malheureux. Que pouvait comprendre à l'âme grecque un Bavarois rigide ? Le second souverain prit comme règle de conduite de laisser les Grecs absolument libres, sans même leur servir de guide dans les moments difficiles : il s'ensuivit une période entière de luttes effrénées entre les partis, le système du partage des dépouilles poussé à l'extrême, et, malgré les efforts d'un autre grand homme, Tricoupis, le peuple grec, un des plus doués de la terre, connut toutes les misères, la défaite, la banqueroute et le reste.

Comme toujours, au bord de l'abîme, la nation fut sauvée par le seul moyen de salut que con-

Digitized by Google

naisse l'histoire : par la révolution. Et ce fut la forme la plus dangereuse de la révolution, le coup d'état militaire. Le roi Georges, qui n'avait pourtant rien fait pour le mériter, but jusqu'au fond, jusqu'à la lie, la coupe pleine de toutes les humiliations ; il signa de sa main la mesure qui rayait des cadres de l'armée tous ses fils, y compris le Diadoque, dont le nom était pour les Grecs synonyme de Domocos.

Quelles qu'eussent été ses fautes, s'il en avait commis, un pareil martyre les aurait expiées.

Mais après avoir coupé, il s'agissait de coudre. Sauf lorsqu'un Napoléon peut sortir d'une révolte militaire, la révolution militaire, très efficace pour tailler, est incapable de coudre.

La Grèce se trouvait dans un véritable chaos. La nouvelle chambre ne voulait pas seulement reviser les lois fondamentales de l'état, elle voulait se proclamer souveraine et, en même temps, elle n'était pas de taille à exercer la souveraineté.

C'est alors que le Crétois arriva.

Il était seul : il n'avait ni relations de clan ou de famille, ni fortune, ni passé, ni parti, ni clientèle. Il était seul.

Il fut reçu comme un dieu, les masses seules ayant quelquefois cette divine intuition.

Digitized by Google

Et, reçu comme un dieu, il agit comme un homme, dès le premier moment.

Il y a peu de pages aussi belles dans toute l'histoire de tous les temps et de tous les pays, que le Crétois tenant tête au peuple d'Athènes dont toutes les poitrines crient : « Vive Venizelos ! vive la Constituante ! » et lui imposant : « Vive la revision constitutionnelle ! »

Cet homme seul eut raison contre tout le monde.

Comme tous les créateurs, il commença par tout briser. Les partis, ou plutôt les coteries anciennes qui avaient amené la Grèce au désastre, il les broya. Il refit une autre nation. Il osa, dans la partie la plus méridionale de l'Europe, proclamer l'inamovibilité absolue de tous les serviteurs de l'état, leur entrée au service par le concours et leur avancement par la décision de leurs collègues. Il nettoya, mieux même que ne l'avait fait le légendaire Hercule. Et l'Europe émerveillée put se donner la joie de voir un grand homme.

II

Après la résurrection à l'intérieur, Venizelos

Digitized by Google

se tourna vers les destinées de l'hellénisme dans le monde.

Pendant toute la crise balkanique, on peut dire, sans aucune exagération, que, grâce au génie de Venizelos, ce fut la Grèce qui, bien que disposant de l'armée la moins nombreuse, de beaucoup la moins nombreuse, conduisit la marche des événements. Avec le coup d'œil du grand homme, Venizelos se rendit compte de la valeur réelle de la Serbie; il se l'attacha, et il exerça toujours, et dans toutes les circonstances, une fascination absolue sur M. Passitch.

Lorsque toute entente avec la Turquie, au sujet de la Crète, échoua, à cause de l'incapacité irrémédiable des Turcs, Venizelos fit le miracle de conclure une alliance avec les Bulgares, que le peuple grec était habitué à considérer comme l'ennemi héréditaire et irréductible. Et lorsqu'il conclut cette alliance, il eut la vision claire d'écarter du traité toutes dispositions sur le partage futur des territoires à conquérir. Le roi Georges, le Diadoque, actuellement le roi Constantin, firent à Venizelos la plus terrible opposition. Le Crétois eut gain de cause. Le traité resta muet sur le partage des dépouilles. Et la Grèce échappa ainsi, grâce à cette prévoyance, aux accusations

Digitized by Google

et aux difficultés dans lesquelles la Serbie se débat encore.

A Londres, Venizelos imposa sa personnalité dans tous les cercles politiques et diplomatiques, malgré son attitude réservée et modeste, qui faisait un tel contraste avec l'arrogance bouffie de Danef.

C'est à ce moment-là que j'eus le bonheur de le connaître et de lier avec lui une de ces amitiés, faites de confiance et de sympathies, que seule la mort peut interrompre.

Je n'ai vu alors Venizelos que deux fois, et cela m'a suffi pour comprendre que j'avais devant moi, non seulement un grand homme, mais aussi un gentleman, et que, dans cet homme-là, on pouvait placer une confiance illimitée sans aucun risque de déception. Je le savais en désaccord profond avec les Bulgares, et pourtant il eut la délicatesse d'âme de ne rien me dire sur les difficultés entre lui et ses alliés.

La première fois que je le vis, je lui demandai quel était le secret de son extraordinaire succès. Il me répondit qu'il était venu à temps et qu'il avait adopté deux règles de conduite : dire à son peuple toute la vérité, dans toutes les circonstances, et être à chaque moment prêt à quitter le pouvoir sans aucun regret.

Digitized by Google

A Bucarest, j'eus avec lui une conversation un peu animée. Il s'était emporté, lorsque je lui avais dit que c'était une faute que d'insister sur Cavalla. A son emportement, je compris, — ce qui se vérifia plus tard, — que cet homme-là n'était pas seul maître de la politique de son pays. Moi, je rêvais alors de compléter le traité de Bucarest par un traité d'alliance entre les quatre royaumes, entre la Serbie, la Grèce, la Bulgarie et la Roumanie.

Lorsqu'on connaîtra ce qui est aujourd'hui ignoré de l'histoire de la crise balkanique, lorsqu'on saura tout ce que Venizelos a fait, l'admiration pour le grand homme ira en augmentant. En voilà un qui n'a rien à craindre de la divulgation de tous ses actes, même de toutes ses pensées !

Après le traité de Bucarest, Venizelos se trouva aux prises avec les intrigues autrichiennes de Constantinople. Je ne veux pas faire aujourd'hui l'histoire du traité d'Athènes, ni insister sur le fait que, à plusieurs reprises, une nouvelle guerre entre la Turquie et la Grèce fut sur le point d'éclater, et que Venizelos était préparé pour toutes les éventualités. Je tiens cependant à rendre, dès à présent, l'hommage public que mé-

Digitized by Google

rite la beauté morale de Venizelos, qui, loin de vouloir laisser dans l'ombre les services que j'ai pu rendre alors à la Grèce et à la paix, a insisté au contraire pour les mettre dans une lumière éclatante[1]. Les vrais grands hommes n'ont pas de petits sentiments.

Venizelos avait en même temps sur les bras la question de l'Épire. Il savait trop bien qu'il était impossible à la Grèce de s'opposer au vœu unanime des grandes puissances, et qu'il était indigne de lui d'être la cause d'une guerre générale. Il se sacrifia à son devoir, sachant bien que le jour viendrait où il pourrait obtenir l'Épire sans provoquer l'Europe. Mais, à ce jeu, il s'usa, comme il s'était usé, lorsque, à Bucarest, il n'obtenait pas pour les Grecs le soleil, la lune et

1. Je détache ces lignes de la lettre que Venizelos m'adressa à Athènes le 31 octobre 1913 :

Mon cher Ministre,

.....est-ce que votre visite ne vous rappellera pas toujours la conclusion de la paix avec la Turquie, à laquelle vous avez pris une part si active ?

Quant à moi, je suis particulièrement heureux que notre connaissance et, permettez-moi de le dire, notre amitié, qui ne date que depuis si peu de temps, a été si riche en résultats pratiques pour mon pays, et qu'il a été donné à la Roumanie de jouer de nouveau si heureusement le rôle d'arbitre pour la conclusion de la paix dans les Balkans. C'est un nouveau lien pour nos deux nations, qui, liées par les mêmes intérêts, sont destinées à marcher ensemble dans les voies de la civilisation.

Digitized by Google

les constellations. On le guettait à Athènes. On profitait de chaque concession que le grand homme devait faire à la paix de l'Europe et à la sûreté de son pays, pour le désigner comme une âme pusillanime qui, manquant de confiance dans les forces de l'hellénisme, ne savait pas se montrer intransigeante.

Rien de plus facile que *d'obtenir une popularité vulgaire, en se mettant du côté de ceux qui crient le plus fort, alors qu'un autre prend sur lui, au risque de son impopularité, de défendre la patrie.*

Et c'est de cet incident que Venizelos dut subir l'inimitié de M. Zographos, comme plus tard, pour prix de ses efforts dans la question des îles, il dut subir les apostrophes de tous les envieux et de tous les ratés.

III

Tout homme qui avait assez étudié l'histoire pour savoir que les grands hommes sont quelquefois un poids trop lourd à supporter, comprenait que Venizelos ne pourrait pas rester trop longtemps au pouvoir.

Après la signature du traité de Bucarest,

Digitized by Google

M. Passitch nous invita tous à déjeuner à l'hôtel Palace. Parlant avec mon voisin de droite, je lui exprimai mon désir, qui datait de tant d'années, de profiter du commencement de l'été de 1914 pour faire un voyage au Japon. Venizelos entendit et me demanda si je voulais bien l'accepter comme compagnon de route. Puis, se reprenant, il me demanda avec un sourire si j'étais sûr que je serais libre dans la première moitié de l'année 1914. Il faisait allusion à la croyance générale que les hommes qui avaient fait l'œuvre de 1913 seraient retenus au pouvoir par leurs peuples. Je lui répondis, au grand étonnement des convives, que j'étais sûr de cette liberté, non seulement pour moi, mais aussi pour lui. Je me suis trompé d'un an en ce qui concerne Venizelos. Mais, sans la question des îles et sans la surprise de la guerre générale, il serait tombé à l'époque que j'avais prévue. Sa grandeur portait ombrage beaucoup plus qu'on ne pourrait se l'imaginer. L'homme qui avait fait la Grèce moderne devait, à tout prix, disparaître de la scène, pour que certains personnages sortissent de l'obscurité. Je l'avais senti déjà en juillet 1913 : j'en fus plus convaincu dans les mois qui suivirent.

Lorsqu'éclata la guerre européenne, je n'eus

Digitized by Google

aucun doute sur la pensée de Venizelos. Je savais que cet homme désirait une entente sérieuse et durable entre les petites nations, et je ne pouvais pas me figurer qu'un génie comme le sien ne se rendrait pas compte que l'indépendance, la liberté, même l'existence de la Grèce étaient, tout comme celles de la Roumanie, indissolublement liées à la défaite de l'Autriche et de l'Allemagne. J'ai su depuis qu'il pensait comme moi et que, par conséquent, il se rendait compte, dès le début, que nous avions tous le plus haut devoir moral, non seulement envers la civilisation, mais aussi envers l'égoïsme de nos patries, de contribuer de toutes nos forces à la victoire de la Triple Entente.

Poursuivant mon idée fixe d'amener toutes les nations des Balkans à côté de la Triple Entente, et malgré tout ce que les Austro-Allemands affirmèrent quant à leur mainmise sur la Bulgarie, je me permis de télégraphier et d'écrire à Venizelos, le suppliant de nous aider à nous montrer, dans cette crise historique, larges de vues et européens. Je lui disais que si nous nous montrions petits et locaux, malheur à nous. Une Allemagne victorieuse serait notre mort matérielle et morale; la Triple Entente victorieuse sans nous, ce serait

Digitized by Google

notre déchéance morale. Je lui annonçais que, de même que je conseillais à mon pays de faire aux Bulgares des concessions territoriales et que je conseillais aux Serbes d'en faire de sérieuses, puisque cette guerre leur rapporterait un royaume magnifique s'étendant jusqu'à la frontière de l'Italie, la Grèce, dans de beaucoup moindres proportions, devait aussi donner l'exemple, puisque de splendides compensations l'attendaient en Asie-Mineure. C'était déjà en août et en septembre 1914 que je me permettais d'écrire ainsi à mon ami d'Athènes. J'y revins plus tard. Je dois dire, pour l'amour de la vérité, que Venizelos me répondit, en automne, que la Grèce ne pouvait faire aucune concession territoriale, et j'en ressentis une certaine amertume. Amertume, non pas que j'eusse la fatuité de m'imaginer que je pouvais peser sur les décisions d'un Venizelos, mais amertume parce que j'entrevis que Venizelos était, encore plus que je ne l'avais deviné, en butte à des difficultés venant de ceux qui, étant nés sans la faculté de voir loin, ne peuvent pas comprendre ceux qui ont ce don divin.

Les révélations que vient de faire Venizelos nous ont complètement éclairé à ce sujet.

Jamais Venizelos ne m'a paru plus grand

Digitized by Google

qu'après la lecture de ses deux *Mémoires* adressés au roi Constantin.

Je suis de ceux qui ont lu et relu les « Mémoires » de Bismarck. Il n'y a rien dans les « Mémoires » qui approche de la grandeur d'âme qui se dégage de ces deux documents. Et comment pourrais-je être un homme sans ressentir la tragédie de la destinée de ces deux écrits, tombés où ils sont tombés ?

La publication de ces documents, non seulement élève Venizelos plus haut qu'il n'a jamais été, mais elle rend à la Grèce un service inestimable.

Prouver aux Bulgares qu'il y a eu un Grec, le plus grand de tous, qui concevait la possibilité d'un sacrifice pour gagner la certitude du voisinage paisible, c'est faire une autre œuvre que de frapper des médailles sur lesquelles on trouve l'effigie du roi Constantin accolée au titre de Bulgarochtone.

*
* *

Et maintenant, le dernier acte de Venizelos.

A cinquante ans, il se retire de la vie politique. Il avoue que, si son pays ne se trouvait

Digitized by Google

dans une grande crise étrangère, il lutterait, comme ce serait son droit et son devoir. Et après avoir affirmé, avec toute sa force, son droit d'homme libre, qui est de lutter contre n'importe qui, il se retire, mais toujours en homme libre, en annonçant à son peuple que c'est le dernier service qu'il rend ainsi à la Couronne.

Cette retraite de Venizelos, quelque navrante qu'elle puisse être pour tous les amis de la Grèce, présente une grandeur presque surhumaine. Cet homme n'aurait qu'à marcher de l'avant, pour tout briser sur son chemin. Mais il a peur de blesser la Grèce, et alors il accomplit un sacrifice autrement dur que la mort : il s'exile de parmi les vivants[1].

Comparez la chute de Venizelos à celle de Bismarck, et toute la supériorité de notre race gréco-latine sur la race germanique éclatera dans une sublime beauté.

Renvoyé par un jouvenceau couronné, Bismarck ne sait ni lutter comme un homme, ni se taire comme un grand homme. Il bougonne comme une cuisinière à qui on a enlevé le tablier.

Pourquoi cette différence ? Est-ce que Bis-

1. Les folies du roi Constantin allaient forcer Venizelos de revenir sur sa retraite et de sauver l'hellénisme.

Digitized by Google

marck etait au-dessous de Venizelos ? Non. Mais Bismarck appartenait à une nation qui a vécu pendant des siècles dans l'idée que l'homme politique n'est pas le serviteur du pays, mais le serviteur du roi, et que le roi n'est pas la plus haute expression de la volonté nationale, mais une volonté superposée à celle de la nation.

Des institutions moyenageuses et une vie d'obédience pèsent même sur un Bismarck, et lorsqu'il est frappé comme un domestique il se lamente comme un domestique. Le Grec, lui, fils de la Révolution française, sait qu'il est le serviteur de la nation, et le sacrifice de sa personne, lorsqu'il le fait, il le fait à la nation. et il se retire en homme libre, sans bougonner.

*
* *

Et maintenant, pour finir, un petit souvenir.

La dernière fois que Venizelos vint en Roumanie, je causais un jour avec lui dans l'embrasure d'une fenêtre du palais royal. Nous parlions de cette philosophie politique, qui est le sujet auquel tous les hommes mêlés au gouvernement reviennent constamment. Entre autres choses, nous parlions des rapports entre les hommes

Digitized by Google

d'état et les souverains, dans les pays où la monarchie est encore une institution nécessaire.

Et le Crétois me dit : « Tout notre cerveau, tout notre cœur, toute notre vie, nous devons les employer à grandir et à renforcer nos souverains. Et nous savons bien qu'à leur tour, ils ne feront que nous réduire, s'ils ne peuvent pas nous détruire. Pourtant, il faut remplir notre devoir, parce que c'est notre devoir. »

Venizelos a rempli son devoir.

Digitized by Google

LA POLITIQUE DE L'INSTINCT NATIONAL[1]

MESSIEURS LES DÉPUTÉS,

Les débats de l'Adresse, cette année-ci, tant au Sénat qu'à la Chambre, sont sans précédent dans l'histoire de notre tribune et très probablement ne se répéteront jamais.

LA GRANDEUR DES ÉVÉNEMENTS.

Dans toute notre longue histoire il n'y a jamais eu un moment plus grave, plus riche de conséquences, plus écrasant par nous par sa grandeur que le moment par lequel passe le monde aujour-

1. Ce discours a été prononcé dans les séances des 16 et 17 décembre 1915 à la Chambre des Députés de Roumanie. reproduits que les passages essentiels ayant trait à la politique générale.

Digitized by Google

d'hui, et qui, naturellement, nous touche, nous aussi, nous touche même plus que d'autres.

Devant ces circonstances, les formes habituelles de la vie ordinaire sont trop étroites pour embrasser les débats nécessaires.

Qu'est-ce, par exemple, que cette forme parlementaire des débats de l'Adresse ? Une lutte entre des partis, une course pour l'obtention du pouvoir, seul moyen pour mettre nos idées à exécution, une concurrence devant l'opinion publique, l'exagération, de part et d'autre, et des fautes commises, et des promesses pour l'activité future ; une lutte entre les hommes pour vaincre des hommes à l'intérieur du même pays.

Que signifie tout cela, vis-à-vis de la grandeur des événements par lesquels nous passons ? Combien petites, combien minces, combien insuffisantes, ces formules dans lesquelles nous sommes forcés de nous consulter sur les plus grandes décisions que jamais la race roumaine ait eu à prendre dans des événements dont les conséquences sont telles que l'homme qui puisse les envisager toutes n'est pas encore né !

Cette gravité exceptionnelle a fait que, dans d'autres pays, le cadre des formes habituelles de la vie normale a éclaté. Ainsi vous avez vu, en

Digitized by Google

Belgique, prendre place dans un gouvernement catholique Vanderwelde, le chef socialiste, sur la parole duquel s'est appuyé le roi Albert lorsqu'il s'est opposé à la misérable invasion de sa patrie. La même chose en France, où nous voyons, à côté l'un de l'autre, Combes et le catholique Cochin ; où, dans le même gouvernement, siègent les modérés d'autrefois et le socialiste irréductible Guesde.

On a vu enfin la même chose dans l'heureuse Angleterre, défendue par la mer contre toute invasion, l'Angleterre, patrie du régime des luttes des partis, et où l'on voit aujourd'hui, sur le même banc ministériel, les unionistes, les libéraux et les travaillistes.

Pourquoi, Messieurs, ces choses ont-elles été possibles ? Pourquoi a-t-on brisé le cadre de la vie normale et a-t-on recherché d'autres formes ? Justement parce que les événements actuels ont une telle importance, qu'ils ne peuvent pas entrer dans le cadre des vieilles formules.

. . . . . [1]

1. Suit le passage relatif au gouvernement national.

Digitized by Google

L'Aube d'un monde nouveau.

Demandons-nous, Messieurs, ce que signifient les événements qui se déroulent autour de nous ? S'agit-il d'une guerre comme toutes les guerres ? S'agit-il d'un de ces innombrables incidents historiques, qui, à première vue, paraissent si importants, et dont on s'aperçoit plus tard qu'ils n'avaient qu'un intérêt passager ? Ou bien sommes-nous en face d'un de ces bouleversements qui viennent si rarement dans l'histoire, mais qui marquent la fin d'un monde et le commencement d'un autre ?

Les contemporains, Messieurs, se rendent rarement compte de l'importance des événements par lesquels ils passent. Ils comptent les milliers de victimes, les milliards perdus, mais rarement ils se rendent compte de toutes les conséquences lointaines de ces événements, obligés qu'ils sont par les nécessités de la vie de mener l'existence de chaque jour, au milieu de la tragédie qui les entoure.

Les contemporains de Jésus ne se sont nullement rendu compte de ce qui allait se passer dans l'histoire humaine, par l'avènement du christianisme.

Digitized by Google

Au temps des invasions barbares, personne ne se rendait compte de quelles transformations il s'agissait. Personne ne savait qu'il pouvait en sortir la mort de la civilisation pour mille ans. S'ils s'en étaient aperçus, ils se seraient défendus autrement. Les contemporains de la Révolution française n'ont pas toujours compris quelles formidables conséquences allait avoir cette Révolution ; combien lointaines allaient être ses suites. Je crois, Messieurs, qu'aujourd'hui nous ne sommes pas devant une guerre quelconque qui ne changera que des frontières, après quoi les choses resteraient comme auparavant. Nous nous trouvons en face d'une catastrophe de toute l'humanité ; *nous nous trouvons en présence du crépuscule d'un monde, qui précède l'aube d'un monde nouveau. (Applaudissements.)*

Autrement ce que nous voyons arriver ne s'expliquerait pas. Ils ne sentent pas cela, les gens à courte vue, — courte, non pas pour d'autre raison, que pour une chose que Balfour analysait si bien, le jour où il se retirait de la direction du parti unioniste. Il dit alors au comité :

Je ne suis pas vieux, car je n'ai que soixante-quatre ans. Je n'ai pas commencé à baisser, puisque, si j'avais commencé, je ne me rendrais

Digitized by Google

pas compte que je suis déjà arrivé à soixante-quatre ans. Malgré cela, cependant, je sens que je commettrais un péché, en continuant de rester à la direction de mon parti. Pourquoi, Messieurs ? Il est un âge où l'homme n'est plus adaptable aux nouvelles idées, aux nouveaux courants. Cela est si vrai, qu'un membre de cette Chambre me disait, un jour, qu'à partir de l'âge de cinquante ans il n'avait plus voulu lire, car s'il avait continué à lire c'eût été en vain. *(Hilarité.)*

Certes, Messieurs, il exagérait, mais il est vrai que l'homme, à partir d'un certain âge, n'est plus adaptable ; et que plus l'homme devient inadaptable aux idées nouvelles, plus son autorité augmente, car le monde est ainsi fait. Les vieux hommes politiques ont plus d'autorité que les jeunes.

Aussi, Balfour disait-il : Je suis moins adaptable, mais j'ai plus d'autorité, donc je suis devenu un obstacle au progrès de l'état, je dois laisser la direction du parti à d'autres, qui ne jugent pas avec leurs vieux préjugés, comme faisait avant-hier M. Carp dans son beau discours. *(Applaudissements.)* Il a essayé de découper en tranches, si on peut la découper en tranches, la grande tragédie ; il a peiné pour disjoindre la trame de ce

Digitized by Google

conflit de l'humanité, il y a vu un procès entre la France et l'Allemagne, un procès entre l'Allemagne et l'Angleterre, un procès entre l'Allemagne et la Russie, et je ne sais combien d'autres procès ! Et, à chacun, il a attribué une petite cause, une cause éphémère.

La France accomplit les miracles que nous admirons et donne au monde le spectacle du peuple, qu'on avait tenu pour léger, transformé en le peuple le plus décidé, et cela, rien que pour recouvrer les provinces perdues ! L'Allemagne fait les efforts qu'elle est en train de faire uniquement pour se créer un domaine colonial. L'Angleterre offre à l'humanité le spectale de ses quatre millions de volontaires qui s'enrôlent pour le service militaire, ce service qu'elle avait tant dédaigné jusqu'à présent. L'Angleterre, que personne n'attaquait, dépense des dizaines de milliards et met en danger l'empire qu'elle a édifié après des siècles de sacrifices, seulement pour éviter la concurrence de l'Allemagne, alors qu'elle aurait pu faire cela par tant d'autres moyens ! Non, Messieurs, une pareille conception des choses est trop bornée pour qu'elle soit vraie. Pour qu'un si grand nombre de peuples aient consenti les sacrifices qu'ils consentent avec tant de décision, avec

Digitized by Google

tant de gaieté de cœur et une si grande détermination de ne s'arrêter qu'après la victoire, — cette victoire qui écrase les adversaires, — il faut qu'il y ait au-dessous quelque chose de plus profond qui agite leurs âmes : il faut qu'il y ait autre chose qu'une question de colonies, qu'une question de concurrence commerciale, que la question des quatorze mille kilomètres carrés de l'Alsace-Lorraine ! Il y a autre chose. C'est le dernier combat que livrent aujourd'hui les forces de la réaction contre le principe de la souveraineté nationale, dans les relations intérieures et extérieures. *(Applaudissements prolongés.)*

L'HÉGÉMONIE UNIVERSELLE.

Et voyez-vous, Messieurs, combien grave est le problème qui se pose aujourd'hui à l'humanité ! Vous voyez l'Italie, au lieu d'accepter gratuitement des augmentations de territoire, se précipiter de bon gré dans les horreurs de la guerre. Vous voyez tressaillir aussi d'autres peuples que ceux d'Europe ! Ne vous êtes-vous jamais demandé ce que venaient faire, dans ce conflit, les nouvelles nations, les nouvelles républiques

Digitized by Google

créées par les Anglo-Saxons de l'autre côté de l'Océan ? Pourquoi, au Canada, pourquoi, en Australie, pourquoi, dans la Nouvelle-Zélande, en est-on arrivé à ce que 7 à 8 pour 100 de la population s'enrôlassent comme volontaires pour aller à la guerre ? Est-ce seulement par amour pour la mère-patrie ? Pourquoi la conscience des États-Unis d'Amérique est-elle troublée ? Par amour de l'Angleterre ? Non pas, Messieurs. Il n'y avait pas de note plus populaire aux États-Unis, pour un orateur, que les reproches à l'Angleterre : l'expression consacrée était : « tirer la queue au lion britannique ». Pourquoi s'est-elle troublée, cette démocratie de cent millions d'hommes qui fait dans le monde la plus belle expérience ; la création d'une civilisation, sans préjugés, sans classes, sans monarchie, sans militarisme, sans aucun obstacle, basée uniquement sur la souveraineté nationale poussée jusqu'à ses dernières limites...

Pourquoi, Messieurs ? Tout ce mouvement ne saurait avoir qu'une seule explication, à savoir : *nous nous trouvons en présence d'une transformation de l'humanité, transformation qui s'exprime dans cette forme de massacre général.* C'est là une lutte entre deux mondes — et nous verrons lequel

Digitized by Google

des deux peut vaincre — autrement cette guerre ne serait pas possible et on ne la ferait pas avec l'acharnement qu'on y met.

Messieurs, il y a, en réalité, dans cette guerre, certainement provoquée par les Allemands, la dernière tentative faite par un seul peuple pour s'emparer de l'hégémonie universelle.

Si le soldat allemand vainc aujourd'hui, la première conséquence serait que la même force militaire qui est la plus grande du monde, serait aussi la plus grande force navale, et il n'y aurait plus d'indépendance pour personne, il n'y aurait plus de liberté pour personne, pas même pour la grande démocratie américaine. Le jour où le même État aurait la domination aussi bien sur la terre que sur la mer, le jour où l'empire romain serait reconstitué, conformément à l'affirmation faite une fois par l'empereur Guillaume que l'heure viendra où chaque homme sera heureux de se dire Allemand, tout comme chaque homme autrefois disait avec bonheur : *civis romanus sum,* ce serait fini de notre vie libre à tous.

Eh bien, cette tentative, sur quoi se fonde-t-elle ? Est-ce sur une supériorité de civilisation ? Est-ce sur une supériorité de civilisation de telle nature qu'elle ait le droit de dominer le monde,

Digitized by Google

et que les autres se sentent heureux de courir derrière le char triomphal du vainqueur ?

Vous avez vu que M. Stere, qui devait, dans son discours, toucher aussi à cette question, très superficiellement d'ailleurs, n'a pu dire qu'une seule chose : qu'on commet une injustice si on conteste aux Allemands leur apport au trésor commun de la civilisation humaine.

Mais qui a songé à nier cet apport ?

Cependant, cet apport est-il d'une qualité supérieure à celui qu'a produit la France par exemple, à celui qu'a produit l'Italie, à celui qu'ont produit les Anglo-Saxons ?

Y a-t-il une seule des hypothèses qui forment la base et la poésie de la science, y a-t-il une seule des découvertes sur lesquelles est bâti tout le progrès du monde moderne, — le progrès matériel, — y a-t-il une seule des idées qui ont enthousiasmé l'humanité, y a-t-il une seule parmi les créations de l'art qui serait perdue si nous supprimions l'apport germanique? Non, Messieurs, la richesse humaine resterait intacte, certes un peu plus réduite, mais non pas appauvrie ; elle resterait intacte. *(Applaudissements prolongés.)*

Qu'avez-vous à opposer, dans le fonds alle-

Digitized by Google

mand, aux extraordinaires productions de notre civilisation néo-latine? Une seule chose est caractéristique dans la culture allemande : c'est son organisation politique, qui est pour nous un rébus.

Comment peut-on concilier une organisation économique ultra-moderne avec une organisation politique moyenageuse? Comment peut-on concilier une instruction si généralisée, un bien-être matériel si développé avec un système politique dans lequel un seul homme peut dire : « Ma volonté est la loi suprême » ; « je ne dois pas mon pouvoir à l'assentiment du peuple allemand, mais uniquement à la mission divine qui m'a envoyé sur terre » ?

Telle est la caractéristique de la civilisation allemande, de la fameuse *Kultur*. Et cela, Messieurs, provient malheureusement de la façon dont s'est faite l'unité de l'Allemagne.

Si l'unité de l'Allemagne était issue du mouvement libéral de 1848, une nouvelle grande nation se serait ajoutée aux nations libérales d'Europe. Mais l'unité de l'Allemagne est un produit du caporalisme prussien, dont un Allemand très intelligent et occupant une haute situation[1]

1 Un conseiller de légation de l'Empire allemand.

Digitized by Google

me disait, il y a cinq ou six mois : « Vous avez raison, tout ce que vous écrivez est vrai, rien de plus antipathique que le caporalisme prussien ; seulement, il est invincible et nous devons l'accépter comme nous acceptons le déluge, comme nous acceptons les sauterelles, comme nous acceptons tous les fléaux que la fatalité peut nous envoyer. »

Eh bien, Messieurs, ce n'est pas vrai. Pendant que M. Diamandy parlait de la bataille de la Marne, je ne sais qui a répondu que ce fut une bataille quelconque ; moi je dis : « Ce ne fut pas une bataille, ce fut un moment historique, ce fut la preuve que même la force brutale du caporalisme, dans un état où un homme peut dire que la suprême loi est sa volonté, peut être vaincue par les armées d'une république démocratique dans laquelle l'abus de liberté était confondu par les niais avec la déchéance morale et la perte de la vertu. *(Applaudissements prolongés.)*

Comment s'est produite la guerre ?

Et maintenant, Messieurs, comment la guerre s'est-elle produite ? Qu'y avait-il avant cette

Digitized by Google

guerre, avant, puis-je dire, ce tremblement humain ?

Depuis la Révolution française, deux dogmes nouveaux avaient fait leur apparition dans la vie de l'humanité : l'un était la souveraineté nationale dans la vie intérieure de tous les états, l'autre la même souveraineté dans les relations internationales. L'un après l'autre, tous les peuples ont importé, autant qu'elle était compatible avec leur état de civilisation, cette nouvelle doctrine, et partout ont diminué les forces qui étaient en contradiction avec la nouvelle doctrine. Ainsi la doctrine de la souveraineté nationale transportée dans les relations internationales a abouti à la proclamation du principe des nationalités.

Car le principe des nationalités n'est que le droit de chaque communauté d'hommes qui se sentent attachés par les souvenirs du passé, par les intérêts du présent, par l'aspiration de leur âme, à mener une vie libre et sans contrainte, quel que soit leur nombre, quelle que soit l'étendue du territoire qu'ils occupent, quels que soient les abus de la conquête, quand même des centaines d'années auraient passé depuis, comme c'est le cas pour la conquête magyare à l'égard des Roumains d'outre-monts. *(Applaudissements prolongés.)*

Digitized by Google

Ce principe de la souveraineté nationale mène droit à la diminution du pouvoir monarchique dans les états de forme encore médiévale ; il mène à la suppression de l'Autriche, conglomérat de différents peuples qui n'ont d'autre lien entre eux que la monarchie, la monarchie selon l'ancienne idée que ce ne sont pas les nations qui choisissent leurs dynasties, mais la dynastie qui crée la nation ; il mène droit à l'abolition définitive de la Turquie, — après la disparition de laquelle son historien pourra dire qu'elle ne laissera aucune bonne trace de sa domination plus que quatre fois séculaires, — de la Turquie qui, aujourd'hui lorsqu'elle est je l'espère, à son définitif déclin, se couronne comme Néron du massacre d'un million d'Arméniens, tués sans que les Alliés de la Turquie levassent même un doigt pour empêcher cette ignominie de notre époque. *(Applaudissements.)*

Mais, outre ce principe de la souveraineté nationale, il y avait encore une chose qui faisait des progrès en Europe. Que nous l'aimions ou non, comment nous la dissimuler ! C'était la théorie de l'amélioration de l'état matériel du plus grand nombre, par la participation du plus grand nombre à une plus grande part des biens terrestres.

Digitized by Google

Cette théorie, Messieurs, était en hausse partout.

C'était l'atmosphère que nous respirions tous, les uns avec plaisir, les autres malgré eux, mais tous. En face de ce grand mouvement du nouveau monde qui nous aurait conduits, *sinon à la disparition définitive de la guerre, du moins certainement à une paix prolongée, à l'amélioration des rapports entre les peuples, à ce qu'on appelle une utopie, mais une utopie dans laquelle il faut avoir foi, puisqu'il faut toujours un ciel plus bleu vers lequel on s'élève, au milieu de l'impuissance humaine. (Applaudissements.)*

En face de ce mouvement, il était resté en Europe un état qui représentait justement le contraire, un état qui s'est formé par la conquête, qui n'a jamais hésité à proclamer que le droit du plus fort était le seul droit qui a embrassé jusqu'à la frénésie le culte de la force brutale, qui considère comme des sentimentaux, des inutiles, quiconque ose parler de droit, de lois, du respect de sa signature, de tout ce qui forme le trésor moral de nous autres néo-latins. *(Applaudissements prolongés.)*

Il est arrivé encore une chose en Europe. Il est arrivé la grande chance que sur le trône d'un autre pays, qui est aussi une autocratie où égale-

Digitized by Google

ment la volonté d'un seul homme décide de tout, fût monté un rêveur de nouveau, un Nicolas, — mais un Nicolas qui, au lieu de vouloir jouer le rôle de Nicolas Ier, — lequel, vous le savez, était le gendarme de la réaction de l'Europe, et qui est allé en 1848 jusqu'à sauver les Habsbourgs, uniquement pour obéir au principe : l'ordre prime tout, — est monté, dis-je, Nicolas II, un rêveur qui avait proposé quoi ? La limitation des armements, c'est-à-dire la diminution de la souffrance humaine, c'est-à-dire un pas en avant vers la justice.

Et qui est-ce qui s'y est opposé, Messieurs ? Est-ce l'Angleterre, dont on demande chaque jour en Autriche et en Allemagne le châtiment divin parce qu'elle aurait provoqué la guerre ? Est-ce l'Angleterre, qui n'avait rien à gagner à la guerre, mais tout à perdre ? Est-ce elle qui s'est opposée à la limitation des armements ? Non, l'opposition est venue d'Allemagne ! Et ainsi l'humanité, au lieu de marcher vers le désarmement, a marché à la folie des armements à outrance, à tel point qu'il devenait évident que, ou bien les trônes allaient être renversés, ou bien il allait couler des flots de sang, des millions de victimes, pour qu'on en finît une fois avec le vieux monde. *(Applaudissements.)*

Digitized by Google

Comment finira la guerre ?

Et si tel est le sens de la guerre actuelle, peut-on s'imaginer que cette guerre puisse finir par la paix habituelle, celle dans laquelle des plénipotentiaires chamarrés d'or et décorés de haut en bas discuteront autour du tapis vert une série de riens ? Peut-on s'imaginer que cela finira comme un duel à l'épée mouchetée ? Celui qui a été frappé crie : « touché ! » Puis on se serre la main, on remet les épées dans la panoplie, et on s'en va trinquer ensemble.

Non, Messieurs. Aujourd'hui ce sont les nations qui se battent, et non pas les armées ; la conscience de tous les peuples est en éveil ; cette guerre durera ; *elle ne peut pas ne pas durer jusqu'à l'écrasement de l'un des deux partis, de telle manière que le vainqueur puisse imposer sa loi aux vaincus. Les nations n'accepteront pas une autre paix.*

Si c'est l'Allemagne qui est victorieuse, la loi sera la domination du poing de fer, le règne d'un seul peuple choisi par Dieu ; si les autres sont victorieux. — *et ils le seront,* — la loi sera la loi

Digitized by Google

de justice, pour que tout le monde puisse jouir des bienfaits de la civilisation. *(Applaudissements prolongés.)*

Tel est le problème. Mais, me direz-vous : Quoi ? l'Allemagne va-t-elle disparaître ? Mais qui est-ce qui s'imagine cela ? *C'est l'Autriche qui peut et doit disparaître. (Applaudissements.)*

L'Autriche aurait dû disparaître depuis longtemps. *Lorsqu'elle aura disparu, on entendra un soupir de soulagement général ;* on sera heureux qu'elle ait enfin payé ses péchés séculaires, car vous ne trouverez dans toute son histoire aucun bienfait pour personne, mais de la perfidie et des coups pour beaucoup. Qu'est-ce que je ne donnerais pas pour qu'on me montrât une bonne action qu'eût jamais accomplie cette monarchie ? *(Applaudissements.)*

Et si les choses sont ainsi, Messieurs, pouvez-vous douter de quel côté sera la victoire ? Je ne sais plus qui disait tout à l'heure que c'était un enfantillage d'introduire l'idée de la morale dans la politique internationale.

Combien faibles sont vos connaissances de la philosophie de l'histoire ! Les individus comme les peuples paient les péchés qu'ils commettent contre la morale ; pour les uns, le châtiment vient immédiate-

Digitized by Google

ment ; pour d'autres, il tarde ; mais il n'y aurait aucun ordre dans l'univers, la vie n'aurait aucune valeur, si nous n'avions pas la conviction qu'il existe une loi morale au-dessus de nous. (Applaudissemenls.)

Neutralité.

Et si, Messieurs, je vois le problème de cette manière ; si tels sont les événements qui se passent autour de nous, peut-on parler de neutralité? Y a-t-il un état au monde qui ne sera pas touché, qui ne sera pas transformé par les résultats de cette guerre? Non, Messieurs. Mais voilà la différence : il y aura des états qui pâtiront des conséquences de la guerre sans pouvoir dire leur mot, parce qu'ils auront gardé au fourreau leur épée rouillée ; d'autres souffriront également des conséquences de la guerre, mais en disant leur mot : soit le mot du vainqueur, celui qui décide, soit le mot du vaincu, du vaincu qui a fait son devoir et qui a droit au respect du vainqueur. *(Applaudissements.)*

Celui qui prétend que nous pourrions rester indemnes dans cette convulsion, dissimule la vérité.

Digitized by Google

Indemnes? Non. *Mais il se pourrait qu'on décidât de nous sans nous. Voilà toute la différence entre la politique de neutralité et la politique d'action. (Applaudissements.)*

J'ai entendu parler d'une autre politique encore, la politique que M. Stelian appelait la politique de corbeaux, que d'autres ont nommée la politique d'hyènes. C'est la politique qui négocie et avec les uns et avec les autres, qui trompe les uns ou les autres, qui se tient aux aguets, sans aucune boussole morale, sans se demander où est son devoir, sans savoir ce que commande l'honneur, et qui, selon que la balance penchera d'un côté ou de l'autre, vous amènera à donner, vous aussi, le coup de grâce au moribond pour fouiller à l'aise ses poches. — *(Applaudissements prolongés sur les bancs de l'opposition.)*

Cette politique-là, non seulement est indigne d'un peuple qui a montré tant de vertus aux siècles passés, mais croyez-moi, elle est aussi une politique bête, parce qu'elle ne réussit jamais. Lorsque le monde entier a été bouleversé comme il l'a été, lorsqu'on a consenti à tant de sacrifices, soyez certains que les vaincus et les vainqueurs, qui sauront que d'autres ont été les hyènes qui attendaient dans l'ombre, se donneront la main,

Digitized by Google

vaincus et vainqueurs, comme des braves qui se respectent, et le châtiment sera pour les lâches. *(Applaudissements.)*

Messieurs, je connais des cas où, dans des circonstances normales, on a pu faire de la politique d'hyènes, mais je ne connais aucun cas dans l'histoire où un peuple ait annoncé d'avance qu'il suivrait une politique d'hyènes. Cela, c'est le comble de l'incapacité à côté du comble de l'immoralité. *(Applaudissements prolongés.)*

Et, pour nous surtout, pour les Roumains, ne sentez-vous pas les dangers d'une pareille politique, d'une politique qui, j'en suis convaincu, n'est pas la politique du gouvernement ? Elle ne peut pas l'être ; la Roumanie ne pouvait pas produire un gouvernement qui adoptât une aussi basse politique. *(Applaudissements prolongés.)*

Messieurs, ce serait pour nous, aussi, un danger d'ordre matériel. On dit que, dans des temps pareils, lorsque les hommes meurent par millions, lorsque toutes les vertus sont ressuscitées, lorsqu'on écrit avec des lettres de sang une épopée qui n'a pas sa pareille, le rôle de l'homme d'état est d'être tout à fait réaliste ; de ne tenir aucun compte des émotions et des sentiments, comme si la vie ne se composait que de calculs, comme si elle n'était

Digitized by Google

pas dirigée surtout par les passions. *(Applaudissements prolongés.)*

Au détriment de la Hongrie.

Soit, Messieurs! Même en se plaçant sur le thème des calculs, ce serait une politique erronée, car nous ne saurions nous accroître qu'au détriment non pas de l'Autriche proprement dite, cadavre excellent pour en hériter, mais au détriment de la Hongrie! Il ne nous est pas permis ici, malgré toute notre hostilité contre lui, de ne pas reconnaître au peuple hongrois une énergie vitale, une force patriotique et une facilité de se retourner absolument remarquables...

(Une interruption.)

...L'interruption n'est pas intelligente, aussi je ne réponds pas.

M. A. C. Couza. — La mienne aurait été intelligente. *(Hilarité.)*

M. Take Jonesco. — Je ne l'ai pas entendue. *(Hilarité.)*

Messieurs les députés, notre agrandissement ne saurait se faire qu'aux dépens de la Hongrie, et le démembrement de la Hongrie n'est pas chose

Digitized by Google

simple. Les Hongrois ont des traditions dans les pays occidentaux. Les Hongrois ont passé pour le seul peuple ayant des institutions libérales dans l'Orient de l'Europe. Les Hongrois, aujourd'hui encore, y conservent certaines attaches, et M. Diamandy, que j'aperçois en face de moi, a dû lutter, au cours de son voyage, contre les intrigues du parti indépendant hongrois...

M. G. Diamandy. — C'est exact.

M. Take Jonesco. — Les Hongrois, Messieurs, pourraient très facilement dire : « Si les Roumains suivaient une politique de hyènes, nous, nous pourrions servir aux vainqueurs, quels qu'ils soient, de sentinelle contre la Russie, si c'est l'Allemagne qui l'emportait, de sentinelle contre l'Allemagne, si la Russie était victorieuse. » Et il se pourrait qu'on trouvât aussi d'autres arguments afin de tramer des intrigues contre nous, afin de faire croire que le monde ne saurait fonder trop d'espoirs sur nous pour servir de sentinelle contre l'Allemagne, du moins pendant les premiers cinquante ans qui suivront. *Je n'insiste pas, c'est inutile.*

Aussi, Messieurs, ne nous reste-t-il que deux politiques. Ou la politique de l'instinct de la nation ; ou la politique soutenue ici par M. Carp et par M. Stere.

Digitized by Google

La politique de l'instinct de la nation.

Messieurs, j'examinerai la politique de l'instinct de la nation indépendamment de toute autre considération. Je ne m'occuperai pas de savoir si les Roumains, dont le titre de noblesse est d'être un peuple latin, peuvent se trouver contre les Latins qui mènent la guerre aujourd'hui.

Je ne me demanderai pas si les Roumains, qui ont une véritable dette de reconnaissance, une dette indiscutable envers la plupart des états de la Quadruple Entente, et qui ne doivent absolument rien autre chose que des souffrances aux états de la Double Alliance, peuvent passer outre à l'inclination de leur âme et fournir le deuxième exemple de l'ingratitude. Ce sont là des considérations sentimentales. Je ne m'occupe non plus de la question de savoir s'il est possible à un état comme le nôtre de tirer son épée aux côtés de ceux qui ont commencé la guerre par l'écrasement de la Serbie immortelle, par cet ultimatum qui, s'y on y change quelques mots, aurait pu nous être adressé à nous aussi ; s'il est possible que nous nous consolidions et que nous devenions plus

Digitized by Google

grands au prix d'une infamie, je ne m'occuperai pas de cela. *(Applaudissements sur les bancs de l'opposition.)* Je m'occupe, Messieurs, d'intérêts. Allons, soit ! Nous vivons au temps des intérêts, plaçons-nous donc sur le terrain des intérêts.

Eh bien, quant à moi, si je me demandais : qu'est-il préférable de faire, je répondrais : la première chose à consulter, c'est l'instinct de la nation.

On a parlé de la rue et de l'opinion publique pervertie. La rue, ce sont quelques centaines de personnes qui se promènent, l'opinion publique peut être pervertie par une campagne habile de quelques mois. L'instinct de la nation, cependant, depuis la hutte du paysan jusqu'au palais du riche, cela n'est pas œuvre d'opinion publique pervertie, cela ne s'appelle pas « la rue » non plus, à moins que l'on ne croie que la Roumanie n'est pas un pays de souveraineté nationale, mais qu'elle doit entrer dans le rang des pays dans lesquels un homme peut dire que sa volonté est la loi suprême. *(Applaudissements.)*

Personne ne saurait contester l'instinct. Il parle, et il parle si clairement, que, le jour où nous fûmes obligés — et je vais expliquer cela aussi — de suivre une autre politique officielle,

Digitized by Google

nous n'avons pas eu le courage de la publier, elle resta un secret connu seulement de quelques hommes. *(Applaudissements.)* Elle n'a pas été soumise à l'approbation de la nation, parce qu'elle ne pouvait pas l'être.

Cette politique instinctive n'est pas une lubie, n'est pas une faute ; non, Messieurs, elle est basée sur un fait primordial, tout aussi primordial que le droit à la vie. *Chaque peuple a le droit de vivre sa vie, de la vivre tout entière, avec tous les siens, car ce n'est qu'ainsi qu'il peut, lui aussi, créer une civilisation propre qui entre dans l'harmonie des autres civilisations.*

Ce droit, chaque peuple le sent, ce droit est le droit primordial, le droit essentiel, et c'est pour cela que le peuple roumain a toujours compris, quelquefois d'une manière inconsciente peut-être, d'autres fois avec entière conscience, que, depuis mille ans, un problème s'est posé entre lui et les Hongrois : il appartient ou bien aux Hongrois d'être sur les sommets des Carpathes et, de là, de nous dominer, ou bien à nous de nous installer dans la citadelle de la Transylvanie et de là, de dominer la steppe hongroise ; il n'y a pas d'autre possibilité. *(Applaudissements prolongés.)*

Depuis mille ans le problème est ainsi posé,

Digitized by Google

pendant mille ans, il ne s'est jamais effacé de notre conscience, mais, naturellement, ceux qui ont eu la direction de l'état l'ont mesuré à nos forces.

Nous n'avons pas été un état de Don Quichottes, mais nous n'avons pas été non plus un état d'inconscient ; depuis le maître d'école de la campagne, avec sa carte de la Dacie Trajane, avec le dénombrement des pays roumains se trouvant sous une domination étrangère, jusqu'à l'homme politique, tous — le jour même où ils signaient le traité qui nous liait à l'Autriche — tous avaient gravé, dans leur âme, en lettres de feu, les mots : l' « Ardéal » et l' « Unité nationale ». *(Applaudissements prolongés.)*

Une conversation avec Banfy

N'allez pas vous imaginer, Messieurs les députés, que les Hongrois conservent le moindre doute là-dessus. Au mois de janvier 1896, j'ai eu une conversation avec le baron Banfy, qui était alors premier ministre de Hongrie. Quant à moi, je venais de tomber du pouvoir, et on prétendait que, pendant que j'y avais été, depuis 1891 jusqu'en 1895, à l'insu du Cabinet, — on me l'a

Digitized by Google

même reproché — j'aurais aidé en quelque sorte le mouvement national d'outre-Carpathes. Je l'ai toujours nié et je le nie encore aujourd'hui. Je m'expliquerai le jour où je verrai ici les représentants d'outre-monts aussi [1]. *(Applaudissements sur les bancs de la minorité.)* Mais, Messieurs, un collègue du gouvernement me disait alors, avec un cynisme élégant : « Deux provinces te sont tombées sur le nez. Tu t'es figuré que nous conquerrions la Bucovine et la Transylvanie ; on n'a rien conquis du tout. »

Naturellement, ces choses s'étaient répercutées aussi à Budapest, et Banfy voulait faire la connaissance du ministre tombé, de celui qui avait eu l'audace d'aider le mouvement national. La première parole du Hongrois fut : « Vous ne me direz pas, Monsieur Jonesco, que vous ne voulez pas prendre la Transylvanie. »

Je lui ai répondu :

« ...Non, je ne puis pas vous dire cela ; car si je vous le disais, vous croiriez ou bien que je mens, ou bien que je suis un misérable. Je veux prendre la Transylvanie, mais je sais que je ne le peux pas. »

1. J'ai aidé en vérité le mouvement national roumain par des subventions et des conseils.

Digitized by Google

A mon tour je lui dis : « Vous non plus, vous ne me direz pas que vous ne voulez pas arriver jusqu'à la mer Noire. »

Et Banfy de répondre : « Je le veux, mais je ne le peux pas. »

Et nous avons examiné ensemble si nous pouvions trouver un *modus vivendi*[1]. *(Applaudissements.)*

Le but final

Je vous disais, Messieurs, qu'à cet égard il n'y a jamais eu aucun doute dans la conscience de personne. Tenez, je vais vous donner un exemple de ce qu'on disait jadis là-dessus dans notre Chambre, naturellement avec modestie. M. Stourdza[2] avait commencé une campagne en 1893 pour une intervention de la Roumanie en faveur des Roumains d'Ardéal. Je ne discute pas en ce moment le côté politique, car cela nous amènerait à la politique intérieure, et je n'ai aucune intention de diminuer la patrie par la discussion de nos

1. La conversation a fini par ce mot que j'ai dit à Banfy : « Nous sommes d'accord sur un seul point, savoir que nous ne serons jamais d'accord. »

2. Ancien chef du parti libéral, celui qui a dénoncé en 1894 les subsides que je donnais aux écoles roumaines de Hongrie.

Digitized by Google

luttes politiques du passé. M. Stourdza avait dit alors : « Lorsque les Roumains qui vivent en dehors du royaume auront été supprimés et écrasés, notre heure sonnera aussi, et très tôt. »

Et il ajoutait ceci :

« Personne dans ce royaume ne pense à la conquête de la Transylvanie, parce que les forces pour une pareille entreprise nous manquent, parce qu'une pareille entreprise, si elle était possible, attirerait la destruction de l'Autriche-Hongrie, parce que cette destruction serait défavorable aux Roumains, parce qu'elle amènerait une perturbation générale en Europe. »

Les paroles de M. Stourdza m'ont paru une abdication, et j'ai eu l'audace, de mon banc de ministre, de répondre en 1894, ainsi :

« Si c'est une chose extraordinaire de soulever une pareille question dans le Parlement roumain, c'est encore plus extraordinaire d'entendre un homme d'état d'un pays fixer les frontières de cet état pour toujours et dire aujourd'hui, en 1893, jusqu'où vont aller les aspirations de la race roumaine dans les siècles à venir. » *(Approbations sur les bancs de la minorité ; bravos.)*

En réalité, Messieurs, nos Ligues culturales, notre intérêt pour les Roumains d'au delà des

Digitized by Google

Carpathes, tout cela, au fond des choses, contenait une restriction mentale, tout cela devait être un provisoire qui devait durer autant que les circonstances européennes qui nous empêchaient de réaliser notre idéal national. *(Applaudissements).*

Car notre but final, celui qui était dans toutes les âmes, celui qui faisait battre tous les cœurs, a toujours été le même : l'unité nationale, non seulement intellectuelle, mais aussi politique, notre unification dans les limites que nous avait tracées Trajan, c'est-à-dire à cheval sur les Carpathes, et foudroyant à droite et à gauche de toutes nos forces! *(Applaudissements prolongés.)*

L'heure a-t-elle sonné?

Et maintenant, l'heure est-elle venue?

Messieurs, je ne dirais pas la vérité si je vous disais que je m'imaginais que l'heure dans laquelle on pourrait réaliser le rêve séculaire du peuple roumain viendrait de mon vivant.

Il y a ici un député, — je le vois devant moi — lorsque je rentrai d'Athènes en 1913, — c'était le point culminant de ma vie publique — est venu me conseiller de quitter la politique. Il me dit :

Digitized by Google

« Tu as donné ta mesure, que ferais-tu désormais ? » Je lui répondis : « Si j'étais certain que pendant les années qu'il me reste à vivre, le grand problème ne viendra pas un jour, je me retirerais, mais bien que je croie qu'il n'arrivera pas, je n'en suis pas certain ; or personne ne doit être absent ce jour-là, personne de ceux qui ont eu la chance, méritée ou non, de pouvoir, par leur exemple, et par leur voix, décider une partie de leurs concitoyens ; à personne il n'est permis de se dispenser de remplir ce devoir. »

L'heure est venue plus tôt que nous ne l'avions pensé. Soyons heureux qu'elle soit venue : élevons-nous à sa hauteur. (*Applaudissements.*)

. . . . . [1].

Deux « Irredenta ».

Mais au moins, Messieurs, est-ce qu'on a tenu parole ? Quelques années seulement après la

1. Suivent les passages : « *Le danger russe. Nos relations avec la Russie. Phobies anti-russes. L'Autriche aussi a voulu nous annexer. Le Panslavisme. Une affirmation. L'avenir. Le prix d'une politique contre la Russie. Vassalité magyare. Hésitations et fluctuations. Le traité avec les Puissances centrales. Origine du traité. La question du Danube. Situation intolérable. Les avantages de l'alliance. Illusions.*

Digitized by Google

signature du traité d'alliance, la Bulgarie a voulu faire avec nous l'union personnelle. Lorsqu'on pourra fouiller dans les archives, on verra que l'Autriche aussi s'est opposée à cette union personnelle; il est certain que l'Autriche s'y est opposée.

Plus tard est venu un moment où la Serbie a voulu faire avec nous l'union personnelle. Je ne peux pas dire aujourd'hui tout ce que je sais à cet égard, car je devais être un des facteurs de cette chose-là. Nous avons refusé. Nous savions bien que notre allié n'aurait jamais toléré l'union personnelle des deux *irredente,* irredenta serbe et irredenta roumaine.

Toutes les illusions, toutes, se sont évanouies. Pendant les années 1912 et 1913, dans nos épreuves si douloureuses, il est certain qu'en dehors de l'appui officiel qu'on nous donnait du bout des lèvres, nous avons senti tout le temps qu'on nous faisait des difficultés. Vienne disait, et avec raison, à son point de vue : Une Roumanie trop forte comme une Serbie trop forte sont des dangers pour nous. Seule la Bulgarie n'a pas d'irredenta en Autriche, une Bulgarie puissante est dans notre intérêt.

Messieurs, ma politique en 1912 et 1913, cette

Digitized by Google

politique qui m' a attiré tant d'ennuis, comme ce philo-bulgarisme qu'on m'a tant reproché, partaient d'une préoccupation unique : je ne voulais d'aucune action, d'aucune combinaison qui nous mît en hostilité avec tous les chrétiens d'au delà du Danube, — alors qu'ils étaient encore alliés, — et qui fatalement nous conduisît à demander l'appui des Hongrois, à mettre en application le traité d'alliance qui nous liait à eux.

Toute ma préoccupation, mon fil conducteur, était d'éviter tout ce qui aurait pu nous amener à la fraternité d'armes avec l'Autriche-Hongrie.

J'ai préféré, Messieurs, beaucoup endurer, beaucoup souffrir, plutôt que de nous exposer au malheur d'amener, nous, la guerre générale, une guerre générale dans laquelle nous nous serions trouvés à côté de l'Autriche contre les peuples d'au delà du Danube, contre les Serbes, les Bulgares et les Grecs, et contre la Triple Entente.

Si plus tard nous avons passé le Danube, — je ne sais pas si tous ceux qui l'ont fait ont su pourquoi ils le faisaient, — moi au moins je sais que nous n'avons passé le Danube que lorsque nous avons été certains que notre action ne pouvait pas provoquer la guerre générale et que si elle pouvait faire faire du mauvais sang à quel-

Digitized by Google

ques-uns de nos alliés, elle convenait à l'autre groupe de puissances, à ce groupe dont nous espérions nous rapprocher un jour, quelque éloigné que fût ce jour, pour réaliser notre unité nationale. *(Applaudissements prolongés sur les bancs de la minorité.)*

Il y a, Messieurs, des choses qui ne peuvent être changées par aucune combinaison diplomatique. M. Daneff sait encore que dans la conversation que j'ai eue avec lui le jour de l'ouverture du Parlement, au cours de l'automne de 1912, je lui dis : « Nous sommes forcés d'entretenir de bons rapports. Vous avez besoin de nous, parce que nous vous séparons des grands empires et nous avons besoin de vous parce que ne voulons pas nous trouver pris dans des ciseaux — malheureusement, nous le sommes, aujourd'hui — car si nous avons votre hostilité permanente, de l'autre côté des Carpathes nous ne pouvons avoir qu'une hostilité permanente. En effet, même si nous avions la lâcheté de renoncer à notre idéal, les Magyars ne croiraient jamais à la sincérité de notre lâcheté, et nous aurions toujours leur hostilité, quoi que nous disions, quoi que nous fassions. *(Applaudissements prolongés sur les bancs de la minorité.)*

Digitized by Google

L'instinct de la nation a été si puissant que lorsque nous, le gouvernement, nous mobilisions pour passer en Bulgarie, le peuple interprétait notre mobilisation par les pancartes qu'il portait dans la rue, et snr lesquelles il était écrit : « A bas l'Autriche ! »

Lorsque nous envoyions nos soldats au delà du Danube, eux, dans les casernes, disaient qu'ils allaient passer le Danube pour arriver en Transylvanie. Le chemin de la Transylvanie par la Bulgarie. L'expérience nous prouve que leur instinct était plus sage que notre jugement. *(Applaudissements prolongés.)*

La nécessité de sortir des ciseaux dans lesquels nous a placés la fatalité ne peut plus être satisfaite par des combinaisons diplomatiques, mais seulement par une telle augmentation de nos forces, par un tel raffermissement de nos énergies que nous puissions lutter et à droite et à gauche pour défendre nos droits séculaires. *(Applaudissements prolongés.)*

L'ALLIANCE A TROP DURÉ.

Messieurs les députés, l'alliance de 1883 nous

Digitized by Google

a causé encore d'autres déboires. On porte — et avec raison — des accusations sévères non seulement contre le gouvernement actuel, mais contre tous les gouvernements, pour ce que les circonstances ne nous ont pas trouvés assez préparés. Il ne s'agit pas de la préparation morale, comme le prétendait M. Stere. Non, moralement nous sommes toujours préparés pour l'action nationale ; qu'on sache que l'action a été décidée, et vous verriez comment en vingt-quatre heures disparaîtraient sous terre tous ceux qui aujourd'hui avouent lui être hostiles. (*Applaudissements prolongés, longuement répétés ; bravos.*)

Mais la préparation matérielle ? Oui, Messieurs, la préparation matérielle laisse à désirer. Notre préparation matérielle a été sacrifiée à l'alliance vieille de 31 ans. Nous n'avons plus pensé à d'autres hypothèses. La composition de notre artillerie, notre système de fortifications, la non-création de fabriques d'armes et de munitions, le manque d'approvisionnements en matières premières, toute notre organisation étaient basés sur l'hypothèse unique que notre frontière occidentale nous était ouverte ; que, par cette frontière occidentale, nous pourrions faire venir à temps tout ce dont nous aurions besoin. Cela a certainement pesé sur nous

Digitized by Google

dans les circonstances actuelles. C'est là, à n'en pas douter, une des dernières conséquences de l'alliance de 31 années.

Notre faute n'a pas été d'avoir conclu l'alliance en 1883, mais de nous être trop attardés dans cette alliance et surtout de ne l'avoir pas pratiquée avec une certaine liberté. Rien de plus fort que l'inertie[1].

. . . . . .

Les moments favorables.

Mais la confiance non raisonnée, mais le silence non motivé seraient, Messieurs, une faute et envers le pays que nous représentons, et envers vous qui disposez de la direction de ses forces, et envers les générations qui nous ont précédés, et envers celles qui viendront après nous. En toute conscience — de tout cœur je souhaite de me tromper — en toute conscience *nous croyons que vous avez commis des fautes, que vous avez laissé passer des grands moments,* et nous doutons fort que de pareils moments puissent revenir encore. On a discuté sur ces moments-là. On a parlé de

1. Suit le passage sur les responsabilités.

Digitized by Google

Lemberg. Et d'autres ont répondu : Quoi ? De la stratégie ? Je ne m'occupe pas de stratégie militaire, je m'occupe de stratégie politique. Il est certain qu'après Lemberg l'Autriche avait perdu la tête.

Il est certain qu'elle a eu alors une vraie terreur de notre entrée en guerre, il est certain qu'à ce moment-là, nous pouvions faire des merveilles, mais comme je tiens à être juste, je me rappelle aussi certaines difficultés qui auraient entravé alors tout gouvernement roumain.

Il ne m'est pas permis, aujourd'hui surtout que nous sommes seuls à parler et que les autres ne répondent pas, que, par conséquent, notre parole ne doit ni tendre des pièges ni pécher par l'injustice, il ne m'est pas permis de rappeler la grandeur du moment perdu, sans me rappeler en même temps les difficultés, ces difficultés qu'on ne pouvait écarter que par des décisions qui me semblaient, à moi, faciles à prendre, mais qui ont pu paraître à d'autres trop difficiles.

Et je ne puis pas affirmer en toute conscience que la possibilité d'écarter ces difficultés fût plus près de la vérité que l'impossibilité qui apparaissait aux autres.

Ensuite est venu, Messieurs, un autre moment,

Digitized by Google

un moment que tout le pays attendait, et alors que les difficultés dont je viens de vous parler, les difficultés du temps de Lemberg n'existaient plus[1]. Ma conviction est que ces difficultés-là ne pouvaient pas réapparaître, et alors, simple question de conviction, à ce moment-là, Messieurs, au moment de l'entrée de l'Italie, notre entrée en guerre était toute indiquée, et elle aurait probablement influencé aussi la direction politique de la Bulgarie, malgré l'entêtement du roi Ferdinand.

Je connais les circonstances atténuantes qu'on allègue, mais, malgré tout, j'ai trouvé alors et trouve aujourd'hui que nous aurions dû profiter du moment, même en faisant des sacrifices. D'ailleurs, je me suis exprimé de la même manière à ce moment-là. Ce n'est que si l'expérience nous prouve que ces sacrifices-là pourront être évités définitivement, ce n'est que si l'expérience nous prouve que nous gagnerons tout ce que nous aurions pu gagner alors, que je ferai *mea culpa*. Je le ferai de bon cœur, parce qu'il n'y a personne parmi nous qui ne préfère s'être trompé et avoir à demander pardon plutôt que d'avoir raison lors-

1. Je fais allusion au fait que le roi Carol était mort.

Digitized by Google

qu'il affirme que le pays a perdu un bon moment. *(Applaudissements longuement prolongés.)*

Enfin, Messieurs, est venu le troisième moment, le moment où la Bulgarie a jeté le masque qu'elle avait si longtemps porté, lorsqu'elle est entrée dans une action explicable peut-être par la morale du comptoir, mais qui jamais ne pourra être pardonnée.

En ce moment-là nous avions l'obligation de défendre la Serbie, je le sais, puisque je suis un de ceux qui l'ont écrit et signé. Et il y avait plus qu'une obligation, car, qu'est-ce qu'une obligation à une époque où l'on ne tient aucun compte des traités? Nous avions intérêt à défendre la Serbie.

Je connais, Messieurs, tout ce qu'on peut objecter lorsqu'il s'agit d'établir ce qui se serait passé si telle chose n'avait pas existé. Pourtant, il est difficile de dire aujourd'hui s'il est certain que, la Roumanie mobilisant en même temps que la Bulgarie, en Grèce serait resté debout le grand homme qui évidemment était plus grand que son pays, ce qui est un malheur, tout comme c'est un malheur que celui qui dirige un peuple soit plus petit que lui. *(Applaudissements.)*

On ne peut nier que cette possibilité existât,

Digitized by Google

je suis même convaincu qu'il y avait là une probabilité. Or je ne crois pas qu'on ait fait chez nous tout ce qu'on pouvait faire pour cette possibilité. Je voudrais bien me tromper mais je ne crois pas me tromper.

Je vois, Messieurs, tout ce que nous avons perdu par notre inaction, alors que nous pouvions empêcher l'écrasement de l'armée serbe, la descente des Allemands vers le Sud, alors que nous savions que les Alliés allaient venir comme ils sont venus, alors que nous étions de taille à tenir tête à l'ennemi jusqu'à l'heure qui est arrivée, — il y a ici parmi les députés un général qui a toujours affirmé cette conviction, et il n'est pas seul de son avis, — je vois que nous avons fait une autre perte que le fameux encerclement matériel, je crains que nous ne soyons tombés dans l'isolement moral, qui pour moi est un danger autrement grand.

On oublie un peu trop, Messieurs, que, de nos jours, ce ne sont plus les cabinets, mais les peuples qui dirigent la politique.

Cette heure que nous avons laissé passer était l'heure à laquelle nous pouvions, tout en luttant pour nos intérêts, pour notre idéal, rendre le plus grand service, un service que nous ne pourrons

Digitized by Google

plus jamais rendre, quelle que soit la durée de la guerre... (*Applaudissements sur les bancs de la minorité.*)... Et par là gagner vis-à-vis des peuples qui mènent l'Europe des droits dont, demain ou après-demain, nous pourrons avoir grandement besoin, puisque personne ne peut prévoir la tournure des événements et les dangers qui peuvent nous attendre. Il était dans notre pouvoir d'éviter à la Quadruple Entente cette douleur morale : l'abandon de la Serbie. Nous seuls pouvions empêcher cela ; personne d'autre.

Dix millions de soldats à Paris valaient moins que notre armée ici. *Nous seuls pouvions arriver à temps, nous seuls pouvions empêcher ce qui s'est passé, nous seuls pouvions ainsi gagner des droits dans l'Orient de l'Europe, une vraie hégémonie morale, et en même temps jouer un rôle européen, puisque nous aurions déterminé une action européenne. (Bravos, applaudissements prolongés sur les bancs de l'opposition.)*

Il ne s'agit pas de *panache*. Personne n'a le droit de sacrifier des existences humaines pour le cabotinage politique. Mais puisque nous savons que nous devons quand même prendre part à la guerre, — au moins j'en suis convaincu, — j'aurais préféré que notre entrée en guerre coïncidât

Digitized by Google

avec la possibilité d'un rôle européen. Je l'aurais voulu pour la petite Roumanie qui, dans ces circonstances, grâce à sa position, grâce à ce moment historique unique qui jamais ne se répétéra, pouvait faire œuvre de grande puissance, quoique petite puissance ! *(Bravos, applaudissements prolongés.)*

Je suis, Messieurs, tellement pénétré de ce que je vous dis que, croyez-moi, je trouve dans ma conscience comme un point d'interrogation. Je n'ai aucun doute sur les données du problème, mais je me demande : N'y a-t-il pas eu un mystère que tu ignores ? Non pas une donnée du problème, je le répète, mais un mystère, puisque ma raison, mon jugement, ma connaissance de la situation, tout, absolument tout, m'empêche de comprendre comment, pourquoi, la Roumanie n'a pas rempli son devoir au moment de l'entrée en campagne de la Bulgarie, comment la Roumanie a pu renoncer d'une manière si inexplicable, et à sa gloire et à sa sûreté.

. . . . . .

Un autre moment ?

Mais y aura-t-il un autre moment ? Souvent

Digitized by Google

mon jugement me fait douter, mais une passion dévorante chasse mon doute, car si je ne croyais pas que notre moment viendrait, je n'aurais pas où trouver la force de monter à cette tribune.

Je crois que l'heure va sonner, mais je demande pour cette heure-là, au lieu de l'attitude passive, qui attend les événements, l'attitude active qui prépare l'heure et la fait venir. *(Applaudissements prolongés et longuement répétés.)*

Lorsqu'une nation a d'aussi grandes prétentions que nous, lorsqu'il s'agit de vie ou de mort, je trouve que ce n'est pas remplir notre devoir que de rester à attendre que la chance passe devant nous ; non, il faut agir pour faire venir l'heure à laquelle nous puissions jeter dans la balance toutes nos forces, toute notre énergie. *(Applaudissements prolongés.)*

Car, Messieurs, veuillez vous imaginer ce que serait notre existence si la grande heure ne devait plus revenir, s'il nous fallait rester dans la situation d'aujourd'hui ? Vous en rendez-vous compte ? Ce serait la vie dans une honte permanente, une honte qui lui enlèverait toute valeur, ce serait achever nos jours dans la plus terrible torture.

Dernièrement, un ancien ami m'a adressé un reproche. Quelques-uns d'entre nous avions pensé

Digitized by Google

— nous avions tort, évidemment — à notre sort personnel aussi. Dans une Roumanie qui aurait fait son devoir, mais qui n'aurait pas réussi, notre devoir eût été de persévérer jusqu'au dernier souffle et de travailler avec plus d'énergie que jamais. Mais dans une Roumanie qui se serait déshonorée, comment aurions-nous pu vivre ? Et je pensai, dans un certain moment de faiblesse morale, qu'il ne nous resterait plus que l'exil. L'exil aussi nous serait impossible, car dites-moi sur quel coin du globe un Roumain pourrait marcher sans tenir constamment son regard fixé à terre ? *(Applaudissements.)*

Et maintenant, Messieurs, envisageons l'autre hypothèse.

Supposez que nos grands sacrifices — ils seront très grands — consentis en ce moment, dans des circonstances qui nous ouvrent une perspective à laquelle nous ne nous étions jamais attendus, et qui jamais ne reviendra, finissent par nous donner la Roumanie que nous rêvons.

Pensez non pas tant à son étendue territoriale, non pas tant au nombre de ses habitants, *pensez à la grandeur morale de la nouvelle Roumanie.*

Toute notre vie habituelle, toutes nos petites combinaisons, toutes nos querelles, qui ont épuisé

Digitized by Google

nos forces et ont flétri notre jeunesse, toutes ces combinaisons artificielles, derniers vestiges de l'oligarchie d'une petite principauté, comme tout cela serait balayé par les grands courants qui mettront à leur place une vie nouvelle ! (Applaudissements prolongés et longuement répétés.)

Pensez au problème qu'auront à résoudre des hommes séparés depuis mille ans ; pensez quelle œuvre utile et féconde auront à accomplir les jeunes pour organiser de nouveau les fondements du nouvel état roumain ! Je vois s'ouvrir les portes du paradis et une crainte superstitieuse me dit de fermer les yeux : c'est trop beau ! *(Applaudissements prolongés et longuement répétés, bravos.)*

La tâche d'écrire une épopée vivante est tombée sur les épaules de notre génération, bien qu'aucune génération n'ait été moins préparée pour la vie héroïque. Nous sommes la première génération roumaine qui ait hérité sans produire.

C'est le labeur des générations passées, leurs souffrances, leurs actions guerrières aux temps des guerres, leur diplomatie à l'époque de la diplomatie, qui ont dressé cette tribune. Le droit de parler comme nous parlons, c'est à leurs sacrifices que nous le devons. Nous n'y avons contribué en rien. *(Applaudissements prolongés.)*

Digitized by Google

Notre génération ayant vécu pendant l'enrichissement trop rapide de la Roumanie, a un goût du bien-être qui ne la pousse pas à l'héroïsme. Est-ce que la vie factice de Bucarest, pendant ces dix-sept derniers mois, quand se déroule la tragédie des Roumains de partout qui meurent sous tous les drapeaux et souffrent toutes les invasions n'est pas une insulte à la douleur de la nation? *(Applaudissements longuement prolongés.)*

Ce bruit de wagons qu'on entend même à cette tribune[1], où l'on traite des mystères sacrés de la race, ne prouve-t-il pas aussi combien cette génération est peu préparée pour le rôle qu'elle devrait jouer? *(Applaudissements longuement prolongés.)*

Et malgré tout, Messieurs les députés, le hasard a voulu que ce fût cette génération qui accomplit le destin. Elle sera ou bien le fossoyeur d'un labeur séculaire, ou bien la créatrice d'une ère tellement belle que sa vision me plonge dans l'humilité et l'éblouissement. *(Applaudissements longuement prolongés, bravos.)*

1. La querelle pour obtenir des wagons pour l'exportation des céréales aux Austro-Allemands.

Digitized by Google

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
PRÉFACE	1
Déclaration à M. Poincaré	3
Le prince Lichnowsky	9
Le comte Berchtold	20
Le marquis Pallavicini	26
Le comte Goluchowsky	34
2 août 1914	40
Kiderlen-Waechter	48
Le comte Aerenthal	65
Le comte Czernin	74
Le comte Mensdorf	86
Pacifisme de l'Angleterre	92
Le prince de Fürstenberg	96
Herr Riedl	106
Le comte Szeczen	114
Sir Donald Mackenzie Wallace	119
Le baron Banfy	123
La politique roumaine	130
Des larmes	133
Un cousin de Tisza	137
Le comte Tisza	141
Talaat-Pacha	145
Le prince de Bülow	157
Taticheff	168
Français et Teutons	174
La Nouvelle Italie	180
Eleutherios Venizelos	184
La politique de l'instinct national	201
Table des matières	250

CHARTRES. — IMPRIMERIE DURAND, RUE FULBERT.

Digitized by Google

Digitized by Google

89094803392

b89094803392a

Digitized by Google

G. E. Stechert &
Alfred Hafn
New York

Digitized by Google

89094803392

B89094803392A

Digitized by Google